

---

# Paix et sécurité en 2020

---

## Évaluation de la stratégie de l'Union européenne pour la résolution des conflits au Sahel

---



### ÉTUDE

---

EPRS | Service de recherche du Parlement européen

Auteure: Isabelle Ioannides  
Ex-Post Unité Évaluation  
PE 654.173 – Septembre 2020

FR



# Paix et sécurité en 2020:

---

## Évaluation de la stratégie de l'Union européenne pour la résolution des conflits au Sahel

La présente étude thématique, la troisième de la collection «Paix et sécurité», porte sur la contribution de l'Union européenne (UE) à la résolution des conflits au Sahel, au rétablissement de la stabilité et à l'instauration de la paix dans la région. Chaque année, les études publiées dans cette collection examinent les résultats obtenus par l'Union dans le domaine de la paix et de la sécurité dans une région donnée.

La présente étude fait le point sur la mobilisation de l'Union au Sahel, en particulier depuis l'élaboration de sa première stratégie spécifique à la région en 2011. L'Union a adopté une stratégie globale et intégrée en vue de relever les nombreux défis en matière de politique, de sécurité et de défense, d'aide humanitaire, de développement et d'environnement auxquels font face les cinq pays concernés, à savoir le Tchad, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie et le Niger. La présente évaluation expose tout d'abord les dynamiques locales et géopolitiques complexes qui sous-tendent les conflits au Sahel. Elle examine ensuite les différents aspects de la stratégie de l'Union visant à soutenir la paix dans la région, dans un paysage international déjà encombré. Elle analyse de l'engagement du Parlement européen dans les conflits au Sahel, étudie les défis auxquels l'Union et d'autres acteurs internationaux ont fait face dans la région du Sahel et propose des solutions pour renforcer l'efficacité de l'action de l'Union.

Une étude distincte publiée en parallèle donne un aperçu de l'action actuelle de l'Union en matière de paix et de sécurité et un troisième présente l'indice Normandie pour la paix 2020. Ces études ont été rédigées en vue de leur présentation au Forum mondial Normandie pour la paix, qui se tiendra en octobre 2020.

## AUTEURE

Isabelle Ioannides, Ex-Post Unité Evaluation

Le présent document a été élaboré par l'Ex-Post Unité Evaluation de la direction de l'évaluation de l'impact et de la valeur ajoutée européenne, qui dépend de la direction générale des services de recherche parlementaire (EPRS) du secrétariat du Parlement européen.

Pour contacter les auteurs, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante: [EPRS-ExPostEvaluation@ep.europa.eu](mailto:EPRS-ExPostEvaluation@ep.europa.eu)

L'auteure souhaiterait remercier Arto Väisänen, stagiaire au sein de l'EPRS, pour la collecte et l'analyse des données quantitatives relatives à la mobilisation du Parlement au Sahel, et Samy Chahri, de l'EPRS, pour l'élaboration des deux cartes et de l'un des graphiques de l'étude. Elle remercie également les travailleurs des organisations non gouvernementales (ONG) et les membres des groupes de réflexion dans la région du Sahel d'avoir partagé des données ainsi que leurs points de vue sur la région et les conflits qui y sévissent.

## VERSIONS LINGUISTIQUES

Original: EN

Traduction: FR

Manuscrit achevé en août 2020.

## CLAUDE DE NON-RESPONSABILITÉ ET DROITS D'AUTEUR

Ce document a été préparé à l'attention des députés et du personnel du Parlement européen comme documentation de référence pour les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive des auteurs et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et information préalable avec envoi d'une copie au Parlement européen.

Bruxelles © Union européenne, 2020.

PE 654.173  
ISBN: 978-92-846-7011-6  
DOI: 10.2861/97004  
CAT: QA-02-20-611-FR-N

[epers@ep.europa.eu](mailto:epers@ep.europa.eu)  
<http://www.epers.ep.parl.union.eu> (intranet)  
<http://www.europarl.europa.eu/thinktank> (internet)  
<http://epthinktank.eu> (blog)

## Synthèse

Depuis la rébellion de 2012 dans le nord du Mali et le coup d'État, l'Union européenne (UE) s'est fortement mobilisée pour rétablir la stabilité, instaurer la sécurité et promouvoir la paix au Sahel, une région qui englobe le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Ce territoire aride et en partie désertique a été le théâtre de l'embrasement du conflit au Mali, mais aussi de l'occupation djihadiste qui s'en est suivie dans les régions centrales du pays et de son expansion dans les pays voisins, qui a donné au conflit un caractère violent et une dimension régionale. L'UE s'est activement engagée dans la région aux côtés de plusieurs États membres, principalement la France (avec sa large opération Barkhane notamment), et de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). En 2015, elle a intensifié ses efforts au Sahel à la suite d'une série d'événements déstabilisants, qui se sont déroulés alors que l'Europe était en proie à ce qu'elle considérait comme une crise migratoire majeure.

La mobilisation de l'Union européenne au Sahel est également sous-tendue par la logique du lien entre la sécurité, la migration, le développement et ses répercussions potentielles en Europe. Certains États membres estiment que c'est au Sahel que l'avenir du projet européen pourrait se jouer et considèrent la stabilisation de la région (notamment grâce à des initiatives de réduction des migrations et de lutte contre les menaces terroristes) comme une manière de contrer le nationalisme populiste sur leur territoire.

## Stratégie de l'Union au Sahel

Dans ce contexte, la stratégie de l'Union pour le Sahel a été élaborée conformément à l'approche intégrée de l'UE, fondée sur l'idée selon laquelle la sécurité, le développement et la gouvernance sont intrinsèquement liés. La présente étude vise à évaluer la stratégie de l'Union pour le Sahel et sa mise en œuvre au regard des objectifs fixés. L'Union a adopté sa première stratégie pour le Sahel en 2011 et l'a par la suite renforcée au moyen de son plan d'action régional 2015-2020. Quatre éléments clés sous-tendent la mobilisation de l'Union dans la région, comme l'indiquent ces deux documents:

- 1 *La sécurité et le développement au Sahel sont étroitement liés.* L'instauration de la sécurité permettra la croissance des économies des pays du Sahel et un recul de la pauvreté.
- 2 *Seule une coopération régionale plus étroite, à l'égard de laquelle l'Union a un rôle potentiel à jouer, permettra l'instauration de la sécurité au Sahel et le développement de la région.*
- 3 *Tous les États de la région bénéficieront d'un net renforcement des capacités dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité et de la coopération au développement.*
- 4 *La contribution de l'Union est importante tant pour encourager le développement économique des peuples du Sahel que pour les aider à instaurer la sécurité, tout en protégeant les intérêts des citoyens de l'Union.*

Conformément à ces éléments directeurs et aux principes de l'approche intégrée, l'Union a cherché à être réactive et à s'adapter aux évolutions de la situation sur le terrain, à s'engager dans le changement à long terme, à agir à différents niveaux de gouvernance (local, national, régional et mondial) et à soutenir les accords globaux ancrés dans des partenariats larges, approfondis et durables à l'échelle régionale et internationale.

## Action de l'Union au Sahel

En pratique, l'approche intégrée de l'Union s'est traduite par le recours simultané à différents instruments en vue de soutenir le dialogue politique et diplomatique, la sécurité et la stabilité, ainsi que le développement et l'aide humanitaire. Le dialogue politique et diplomatique s'est tenu dans le cadre du partenariat politique entre l'Union et le G5 Sahel, notamment par des réunions

ministérielles et la mise en œuvre de la stratégie de l'Union pour le Sahel, le plan d'action régional et le processus de paix au Mali, dont l'Union est garante. Les réunions régulières que l'UE a tenues avec ses homologues du G5 Sahel ont notamment porté sur le renforcement de la coopération régionale et de la coordination en matière de développement, de gouvernance et de sécurité. L'UE entretient également un dialogue avec d'autres partenaires régionaux (par exemple l'Union africaine) et des acteurs locaux (notamment la société civile).

L'aide apportée par l'Union et ses États membres aux pays du G5 Sahel dans le domaine de la coopération au développement se monte à un total de 8 milliards d'euros pour la période 2014-2020. L'Union apporte avant tout un soutien à long terme au Sahel au titre du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (avec 930 millions d'euros mobilisés à ce jour), qui a fait l'objet de critiques en raison de la trop grande importance accordée à la gestion des flux migratoires. Des financements généreux ont également été alloués au titre du Fonds européen de développement (FED): pour la période 2014-2020, 628 millions d'euros ont été accordés au Burkina Faso, 664 millions d'euros au Mali, 160 millions d'euros à la Mauritanie, 686 millions d'euros au Niger et 542 millions d'euros au Tchad. L'Union est aussi un bailleur de fonds humanitaires majeur, près de 300 millions d'euros ayant été alloués aux populations du G5 Sahel pendant les deux dernières années. L'Alliance Sahel récemment mise sur pied et la Coalition pour le Sahel cherchent à renforcer la coordination régionale des initiatives auparavant disparates par les principaux bailleurs de fonds de la région.

L'UE a centré ses efforts sur la sécurité et le rétablissement du contrôle étatique et de l'état de droit, d'abord au Mali, puis également au Burkina Faso et au Niger à partir de 2015. L'action de l'Union a porté sur la lutte contre le terrorisme, le contrôle des frontières et des migrations, ainsi que sur le renforcement des capacités du secteur de la sécurité. Pour favoriser la sécurité et la stabilité dans la région, l'Union a déployé trois opérations de soutien de la paix: les missions menées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Une mission civile (EUCAP Sahel Mali), une mission militaire (EUTM Mali) et une seconde mission civile (EUCAP Sahel Niger) ont été appuyées par une stratégie régionale renforcée. Les missions consistent notamment à former, à conseiller et à soutenir directement les forces de sécurité, dans le but de renforcer, à plus long terme, les différentes capacités nationales. Les deux opérations de soutien de la paix de l'UE déployées au Mali ont été temporairement suspendues, suite au coup d'État dans le pays. Cela fait suite aux limitations déjà en place et contraignant le travail de ces missions au cours des derniers mois à cause de la pandémie de coronavirus. En outre, l'Union et ses États membres ont soutenu la mise en œuvre de la force conjointe régionale du G5 Sahel, sous commandement africain, par une contribution de 147 millions d'euros.

## Obstacles persistants au Sahel

Le coup d'État qui se déroule actuellement au Mali et la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta illustrent clairement la viabilité limitée des efforts internationaux et de l'Union dans la région du Sahel. Malgré des progrès notables vers la régionalisation des efforts internationaux et régionaux au Sahel, les problèmes de sécurité ont fait obstacle aux avancées concrètes en matière de prévention de la radicalisation et de promotion du développement inclusif. Les efforts de stabilisation du Sahel n'ont eu qu'un succès limité et de courte durée; les tentatives de l'Union d'implanter des initiatives de sécurité et de développement dans la région pourraient s'avérer coûteuses et non viables, sans pouvoir aboutir, sur le long terme.

Une partie des problèmes rencontrés par l'Union au Sahel est liée à la difficulté d'opérer dans un contexte de fortes contraintes en matière de sécurité. Les programmes de renforcement des capacités de l'Union et ses missions dans le cadre de la PSDC au Sahel ont été étendus à de nouveaux territoires, leurs mandats ont été élargis et davantage de personnel a été déployé; toutefois,

certaines difficultés techniques persistent, notamment des problèmes constants de recrutement de personnel francophone pourtant indispensable, la dépendance à l'égard de la volonté des gouvernements locaux de coopérer, l'incapacité des pays du Sahel à supporter la lourde charge administrative des programmes de l'Union ainsi que l'inefficacité du contrôle et de l'évaluation de ces programmes. Sur un plan plus concret, les observateurs ont émis des doutes quant aux motivations de l'Union et affirment que l'évolution vers une politique étrangère plus pragmatique est susceptible d'avoir privilégié les intérêts de l'Union (contrôle aux frontières, migration et lutte contre le terrorisme) au détriment des intérêts des populations locales.

En outre, les pays de la région font face à de graves problèmes de gouvernance: absence d'accès aux représentants de l'État et aux services publics de base, à un pouvoir judiciaire indépendant et impartial et à une protection face aux comportements prédateurs des fonctionnaires locaux, et absence des ressources nationales permettant une véritable décentralisation politique. À ces aspects s'ajoutent les menaces que les forces de protection civile font peser sur le paysage complexe des dynamiques locales de la région du Sahel. Après 2015, dans un contexte d'aggravation de la crise sécuritaire dans le centre du Mali et dans les régions maliennes frontalières du Niger et du Burkina Faso, il s'est avéré de plus en plus évident qu'un échec en matière de gouvernance constituait l'un des catalyseurs des violences. Alors que l'Union et la communauté internationale reconnaissent les problèmes en matière de gouvernance, des questions subsistent quant à leur compréhension du contexte local et leur accès aux communautés locales (en particulier les communautés agrorurales).

### Options pour l'avenir

Étant donné les terribles conditions de sécurité dans la région, la restauration de la stabilité sur l'ensemble du territoire des pays du Sahel demeurera une priorité, de même que, dans ce contexte, la lutte contre les groupes armés islamistes. Pour accroître l'efficacité de la contribution de l'Union au rétablissement de la sécurité, les experts recommandent de renforcer les missions menées dans le cadre de la PSDC par l'extension totale de leur mandat à l'ensemble du territoire du G5 Sahel ainsi que par le meilleur encadrement des forces de sécurité et de défense dans le but d'amplifier la fonction consultative de l'Union et son efficacité. Ces mesures ne seront toutefois pas suffisantes sans la mobilisation des pays de la région directement concernés, ainsi que de la force conjointe du G5 Sahel, qui peut jouer le rôle de catalyseur pour une action renforcée. D'autres acteurs ont suggéré de recourir à la facilité européenne pour la paix, le nouvel instrument financier de l'Union (en cas d'approbation dans le cadre du nouveau budget de l'Union), pour livrer des armes meurtrières aux forces armées des pays du Sahel, à la consternation des organisations non gouvernementales (ONG) œuvrant en faveur de la consolidation de la paix. Le dernier coup d'État au Mali devrait aussi amener à s'interroger sur l'adéquation de cet instrument à la région.

Pour répondre aux défis précités, il sera également important que l'Union s'engage davantage dans des réformes fondamentales, en particulier dans le domaine de la bonne gouvernance. Dans ce contexte, conformément aux stratégies et aux programmes de l'Union au Sahel qui mettent l'accent sur la bonne gouvernance, des efforts supplémentaires devraient être déployés pour engager une réforme substantielle du secteur de la sécurité, en particulier sur le plan de l'accès à la justice, et pour élaborer des stratégies nationales à long terme en matière de sécurité. En outre, il est nécessaire d'intensifier les actions en faveur du désarmement des groupes/milices armés non étatiques et de leur réintégration dans la société. Une réforme visant à renforcer le secteur de la sécurité est considérée comme un moyen de rétablir la confiance de la population à l'égard des institutions gouvernementales et de reprendre le contrôle au sein des communautés agrorurales locales.

Les analystes et les activistes préconisent un soutien de l'Union aux initiatives de dialogue à tous les niveaux, en particulier: (1) entre les communautés; (2) entre les forces de sécurité nationales et les

populations, et (3) entre les groupes armés, les communautés et les autorités. Il serait en outre indiqué que les gouvernements de la région du Sahel (en particulier du Mali) permettent aux organisations de la société civile (OSC) de nouer un dialogue avec les groupes armés sans répercussions de la part des autorités, étant donné qu'aucune solution viable aux conflits au Sahel ne peut être envisagée sans la mise en place d'un dialogue avec les groupes armés et leurs membres. Ces discussions devraient être inclusives et transparentes et constituer une offre de dialogue pour les dirigeants locaux élus, les chefs religieux, mais aussi les «citoyens ordinaires», notamment les jeunes et les femmes. Pour contribuer à soutenir le dialogue, à faire progresser les réformes en matière de bonne gouvernance et à avoir accès aux communautés locales, l'Union doit travailler en étroite collaboration avec les partenaires régionaux, de l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Pour les États du Sahel dont les dirigeants prétendent se conformer aux valeurs universelles sans respecter leurs propres engagements (en usant plutôt de tactiques dilatoires pour ne pas appliquer les mesures convenues), des dispositions plus strictes, y compris des sanctions, devraient être adoptées.



## Table des matières

|                                                                                          |      |
|------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Synthèse                                                                                 | I    |
| Liste des acronymes                                                                      | VIII |
| 1. Introduction                                                                          | 1    |
| 1.1. Les dynamiques locales et géopolitiques complexes à l'œuvre dans la région du Sahel | 1    |
| 1.2. L'approche de l'Union européenne à l'égard de la résolution des conflits au Sahel   | 5    |
| 1.3. Objectifs et structure                                                              | 7    |
| 1.4. Méthodologie                                                                        | 8    |
| 2. Stratégie de l'Union européenne dans la région du Sahel                               | 10   |
| 2.1. Concrétisation de l'approche intégrée de l'Union au Sahel                           | 10   |
| 2.2. Efforts diplomatiques déployés par l'Union européenne                               | 13   |
| 3. L'aide financière de l'Union au Sahel                                                 | 19   |
| 3.1. L'aide humanitaire                                                                  | 19   |
| 3.2. Le soutien au développement durable                                                 | 20   |
| 4. Le soutien à la sécurité de l'Union dans la région du Sahel                           | 26   |
| 4.1. Les opérations de soutien de la paix de l'Union                                     | 26   |
| 4.2. Une présence internationale de sécurité dense                                       | 31   |
| 5. Surveillance par le Parlement de l'action de l'Union dans les conflits du Sahel       | 34   |
| 5.1. Position du Parlement européen                                                      | 35   |
| 5.2. Questions écrites des députés adressées à la Commission européenne                  | 42   |
| 5.3. Activités du Parlement au niveau des commissions et des plénières                   | 51   |
| 6. Les défis de l'action de l'Union européenne au Sahel                                  | 54   |
| 6.1. Violence incontrôlée dans un contexte de divisions                                  | 54   |
| 6.2. Faiblesse des gouvernements au Sahel                                                | 56   |

|                                                                                                |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 6.3. Limites de l'action de l'Union en matière de sécurité                                     | 58 |
| 6.4. La sécurisation du développement et de la migration                                       | 60 |
| 7. Options pour l'avenir                                                                       | 63 |
| 7.1. Renforcer les missions PSDC                                                               | 63 |
| 7.2. Accélérer la réforme du secteur de la sécurité                                            | 65 |
| 7.3. Trouver un équilibre entre dialogue et sanctions avec les régimes non coopératifs         | 67 |
| 7.4. Renforcer l'action de l'Union en matière de bonne gouvernance et de développement durable | 68 |
| Références principales                                                                         | 72 |
| Annexe I: Chronologie contextualisant le conflit au Sahel                                      | 79 |

## Liste des encadrés

|                                       |    |
|---------------------------------------|----|
| Encadré 1: L'Alliance Sahel           | 16 |
| Encadré 2: La Coalition pour le Sahel | 17 |

## Liste des graphiques

|                                                                                                                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Illustration 1 - Les pays du Sahel selon la stratégie de l'UE pour la région.                                                                                                        | 1  |
| Illustration 2 - L'approche de l'Union européenne vis-à-vis de l'engagement dans la région du Sahel                                                                                  | 6  |
| Illustration 3 - Les opérations européennes et internationales de soutien de la paix dans la région du Sahel, 2020                                                                   | 30 |
| Illustration 4 - Nombre de questions écrites des députés, par thème, 2009-avril 2020                                                                                                 | 35 |
| Illustration 5 - Questions écrites des députés pour chaque pays de la région du Sahel et pour la région du Sahel dans son ensemble, par thème, 2009-avril 2020                       | 43 |
| Illustration 6 - Questions écrites des députés par thème pour chaque pays du Sahel et la région dans son ensemble, 2009-avril 2020                                                   | 44 |
| Illustration 7 - Nombre de civils directement ciblés et tués au Sahel occidental (Burkina Faso, Mali et Niger) par type d'auteur désigné, première moitié de chaque année, 2015-2020 | 55 |

## Liste des tableaux

|                                                                                                                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tableau 1 - L'aide au développement de l'Union en faveur des pays du G5 Sahel, en Mio EUR                                                                                            | 22 |
| Tableau 2 - Contributions nettes des États membres de l'Union au titre de l'APD en faveur des pays du Sahel, par ordre de priorité, en millions de dollars américains courants, 2018 | 25 |
| Tableau 3 - Nombre de questions écrites des députés à la Commission européenne par cycle législatif, 2009-avril 2020                                                                 | 42 |

## Liste des acronymes

|                  |                                                                                                                         |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>ACP</b>       | pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique                                                                            |
| <b>ACLED</b>     | projet «Armed Conflict Location and Event Data» (Données sur la localisation et les événements liés aux conflits armés) |
| <b>AFET</b>      | commission des affaires étrangères, Parlement européen                                                                  |
| <b>AGIR</b>      | Alliance globale pour l'initiative Résilience                                                                           |
| <b>ANL</b>       | Armée nationale libyenne                                                                                                |
| <b>APD</b>       | aide publique au développement                                                                                          |
| <b>AQMI</b>      | Al-Qaida au Maghreb islamique                                                                                           |
| <b>CCCR</b>      | cellule de conseil et de coordination régionale                                                                         |
| <b>CCE</b>       | Cour des comptes européenne                                                                                             |
| <b>CCR</b>       | cellule de coordination régionale de l'Union européenne                                                                 |
| <b>CDA</b>       | Communauté de développement de l'Afrique australe                                                                       |
| <b>CEDEAO</b>    | Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest                                                                 |
| <b>CFP</b>       | cadre financier pluriannuel                                                                                             |
| <b>CMA</b>       | coordination des mouvements de l'Azawad, Mali                                                                           |
| <b>CSNU</b>      | Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies                                                                 |
| <b>DACP</b>      | délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, Parlement européen                                             |
| <b>DDR</b>       | désarmement, démobilisation et réintégration                                                                            |
| <b>DEVE</b>      | commission du développement, Parlement européen                                                                         |
| <b>DG DEVCO</b>  | direction générale de la coopération internationale et du développement                                                 |
| <b>DG ECHO</b>   | direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, Commission européenne      |
| <b>DG HOME</b>   | direction générale de la migration et des affaires intérieures                                                          |
| <b>DMAG</b>      | délégation pour les relations avec les pays du Maghreb, Parlement européen                                              |
| <b>DPAP</b>      | délégation pour les relations avec le Parlement panafricain, Parlement européen                                         |
| <b>DROI</b>      | sous-commission «droits de l'homme», Parlement européen                                                                 |
| <b>ECR</b>       | groupe des Conservateurs et Réformistes européens, Parlement européen                                                   |
| <b>EIL/Daech</b> | État islamique en Iraq et au Levant                                                                                     |
| <b>ENF</b>       | groupe Europe des Nations et des Libertés (2015-2019), Parlement européen                                               |
| <b>EPRS</b>      | Service de recherche du Parlement européen, Parlement européen                                                          |
| <b>EUBAM</b>     | mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière                                                               |
| <b>EUCAP</b>     | mission de l'Union européenne visant au renforcement des capacités                                                      |
| <b>EUFOR</b>     | Force de l'Union européenne                                                                                             |
| <b>EUTM</b>      | mission de formation de l'Union européenne                                                                              |
| <b>FAO</b>       | Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture                                                     |
| <b>FED</b>       | Fonds européen de développement                                                                                         |
| <b>FFUE</b>      | Fonds fiduciaire de l'Union européenne                                                                                  |
| <b>FMM</b>       | Force multinationale mixte                                                                                              |
| <b>GEN</b>       | Gouvernement d'entente nationale, Libye                                                                                 |
| <b>GUE/NGL</b>   | groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique, Parlement européen                                       |
| <b>GSIM</b>      | groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (connu sous le nom de «Nosrat el-Islam»)                                   |

|                      |                                                                                                                                  |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>HCR</b>           | Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés                                                                            |
| <b>ID</b>            | groupe «Identité et démocratie», Parlement européen                                                                              |
| <b>MINUSMA</b>       | mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali                                             |
| <b>MISIN</b>         | mission de soutien de l'Italie en République du Niger                                                                            |
| <b>MNLA</b>          | mouvement national de libération de l'Azawad                                                                                     |
| <b>MUJAO</b>         | mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest                                                                   |
| <b>Nations unies</b> | Organisation des Nations unies                                                                                                   |
| <b>NI</b>            | députés non-inscrits, Parlement européen                                                                                         |
| <b>OSC</b>           | organisation de la société civile                                                                                                |
| <b>PAOEI</b>         | province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique                                                                                |
| <b>PESC</b>          | politique étrangère et de sécurité commune                                                                                       |
| <b>PNUD</b>          | programme des Nations unies pour le développement                                                                                |
| <b>PPE</b>           | parti populaire européen, Parlement européen                                                                                     |
| <b>PSDC</b>          | politique de sécurité et de défense commune                                                                                      |
| <b>OIM</b>           | Organisation internationale pour les migrations                                                                                  |
| <b>OTAN</b>          | Organisation du traité de l'Atlantique Nord                                                                                      |
| <b>ONG</b>           | organisation non gouvernementale                                                                                                 |
| <b>OCDE</b>          | Organisation de coopération et de développement économiques                                                                      |
| <b>ONUDC</b>         | Office des Nations unies contre la drogue et le crime                                                                            |
| <b>RCA</b>           | République centrafricaine                                                                                                        |
| <b>RE</b>            | groupe Renew Europe, Parlement européen                                                                                          |
| <b>S&amp;D</b>       | groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates, Parlement européen                                              |
| <b>SEAE</b>          | Service européen pour l'action extérieure                                                                                        |
| <b>SEDE</b>          | sous-commission «sécurité et défense», Parlement européen                                                                        |
| <b>UNICEF</b>        | Fonds des Nations unies pour l'enfance                                                                                           |
| <b>UA</b>            | Union africaine                                                                                                                  |
| <b>UE</b>            | Union européenne                                                                                                                 |
| <b>UEMOA</b>         | Union économique et monétaire ouest-africaine                                                                                    |
| <b>USA</b>           | États-Unis                                                                                                                       |
| <b>Verts/ALE</b>     | Verts/Alliance libre européenne, Parlement européen                                                                              |
| <b>VP/HR</b>         | vice-président de la Commission européenne/haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité |

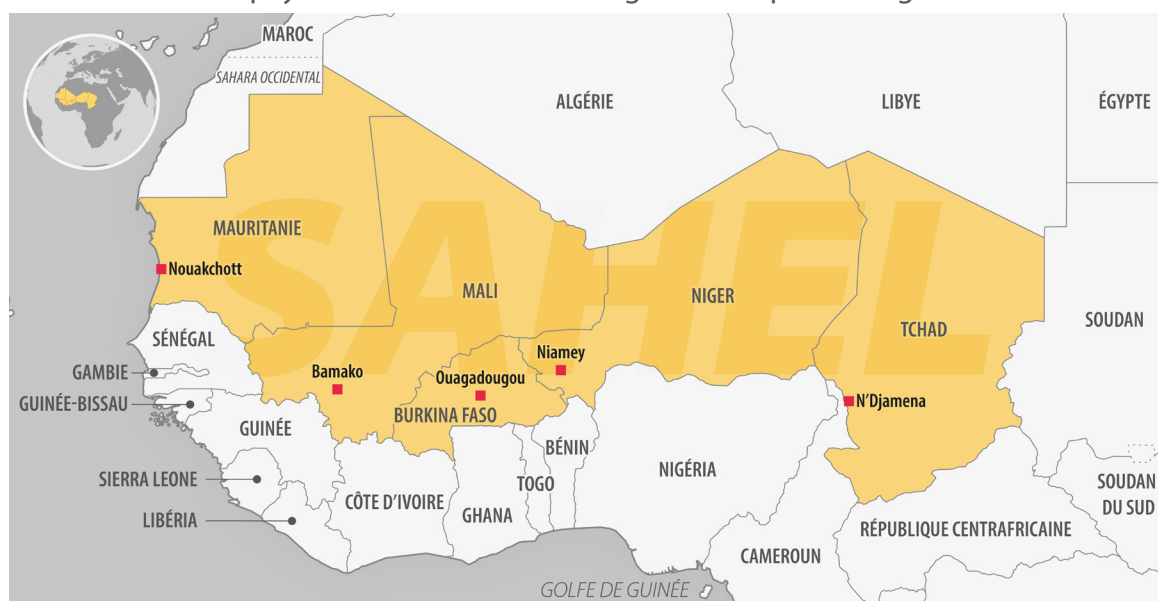


# 1. Introduction

## 1.1. Les dynamiques locales et géopolitiques complexes à l'œuvre dans la région du Sahel

La région du Sahel — qui s'étend de la Mauritanie au Niger et au Tchad en passant par le Mali et le Burkina Faso — représente un enjeu décisif pour l'approche de l'Union européenne à l'égard de l'Afrique<sup>1</sup>. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui, étant donné que la nouvelle Commission européenne a placé l'Afrique au cœur des intérêts de l'action extérieure de l'Union<sup>2</sup>. D'un point de vue purement géographique (voir illustration 1), le Sahel est probablement la région d'Afrique où le lien entre la sécurité, la migration et le développement est le plus tangible. Considéré comme l'une des régions les plus pauvres au monde, avec son paysage en partie désertique et ses frontières poreuses, le Sahel est un terreau d'instabilité qui s'est transformé au cours des cinq dernières années en un théâtre de violence extrême. Certaines sources font état de plus de 12 000 faits de violence et de 50 000 morts entre 2014 et 2019<sup>3</sup>. Les conséquences potentielles d'une telle fragilité pour l'Europe, du fait de l'exportation de menaces sécuritaires et de migrants, ont conféré au «corridor» entre le bassin méditerranéen et l'Afrique subsaharienne une dimension géopolitique — pour reprendre l'image employée par la Commission von der Leyen et la promesse qu'elle a formulée.

Illustration 1 - Les pays du Sahel selon la stratégie de l'UE pour la région.



Source: Carte par Samy Chahri, EPRS.

Les conflits au Sahel sont largement imputables aux pressions exercées par des groupes armés qui se sont installés dans la région à la faveur de processus de paix incomplets dans les pays voisins.

<sup>1</sup> Venturi, B., [The EU and the Sahel: A laboratory of experimentation for the security-migration-development nexus](#) (L'Union et le Sahel: un laboratoire d'expérimentation pour le nexus sécurité - migration - développement), document de travail IAI 17/38, Istituto Affari Internazionali, décembre 2017.

<sup>2</sup> Commission européenne, [Une Union plus ambitieuse: mon programme pour l'Europe par la candidature à la présidence de la Commission européenne](#), orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2019-2024.

<sup>3</sup> OCDE, [The Geography of Conflict in North and West Africa](#) (Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest), Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, 2020, p. 78.

Fin 2011, à la suite de la chute de la Libye, les combattants touareg d'Al-Qaïda, armés par l'arsenal de Khadafi, ont quitté la Libye pour revenir massivement au Mali. Ils ont mené l'insurrection de 2012 au Mali, aux côtés des insurgés séparatistes touareg du mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), qui disposait également de bases arrière en Algérie, et du groupe salafiste Ansar Dine. Or, de grandes régions du pays n'étaient plus gouvernées des suites du coup d'État militaire survenu en mars 2012 au Mali.<sup>4</sup> Le gouvernement n'a pas été en mesure de recouvrer pleinement le contrôle de ces régions, malgré l'opération Serval, menée en 2013 sous commandement français — avec l'appui de l'Union européenne — en vue de reconquérir les territoires situés au nord du Mali, la tenue d'élections, ainsi que les négociations pour l'accord de paix (l'accord d'Alger) qui se sont déroulées en 2015. En parallèle, la guerre civile en Libye a également entraîné une implantation de l'EIL/Daech au Niger, encore en cours aujourd'hui. En soi, cet état de fait constituait déjà une véritable poudrière à laquelle l'Union devait faire face. Toutefois, comme l'indique la [chronologie en annexe](#), la déstabilisation du Mali a depuis donné lieu à une prolifération et à une complexification du paysage des groupes armés, qui s'est aussi exporté vers son voisinage. La situation s'est aggravée en raison de l'instabilité politique au Nigeria, qui a été témoin de l'expansion de Boko Haram en 2013 et de son implantation dans le Niger et le Tchad voisins.

Les attaques au Sahel ont gagné en intensité et se sont sophistiquées à partir de 2017, lorsque plusieurs groupes armés islamistes actifs au Mali, à savoir l'Organisation Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le Mouvement malien/burkinabè pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) ainsi que deux groupes locaux dirigés par des Maliens, ont fusionné sous la bannière du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (connu sous le nom de Nosrat el-Islam). En dépit du front uni formé par les groupes djihadistes à partir de mars 2017, le djihadisme sahélien est «glocal», selon les mots de Mathieu Pellerin, en référence à l'hétérogénéité de ces groupes. Ils émanent «de l'agglomération de foyers insurrectionnels locaux construits sur des fractures sociales, politiques ou économiques» qui interagissent avec des groupes islamistes à l'échelle globale.<sup>5</sup> La dimension «locale» du djihadisme est en soi très diverse, compte tenu du nombre de langues locales parlées et de communautés ethniques présentes. D'autres groupes sont actifs dans la région au sens large, parmi lesquels figurent al-Mourabitoune, Ansarul Islam, Plateforme, Ansar Dine et Boko Haram. À cette complexité au niveau local s'ajoute la lutte intestine entre deux grands groupes djihadistes présents dans la région du Sahel, à savoir le groupe de l'État islamique et la branche d'Al-Qaïda au Sahel, Nosrat el-Islam<sup>6</sup>, qui complexifie encore davantage le paysage des groupes armés (voir illustration 3). Depuis mai 2019, l'EIL/Daech est actif dans la région du lac Tchad au Nigeria, au Niger, au Tchad et au Cameroun à travers ses branches affiliées que sont l'État islamique dans le Grand Sahara ainsi que l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) (issu d'une scission de Boko Haram en 2016).

Aux yeux des acteurs internationaux (y compris l'Union européenne), les milices locales et leurs revendications de nature plus politique, sociale et territoriale constituent de loin les éléments les plus complexes parmi les groupes armés. Ces groupes d'autodéfense civils et ces milices

---

<sup>4</sup> Tobie, A., Sangaré, B., [Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali: Adaptations souhaitables des stratégies de rétablissement de la paix](#), Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, octobre 2019.

<sup>5</sup> Pellerin, M., [Les violences armées au Sahara: du djihadisme aux insurrections](#), Études de l'IFRI, Institut Français des Relations Internationales, novembre 2019.

<sup>6</sup> Pour plus d'informations sur les subtilités de la nature de l'État islamique dans la région du Sahel, voir: Campbell, J., [The Islamic State "presence" in the Sahel is more complicated than affiliates suggest](#) (La «présence» de l'État islamique dans le Sahel est plus complexe que ce que les affiliés suggèrent), Africa in Transition, Council on Foreign Relations, 1<sup>er</sup> juin 2018.



communautaires se sont constitués pour protéger les villages contre les attaques. Ils ont vu le jour sous l'effet de la défiance croissante à l'égard des autorités nationales, qui a poussé les communautés à se replier sur elles-mêmes et à former leurs propres mécanismes de défense<sup>7</sup>. Ils disposent également de leur propre système de gouvernance locale, en vertu duquel le pouvoir du droit coutumier est exercé par les chefs traditionnels et les normes religieuses sont régies par les imams, les universitaires coraniques et les cadis (les juges musulmans). Ces acteurs ont joué un rôle majeur dans l'administration de la justice et le maintien de la cohésion sociale dans un contexte où les autorités nationales n'exercent plus de contrôle ni même d'autorité<sup>8</sup>.

Pour les populations vivant dans les «espaces non gouvernés» au Mali, les groupes paraétatiques ont d'une certaine façon apporté une réponse à leur mécontentement à l'égard de l'État, qu'elles perçoivent comme un prédateur et dont l'imposition d'impôts et de taxes est jugée arbitraire. Certains de ces groupes ont proclamé allégeance aux forces gouvernementales. En effet, les forces du gouvernement malien ont soutenu, ou à tout le moins autorisé, la formation de certaines milices paraétatiques (certaines sont même signataires de l'accord de paix de 2015). Au cours des dernières années au Burkina Faso, à la suite de l'implantation d'insurgés djihadistes provenant du Mali, des groupes d'autodéfense ont remporté le soutien de la plupart des populations locales en restaurant la sécurité, parfois au moyen de punitions brutales. Les forces de sécurité nationales et les milices tacitement soutenues par l'État ont été accusées de graves violations des droits fondamentaux lors d'opérations antiterroristes, y compris de torture et d'exécutions extrajudiciaires. La violence croissante, parfois liée à des clivages ethniques, a ôté tout espoir d'une transition démocratique pour le pays<sup>9</sup>.

De plus, le faible niveau de sécurité qui règne dans le Sahel fait de cette région un refuge pour les réseaux criminels, qui aident souvent les groupes djihadistes et rebelles à se financer au moyen du racket illicite et d'activités relevant de la criminalité organisée (les trafics d'or, de drogues, de carburant et d'armes ainsi que la traite des êtres humains, par exemple). À cela s'ajoute la menace grandissante posée par la piraterie dans le golfe de Guinée — en particulier au Bénin, au Ghana et au Togo<sup>10</sup>. Des analystes de la sécurité ont mis en garde contre l'expansion, au travers de frontières poreuses, de l'extrémisme violent vers des pays situés au sud de la région du Sahel et vers le golfe de Guinée, ce qui ouvre aux djihadistes et aux milices l'accès aux trafics de drogues et d'armes avec l'Amérique latine, notamment la Colombie<sup>11</sup>.

Comme l'indique la [chronologie en annexe](#), la Mauritanie est le pays dont le gouvernement a été plus stable au cours de la période examinée (2011-2020). En revanche, le Mali reste l'épicentre du conflit, comme le coup d'État d'août 2020 le confirme. Si la situation sécuritaire dans le nord du pays

<sup>7</sup> Voir, par exemple, Tull, D. M., «Rebuilding Mali's army: the dissonant relationship between Mali and its international partners» (Reconstruire l'armée malienne: la relation dissonante entre le Mali et ses partenaires internationaux), *International Affairs*, vol. 95, n° 2, mars 2019, p. 405-422.

<sup>8</sup> Tobie, A., Sangaré, B., [Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali: Adaptations souhaitables des stratégies de rétablissement de la paix](#), Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, octobre 2019.

<sup>9</sup> [Burkina Faso](#), US Congressional Research Service, 23 octobre 2019.

<sup>10</sup> Gros-Verheyde, N., [Le risque d'enlèvement de marins augmente dans le Golfe de Guinée](#), B2-Bruxelles2, 22 juillet 2020.

<sup>11</sup> Olson, E. L., Gordon, N., [Shifting trafficking routes for illicit narcotics and the importance of Spain-US counter-narcotics cooperation](#) (Dévier les itinéraires du trafic illicite de stupéfiants et expliquer l'importance de la coopération entre l'Espagne et les États-Unis pour lutter contre ce trafic), ARI 79/2018, Elcano Royal Institute, 25 juin 2018. S'agissant des dynamiques du trafic d'armes et de drogues dans le cadre du conflit actuel en Colombie, voir étude réalisée par l'EPRS à l'occasion de l'édition 2019 du Forum mondial Normandie pour la paix: Ioannides, I., [Paix et sécurité en 2019: Évaluation des efforts déployés par l'Union européenne pour soutenir la paix en Colombie](#), PE 631.746, EPRS, Parlement européen, mai 2019.

s'est dans une certaine mesure stabilisée au cours des récentes années, les agissements des organisations criminelles transnationales, des groupes terroristes et des milices armées ont provoqué une flambée de la violence à l'encontre des civils, contraignant plus de 85 000 d'entre eux à prendre la fuite en 2019<sup>12</sup>. Le Burkina Faso, pays autrefois moins sujet aux attaques djihadistes, est devenu le sinistre symbole de l'aggravation des tendances sécuritaires dans la région ouest-africaine du Sahel. Les insurgés islamistes ont revendiqué leur contrôle sur plusieurs régions du pays et ont commis des attentats de grande envergure dans la capitale<sup>13</sup>. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, en 2019, plus de 700 000 personnes ont été contraintes de fuir leur foyer au Burkina Faso. Des dizaines de milliers de ressortissants maliens et nigériens ont été également déplacés tandis que des milliers d'écoles ont fermé<sup>14</sup>.

La deuxième dégradation la plus significative de la région a été enregistrée au Niger, qui occupe désormais la 16<sup>e</sup> position parmi les pays africains où la criminalité est la plus ancrée d'après l'indice de la criminalité organisée en Afrique 2019, un score considérablement plus élevé que la moyenne du continent. Au cours des récentes années, des gangs impliqués dans des vols à main armée et des vols de bétail transnationaux ont vu le jour au Nigeria, au Niger, au Tchad, au Cameroun, au Sénégal et au Mali. De plus, des réseaux criminels nationaux et des acteurs criminels étrangers sont mêlés à des réseaux de passeurs transfrontières, en particulier dans la vaste région d'Agadez, qui se situe à la frontière avec des États instables dans lesquels le maintien de l'ordre s'est affaibli, notamment à la frontière libyenne. Le Tchad, le Niger et le Nigeria sont confrontés à un risque très élevé de pénuries alimentaires en raison de la pandémie de coronavirus et ces trois pays figurent parmi les moins pacifiques d'après l'indice mondial de la paix<sup>15</sup>.

Il ne fait aucun doute que les conflits dans les pays du Sahel ont perturbé le quotidien de nombreuses communautés vulnérables de la région, dissous la cohésion sociale et exacerbé les fidélités communautaires. Les populations fuient pour se mettre en sécurité, laissant tout derrière elles, y compris leurs champs et leur bétail. Les régions touchées par l'extrémisme violent ne cessent de s'agrandir, tandis que le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays continue d'augmenter, passant de 413 000 en 2018 à près de 1,2 million en 2019 dans les pays du G5 Sahel<sup>16</sup>. Il est de plus en plus difficile pour ces personnes d'accéder à des équipements de base et les rivalités sont davantage exacerbées par le manque d'accès à des moyens de subsistance. Les besoins de protection sont en augmentation, les principaux problèmes humanitaires à cet égard étant la violence de genre et la protection de l'enfant. L'arrivée soudaine et massive de personnes en raison des conflits exerce une pression sur les ressources naturelles limitées des communautés d'accueil, ce qui alimente encore davantage la tension intracommunautaire.

Si les conflits violents au Sahel ont provoqué une situation d'urgence humanitaire, qui exacerbe les défis de longue date en matière de développement, la violence a aussi compliqué l'accès des travailleurs humanitaires aux personnes dans le besoin et a entravé la fourniture d'une aide d'urgence<sup>17</sup>. Le changement climatique et les tensions engendrées par une démographie rapide, qui touchent également les pays du Sahel, n'ont fait qu'aggraver ces tendances. Bien que le

---

<sup>12</sup> Human Rights Watch, [Mali: Events of 2019](#) (Mali: événements 2019), 2020.

<sup>13</sup> [Burkina Faso](#), US Congressional Research Service, 23 octobre 2019.

<sup>14</sup> HCR, [En 12 mois, les violences au Sahel ont déplacé plus de 700 000 personnes au Burkina Faso](#), 21 février 2020.

<sup>15</sup> Institute for Economics & Peace, [Global Peace Index 2020: Measuring peace in a complex World](#) (Indice de paix mondiale 2020: mesurer la paix dans un monde complexe), juin 2020, p. 19, 23, 75.

<sup>16</sup> Fardel, T., Pichon, E., EU's support to the G5 Sahel: How the EU collaborates with regional groupings on security and development (Soutien de l'Union au G5 Sahel: comment l'Union européenne participe-t-elle au regroupement régional sur la sécurité et le développement), EPRS, Parlement européen ; septembre 2020.

<sup>17</sup> [«Au Sahel, je trouve l'Europe un peu longue à se mettre en branle» \(général Lecointre\)](#), *B2 Pro*, 22 janvier 2020.

changement climatique ne soit pas le principal élément perturbateur pour les perspectives d'évolution de la région, il la façonne et continuera de la façonner en profondeur et de façon complexe. À ce titre, le changement climatique devrait être considéré comme un multiplicateur de risques: il menace d'exacerber les conflits existants et d'accentuer les situations de fragilité<sup>18</sup>.

Ces menaces transversales pour la sécurité du Sahel et pour le bien-être de sa population expliquent en partie l'intérêt que l'Union européenne porte à cette région. Cet intérêt s'explique également par les menaces pour la sécurité de l'Union européenne — celle-ci ayant initialement indiqué que la région Sahel représentait une éventuelle menace en raison du terrorisme et constituait une source potentielle de flux migratoires incontrôlables vers l'Union. L'importante présence des États membres de l'Union dans la région du Sahel explique également pourquoi il est indispensable d'évaluer la mobilisation de l'Union dans les conflits au Sahel.

## 1.2. L'approche de l'Union européenne à l'égard de la résolution des conflits au Sahel

Face à ce constat, l'Union européenne s'est dotée d'une approche intégrée pour s'attaquer aux conflits dans la région du Sahel, qui est aujourd'hui considérée comme l'un des théâtres où cette approche est la plus activement mise en œuvre par l'Union. Comme cela est expliqué dans la stratégie globale de l'UE adoptée en 2016, l'approche intégrée transcende l'approche globale qui consistait à mettre un terme à l'approche cloisonnée de la consolidation de la paix en mobilisant en parallèle la coopération et le développement civilo-militaires ainsi que les efforts humanitaires et diplomatiques<sup>19</sup>. L'approche intégrée va plus loin et ajoute quatre niveaux d'engagement supplémentaires à la façon dont l'Union aborde un conflit dans un pays tiers en vue d'instaurer une paix durable:

- Une réaction et une adaptation rapides à la situation sur le terrain;
- Une promesse d'engagement dans la durée, si nécessaire, afin d'«éviter tout désengagement prématuré»;
- Une action à différents niveaux de gouvernance, y compris un soutien de dimension locale, nationale, régionale et mondiale, et;
- Un soutien en faveur d'accords globaux ancrés dans des partenariats régionaux et internationaux vastes, approfondis et durables, que l'Union s'attachera à promouvoir et à soutenir<sup>20</sup>.

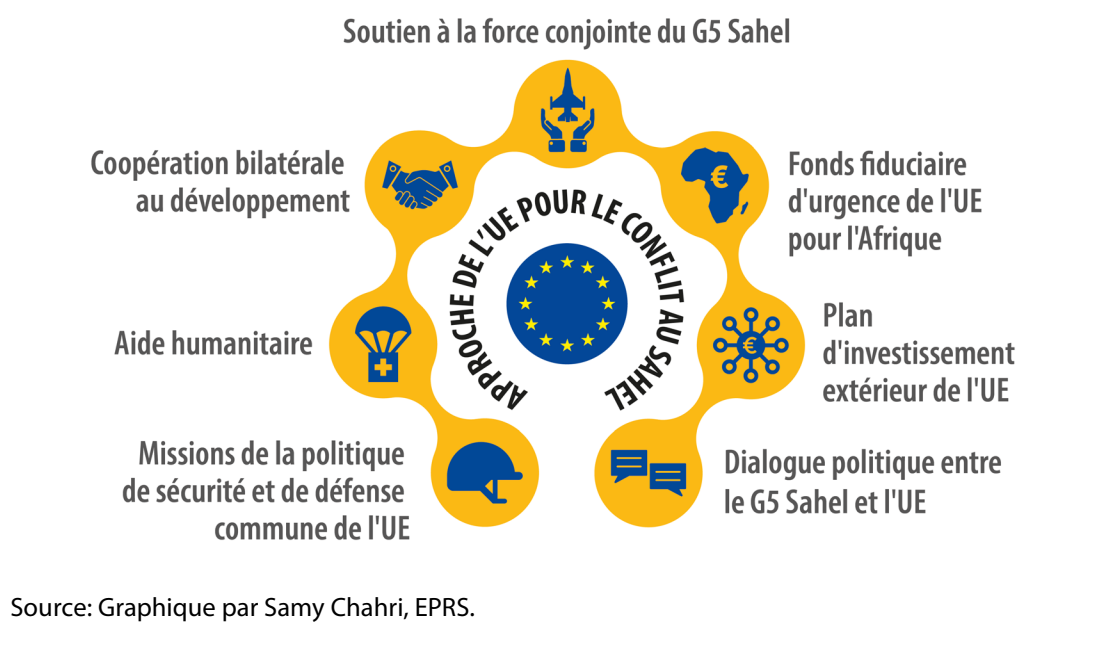
<sup>18</sup> Brown, O., [Climate-fragility risk brief: North Africa & Sahel](#) (Risques liés à la fragilité du climat: Afrique du Nord et Sahel), adelphi research gGmbH, avril 2020, p. 14.

<sup>19</sup> Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, [L'approche globale de l'UE à l'égard des crises et des conflits extérieurs](#), référence n°: JOIN/2013/030 final, 11 décembre 2013.

<sup>20</sup> Service européen pour l'action extérieure, [Vision partagée, action commune: une Europe plus forte. Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne](#), juin 2016, p. 9-10.

Compte tenu de l'interconnexion des menaces et des défis auxquels les pays du Sahel sont confrontés, la première stratégie «tout compris» de l'Union à l'égard de la région, adoptée en mars 2011, consistait à faire converger différents programmes et instruments de politique extérieure vers des objectifs communs. L'approche choisie s'inscrivait dans le droit fil et était même précurseur de l'approche globale de l'UE (adoptée en 2013). À la suite de l'adoption de la stratégie globale de l'UE, l'Union a adapté sa stratégie en juin 2016 pour soutenir une approche intégrée à l'égard de la résolution des conflits au Sahel. Cette adaptation coïncidait également avec la signature de l'accord d'Alger au Mali en 2015.

Illustration 2 - L'approche de l'Union européenne vis-à-vis de l'engagement dans la région du Sahel



Lors de la phase de mise en pratique, l'Union a défini dans le cadre de son approche intégrée pour la région du Sahel sept instruments à sa disposition, brièvement exposés dans l'illustration 2 ci-dessus. Ces instruments européens peuvent être classifiés selon trois domaines d'intervention, qui feront l'objet d'un examen dans le cadre de cette étude. Les domaines sont les suivants:

- 1 *la réflexion stratégique de l'UE* en matière de résolution des conflits au Sahel et de dialogue diplomatique entre les acteurs internationaux sur le terrain et/ou les partenaires locaux (gouvernements des pays du Sahel) ou d'autres partenaires régionaux (par exemple, le G5 Sahel, la CEDEAO et l'Union africaine);
- 2 *l'aide financière de l'UE* au Sahel, y compris l'aide humanitaire (accordée, par exemple, au travers du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique) et le soutien en faveur du développement durable (par exemple, le plan d'investissement extérieur européen, lancé dans le cadre d'une relation plus égalitaire entre l'Union européenne et l'Afrique); et
- 3 *l'appui de l'UE en matière de sécurité* dans la région du Sahel, y compris les opérations de soutien de la paix menées par l'Union et l'appui à la Force conjointe, dans un paysage sécuritaire international complexe.

### 1.3. Objectifs et structure

Cette étude a pour objectif d'évaluer l'approche de l'UE à l'égard de la résolution des conflits dans la région du Sahel, en prenant pour point de départ la stratégie de l'UE pour le Sahel en date de 2011 et son plan d'action 2015-2020. Pour ce faire, elle s'attachera d'une part à déterminer si les quatre niveaux d'engagement de l'approche intégrée, mentionnés ci-dessus, ont été respectés et, d'autre part, à les utiliser en tant qu'indicateurs de référence à l'aune desquels mesurer l'efficacité de l'action de l'Union.

Sur cette base, l'étude est structurée en sept chapitres. L'introduction consistait à distinguer et à exposer brièvement les défis multiples auxquels la région du Sahel est confrontée ainsi que l'interaction complexe de nombreux groupes armés. Se familiariser avec le terrain d'intervention de l'UE est également important pour mieux comprendre les choix qu'elle a fait et les limites de son action. Pour les plus curieux, une [chronologie](#) jointe en annexe retrace depuis 2005 les conflits sahéliens en les replaçant dans un contexte régional (tout en tenant compte des stimuli extérieurs envoyés par l'Algérie, la Libye et le Nigeria). L'introduction présente également les grandes lignes de l'approche globale/intégrée de l'UE, c'est-à-dire la voie choisie par l'Union pour résoudre les conflits complexes au Sahel.

Les trois chapitres qui suivent cette introduction (chapitre 1) consisteront à examiner l'évolution de la politique de l'Union dans les trois domaines d'interventions définis ci-dessus et considérés dans le cadre de l'approche globale de l'UE comme essentiels à la consolidation de la paix. Ainsi, le chapitre 2, relatif à la diplomatie et au dialogue de l'Union, consiste à analyser le discours de l'Union et à décrire les engagements pris à l'égard de la région et l'approche annoncée et adoptée par l'Union pour aborder les menaces multiformes. Le chapitre 3 vise à analyser les domaines dans lesquels et la façon dont l'Union et certains États membres clés ont alloué une aide financière à la région du Sahel pour répondre aux besoins humanitaires et à la pauvreté extrême ainsi que pour atteindre les objectifs de développement. Le chapitre 4 revient sur la raison pour laquelle l'Union s'est dotée d'outils militaires et civils, décrit la façon dont ces outils répondent aux défis sécuritaires et analyse ce faisant la conduite de ses opérations de soutien de la paix — deux au Mali et une au Niger. Ce chapitre porte également sur la contribution de l'Union à d'autres initiatives internationales et régionales ainsi que le rôle clé de certains États membres.

Véritable étude dans l'étude, le chapitre 5 consiste en une analyse de l'engagement du Parlement européen dans les conflits au Sahel afin de comprendre quelle a été l'influence du Parlement dans la politique de l'Union au Sahel. Les deux chapitres conclusifs approfondissent les conclusions tirées des précédents chapitres de l'étude. Ainsi, le chapitre 6 s'attache à évaluer la performance de l'Union au Sahel et à détecter les problèmes en suspens dans la mise en œuvre de son action ainsi que les défis persistants dans la région du Sahel. Enfin, le chapitre 7 envisage des solutions pour combler les lacunes que comporte l'approche actuelle de l'Union afin de mieux appréhender les difficultés sur le terrain.

Le champ de l'évaluation a été défini comme suit. L'étude prend comme point de départ l'année 2011, étant donné qu'elle s'inscrit dans un projet d'évaluation de la contribution de l'Union à la consolidation de la paix. Il y est toutefois pleinement reconnu que l'Union est active dans la région depuis les années 1960, principalement au moyen de son aide au développement et de la convention de Lomé (1975), ensuite remplacée par l'accord de Cotonou (2020). Compte tenu de la régionalisation croissante du conflit, du fait que l'Union aborde de plus en plus les conflits au Sahel au niveau régional et du champ restreint de l'étude, les spécificités de chacun des cinq pays de la région ne seront pas évoquées en détail. En outre, le champ de l'étude se limite à l'examen de l'action de l'Union et de ses États membres, tout en analysant également les contributions accordées

par l'Union aux partenaires internationaux. Par conséquent, le rôle joué par d'autres puissances mondiales dans la région (par exemple, les États-Unis) ne relève pas du champ de cette étude.

## 1.4. Méthodologie

Une méthodologie mixte a été utilisée pour cette étude, consistant à associer des méthodes de recherche quantitatives et qualitatives. Parmi les publications secondaires consultées lors de l'analyse qualitative figurent des publications d'universitaires ainsi que de groupes de réflexion européens et africains ayant trait aux origines socio-économiques et politiques des conflits sahéliens et aux objectifs, aux réussites et aux défis des stratégies, des programmes et des opérations menées par l'Occident et par l'Union dans la région du Sahel. Des documents officiels élaborés par la Commission européenne et par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et relatifs à la mise en œuvre de leurs programmes et de leurs missions ont également été consultés. Des documents, des rapports et des avis sur le sujet émanant du Parlement européen et d'organes consultatifs de l'Union, notamment la Cour des comptes européenne, ainsi que des appréciations de l'évolution de la situation dans la région, élaborées par d'autres organisations régionales et internationales (les Nations Unies et ses agences) ont également été utilisés.

Pour analyser les évolutions les plus récentes survenues dans les pays du Sahel, le travail de recherche s'est fondé sur des revues de presse et des rapports rédigés par des groupes de réflexion de la région. À ces sources s'ajoutent les rapports rendus par des groupes de réflexion et par des fonctionnaires de l'Union européenne, de l'Union africaine (UA) et de membres d'ONG sur le terrain, qui ont été recueillis au moyen d'échanges de courriels ou à l'occasion d'événements (virtuels) organisés sur le sujet à l'examen.

Les données quantitatives disponibles, communiquées par le Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), ont été utilisées pour les statistiques concernant les victimes civiles dans la région du Sahel. D'autres données [émanant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), par exemple] ainsi que les indices de paix et de conflit (notamment l'indice mondial de la paix) ont également été utilisés. Cette étude aboutit également à sa propre analyse quantitative qui visait à illustrer la portée de l'engagement du Parlement européen au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie, au Niger et dans la région du Sahel. Ces pays ont été sélectionnés sur la base de la définition de la région du Sahel établie par l'Union dans sa stratégie pour la région<sup>21</sup>.

La collecte des données a été effectuée au moyen du registre public des documents du Parlement et de l'Observatoire législatif afin de déterminer toutes les résolutions pertinentes du Parlement relatives à la région du Sahel et à chacun des cinq pays. L'étude porte sur les deux derniers cycles législatifs (2009-2014, 2014-2019) ainsi que sur le cycle législatif actuel jusqu'au mois d'avril 2020. Elle couvre donc la période d'escalade du conflit au Mali ainsi que la mise en œuvre des deux stratégies de l'UE au Sahel et du plan d'action pour la région.

Le deuxième aspect de l'analyse a consisté à examiner l'activité des députés en utilisant les questions écrites les plus pertinentes qui ont été envoyées à la Commission européenne durant la période susmentionnée<sup>22</sup>. En vue de refléter le vif intérêt que porte le Parlement à la région du Sahel, les questions écrites formulées par plusieurs députés ont été comptabilisées autant de fois que posées. Toutes les questions ont été classées en fonction du cycle législatif, de la nationalité et du

---

<sup>21</sup> Service européen pour l'action extérieure, [Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel](#), mars 2011.

<sup>22</sup> Notre recherche de mot clé a abouti à des milliers d'entrées concernant les six thématiques définies (voir ci-après) relatives aux conflits au Sahel. En vue de limiter les recherches à un nombre raisonnable d'entrées, seules les questions dont l'intitulé comporte le terme «Sahel» ou le nom d'un des pays de la région ont été incluses dans l'analyse.



groupe politique du député ainsi que du pays sahélien concerné (si la question portait sur un problème d'ordre régional, celle-ci entre alors dans la catégorie Sahel). Les questions écrites des députés ont également été catégorisées selon les six thématiques suivantes:

- 1 La thématique «aide au développement et humanitaire» englobe des questions écrites relatives à l'aide au développement ainsi qu'à l'aide financière et humanitaire que l'Union accorde à chaque pays de la région ou à la région du Sahel au sens large.
- 2 La thématique «activités économiques et commerce international» englobe des questions écrites relatives au commerce bilatéral avec l'un pays du Sahel ou avec la région (par exemple, la mise en œuvre de l'accord de Cotonou au Sahel) ainsi que des questions écrites ayant trait à l'agriculture et à la pêche dans un ou plusieurs pays bénéficiaires à l'examen.
- 3 La thématique «droits de l'homme» englobe des questions écrites faisant explicitement référence aux violations des droits de l'homme dans la région du Sahel ou dans les pays qui la composent, telles que les restrictions à la liberté d'expression, l'entrave à la protection contre une poursuite judiciaire, la violation des libertés politiques et l'esclavage. De plus, les questions écrites ayant trait aux droits de la femme, à la question de l'égalité des sexes, aux droits de l'enfant et à la maltraitance des enfants (par exemple, le recours aux enfants soldats par les groupes rebelles dans la région du Sahel) ont également été incluses dans cette catégorie.
- 4 La thématique de l'«instabilité politique» englobe les questions des députés relatives à l'instabilité politique de façon générale dans les pays et dans la région du Sahel, ainsi qu'aux opérations (militaires) plus vastes visant à rétablir la stabilité politique. Cette catégorie inclut également des questions sur les actions bilatérales en matière de politique étrangère menées à titre individuel par un État membre de l'Union.
- 5 La thématique «sécurité, terrorisme et criminalité» englobe des questions écrites portant explicitement sur la PSDC et PESC, les opérations de soutien de la paix menées par l'Union, l'appui et le financement accordé par l'Union à des initiatives régionales (par exemple, la force conjointe du G5 Sahel), les activités terroristes perpétrées par des groupes armés, les opérations de lutte contre le terrorisme conduites par l'Union, ses États membres ou des pays tiers, la criminalité (transnationale) organisée, le pillage et le trafic illicite (trafics de drogues et d'armes, traite des êtres humains).
- 6 La thématique «migration» englobe des questions écrites relatives à la performance des centres de migration, la gestion des flux migratoires (en provenance et vers des pays de la région du Sahel, à destination de l'Union), la procédure de réadmission et les références à l'action politique de l'Union en matière de migration dans les pays ou dans la région du Sahel.

## 2. Stratégie de l'Union européenne dans la région du Sahel

Auparavant, les relations entre l'Union européenne et l'Afrique étaient essentiellement d'ordre économique et axées sur le développement. Toutefois, entre le début et la moitié des années 1990, les questions de la paix et de la sécurité ont progressivement gagné en importance<sup>23</sup>. Au cours des dernières années, l'Union a approfondi encore davantage ses relations avec le continent africain. C'est au cours de la présidence française du Conseil en 2008 que les préoccupations que suscite la région du Sahel ont été inscrites pour la première fois dans le programme de politique étrangère de l'Union. En outre, pas plus tard qu'en 2009, le gouvernement malien a demandé à l'Union européenne une assistance militaire pour garder le contrôle de ses territoires situés dans le nord du pays<sup>24</sup>. Durant la présidence suédoise de 2009 et espagnole de 2010, la Commission européenne et le secrétariat général du Conseil ont déployé plusieurs missions d'information au Mali, au Niger, en Mauritanie et en Algérie. Les résultats de ces missions ont été rassemblés dans un rapport terminé en octobre 2010. C'est à ce même moment que le Service européen pour l'action extérieure, qui venait à l'époque de voir le jour, a été chargé d'élaborer une stratégie pour le Sahel<sup>25</sup>.

### 2.1. Concrétisation de l'approche intégrée de l'Union au Sahel

En mars 2011, l'Union a adopté la «stratégie pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel», qui consistait à promouvoir une approche globale face aux défis auxquels la région est confrontée et ainsi à synchroniser les divers instruments politiques de l'Union<sup>26</sup>. La stratégie ciblait initialement la Mauritanie, le Niger et le Mali avant de s'étendre en 2014 au Burkina Faso et au Tchad, pour couvrir ainsi l'ensemble des pays du groupe G5 Sahel, un cadre de coopération régional lancé un mois plus tôt<sup>27</sup>. Dans sa stratégie pour le Sahel, l'Union a défini quatre lignes stratégiques d'action: le développement, la bonne gouvernance et le règlement des conflits internes; action politique et diplomatique; la sécurité et l'État de droit; ainsi que la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation (qui comprenait un engagement auprès de la société civile).

À ce stade, les objectifs à long terme fixés par l'Union pour la région ainsi que la stratégie pour la région du Sahel constituaient une tentative ambitieuse de mise en application de l'approche globale de l'Union, servant de trait d'union entre les politiques en matière de sécurité et de développement. Cependant, des études ont déploré l'absence d'une dimension régionale claire et en particulier l'intégration lacunaire des puissances régionales (Algérie et Nigeria) dans le cadre politique — étant donné qu'il apparaissait déjà comme une évidence que les problèmes auxquels le Sahel était confronté étaient de nature régionale. (Voir [chronologie en annexe](#) pour connaître l'influence de ces deux pays dans le conflit au Mali).

À mesure que la violence continuait de s'intensifier au Sahel, les responsables politiques de l'Union percevaient de plus en plus cette région comme un espace d'intervention où le contrôle des

<sup>23</sup> Faria, F., [Crisis management in sub-Saharan Africa: The role of the European Union](#) (Gestion de la crise dans l'Afrique subsaharienne: le rôle de l'Union européenne), Occasional Papers n° 51, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, avril 2004.

<sup>24</sup> Veuillez consulter [la chronologie en annexe](#) pour plus de détails sur le conflit au Mali.

<sup>25</sup> Gstohl, S., Lannon, E. (eds), *The neighbours of the European Union's neighbours: Diplomatic and geopolitical dimensions beyond the European Neighbourhood Policy* (Les voisins des voisins de l'Union européenne: dimensions diplomatique et géopolitique au-delà de la politique européenne de voisinage), Routledge, 2014, p. 50.

<sup>26</sup> Conseil de l'Union européenne, [Stratégie pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel](#), annexe aux conclusions du Conseil sur la stratégie de l'Union européenne pour la sécurité et le développement au Sahel, 21 mars 2011.

<sup>27</sup> Conseil de l'Union européenne, [3304<sup>e</sup> session du Conseil. Affaires étrangères](#), communiqué de presse, 17 mars 2014.



frontières territoriales avait une incidence directe sur le contrôle des frontières de l'Union. Par conséquent, l'action de l'Union au Mali s'est de plus en plus inscrite dans le contexte de la proximité du pays avec l'Europe. En avril 2015, la stratégie pour la région du Sahel a été renforcée par l'adoption du plan d'action régional de l'UE en faveur du Sahel pour la période 2015-2020<sup>28</sup>. Le plan d'action visait à renforcer la dimension sécuritaire, en réponse aux répercussions potentielles de la chute du régime libyen, des soulèvements dans le nord du Mali et de l'émergence de Daech/État islamique. Il consistait ainsi à centrer l'action de l'Union autour de quatre domaines: la prévention du terrorisme et la lutte contre ce phénomène; les actions en faveur des jeunes et la lutte contre la radicalisation; la gestion des migrations, de la mobilité et des frontières; ainsi que la lutte contre les trafics et la criminalité transnationale organisée.

Par conséquent, les grands principes fondamentaux qui régissent l'action de l'Union dans la région du Sahel sont les suivants:

- 1 *La sécurité et le développement au Sahel sont indissociables.* L'instauration de la sécurité permettra la croissance des économies des pays du Sahel et un recul de la pauvreté.
- 2 L'instauration de la sécurité et du développement au Sahel passe nécessairement par une *coopération régionale plus étroite*, domaine dans lequel l'Union a un rôle potentiel à jouer.
- 3 Tous les États de la région bénéficieront d'un considérable *renforcement des capacités dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité et de la coopération au développement*.
- 4 L'Union a un rôle important à jouer tant en encourageant le *développement économique des populations du Sahel*, qu'en les aidant à rétablir la sécurité, tout en préservant les intérêts des citoyens européens<sup>29</sup>.

Il convient de garder à l'esprit que le plan d'action pour le Sahel a été adopté alors que l'Union était confrontée à la crise dite «migratoire» de 2015, qu'elle percevait comme une menace. Le débat stratégique et politique de l'Union était dominé par les inquiétudes que suscitaient la migration ainsi que les questions d'ordre sécuritaire et humanitaire en Europe. Cette préoccupation a intensifié le repli de l'Union européenne en matière de politique étrangère, qui l'a conduite à poursuivre ses objectifs de sécurité intérieure au moyen d'actions menées à l'étranger. Le Conseil européen a notamment déclaré au sujet du plan d'action de 2015 que «les problèmes au Sahel n'affectent pas seulement les populations locales, étant donné qu'ils ont une incidence directe de plus en plus significative sur les intérêts et la sécurité des citoyens européens [...] ainsi, la sécurité et le développement du Sahel se traduisent par un renforcement de la sécurité intérieure de l'Union européenne»<sup>30</sup>. Par conséquent, le plan d'action face à la crise des réfugiés a été adopté à l'issue du sommet de La Valette sur la migration qui s'est tenu les 11 et 12 novembre 2015. Ce plan prévoyait la création du fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique, notamment en provenance du Sahel<sup>31</sup>. Moins d'un an plus tard, en juin 2016, l'Union a annoncé dans le cadre de sa stratégie globale qu'elle investirait «dans la paix et le

<sup>28</sup> Conseil de l'Union européenne, [Conclusions du Conseil sur le plan d'action régional en faveur du Sahel pour la période 2015-2020](#), référence n°: 7823/15, 20 avril 2015.

<sup>29</sup> Service européen pour l'action extérieure, [Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel](#), 21 juin 2016.

<sup>30</sup> Cold-Ravnkilde, S. M., Nissen, C., «Schizophrenic agendas in the EU's external actions in Mali» (Programmes névrosés dans les actions extérieures de l'Union au Mali), *International Affairs*, vol. 96, 4<sup>e</sup> numéro, juillet 2020, p. 935-953.

<sup>31</sup> Voir, Lilyanova, V., [Implementation of the EU trust funds and the Facility for Refugees in Turkey: Overview](#), PE 649.337, EPFR, Parlement européen, 2020.

développement en Afrique et, ce faisant, dans [sa] propre sécurité et [sa] propre prospérité.»<sup>32</sup> C'est ainsi que la sécurité aux frontières est devenue une préoccupation politique majeure pour l'Union, à l'origine d'un effacement progressif de la limite entre sécurité externe et interne.

L'intensification du conflit qui avait lieu en parallèle justifiait l'importance accordée à la dimension régionale dans la stratégie de l'UE au Sahel. Comme l'indique la [chronologie en annexe](#), au cours des 15 dernières années, aucun acteur international ou gouvernement national (en Afrique centrale ou du Nord) n'a été en mesure de contenir seul la violence dans la région. Toutefois, pour qu'une initiative régionale fonctionne, il conviendrait non seulement de coordonner de façon efficace les efforts déployés aux échelons international et régional, mais également d'obtenir le soutien de l'ensemble des parties intéressées concernées par le développement de leur région, pour trouver une issue définitive et durable aux conflits au Sahel.

Ce changement dans l'approche de l'Union à l'égard de l'Afrique a débuté sous la présidence de Jean-Claude Juncker à la Commission européenne qui, dans son discours sur l'état de l'Union de 2018, a appelé de ses vœux une «nouvelle alliance» pour créer 10 millions d'emplois en Afrique en l'espace de cinq ans<sup>33</sup>. Cette approche, qui consistait à traiter l'Afrique d'une manière plus égalitaire, supposait également que les Africains soient les premiers responsables de l'Afrique — et qu'en l'occurrence le premier responsable de la région du Sahel soit le G5 Sahel. Dans la même veine, la présidente de la Commission européenne, M<sup>me</sup> von der Leyen, déclarait en 2019 dans ses orientations politiques que «l'Europe doit aider l'Afrique à concevoir et à mettre en œuvre ses propres solutions aux défis tels que l'instabilité, le terrorisme transfrontière et la criminalité organisée.»<sup>34</sup> Cette déclaration a non seulement donné le ton pour l'approfondissement de la dimension régionale de l'approche de l'Union à l'égard des conflits au Sahel mais a également laissé entendre que les acteurs directement concernés (les pays du G5 Sahel) allaient devoir s'engager davantage dans la lutte contre le terrorisme et endosser plus de responsabilités en la matière. En ce sens, la présidente von der Leyen a évoqué dans son bilan sur les cent premiers jours de son mandat la nécessité pour l'Union de soutenir «les efforts déployés par ses partenaires, notamment en Afrique.»<sup>35</sup>

L'Union travaille sur une nouvelle approche stratégique à l'égard de l'Afrique, sur la base de la communication conjointe intitulée «Vers une stratégie globale avec l'Afrique», publiée par la Commission européenne et la haute représentante de l'Union le 9 mars 2020. Si l'emphasis n'est pas mise sur la région du Sahel, cette communication met cependant en exergue l'engagement de l'Union en faveur de l'organisation de sommets et d'une diplomatie de haut niveau qui se concentreront sur l'élaboration de stratégies et de mesures concrètes pour contribuer à la résolution des crises, y compris au Sahel. Il fait également mention du recours à de nouveaux outils pertinents (par exemple, la facilité européenne pour la paix et ses missions relevant de la PSDC) pour soutenir les capacités africaines de défense et de sécurité, ainsi que de la poursuite de la coopération internationale (en particulier avec l'Union africaine et les Nations unies), dans le respect du droit

<sup>32</sup> Service européen pour l'action extérieure, [Vision partagée, action commune: une Europe plus forte. Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne](#), juin 2016, p. 36.

<sup>33</sup> Commission européenne, [État de l'Union 2018: vers une nouvelle «Alliance Afrique - Europe» pour approfondir les relations économiques et stimuler les investissements et la création d'emplois](#), communiqué de presse, 12 septembre 2018.

<sup>34</sup> Commission européenne, [Une Union plus ambitieuse: mon programme pour l'Europe par la candidate à la présidence de la Commission européenne](#), orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2019-2024, p. 19.

<sup>35</sup> Commission européenne, [Une Union plus ambitieuse: les 100 premiers jours](#), communiqué de presse, 6 mars 2020.

international et des valeurs de l'Union européenne<sup>36</sup>. Bien que l'Afrique soit un continent disposant de marchés émergents et de gouvernements plus efficaces, les analystes rappellent à l'Union de ne pas perdre de vue la taille et la diversité des pays qui le composent. Les pays du Sahel sont les États fragiles d'Afrique, caractérisés par des gouvernements faibles, des capacités d'État restreintes et un faible niveau d'autonomie institutionnelle, et aux prises avec des conflits violents et des insurrections. Selon les observateurs, cette région nécessite une approche qui soit axée sur ses besoins et ne se perde pas dans des stratégies plus générales et vastes<sup>37</sup>.

Plusieurs thématiques majeures restent floues. En premier lieu, le processus de révision de l'accord de Cotonou, qui expire en 2020, a été lancé à l'issue du 5<sup>e</sup> sommet UA-UE qui s'est déroulé fin novembre 2017. Les négociations sont en cours pour un partenariat renouvelé entre l'Union et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) en vue de remplacer l'accord de Cotonou. En deuxième lieu, le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) aura une incidence significative sur l'action de l'Union dans la région du Sahel dans le domaine de la coopération au développement, de la paix, de la sécurité et de l'investissement économique. En troisième lieu, le 6<sup>e</sup> sommet UE-UA qui se tiendra en octobre 2020 sera essentiel pour définir les priorités stratégiques et donner une orientation politique générale aux futures relations entre les deux continents dans un contexte mondial troublé. En quatrième lieu, la pandémie de coronavirus constitue un nouveau problème majeur qui bouleversera à n'en pas douter l'Union, l'Afrique, voire la relation entre ces deux continents. Si le coronavirus s'installe dans des États pauvres et fragiles, à l'instar de ceux de la région du Sahel, dotés de systèmes de santé faibles, la COVID-19 pourrait finir par réapparaître dans des endroits où sa propagation avait été endiguée. Par conséquent, la COVID-19 pourrait devenir un nouvel élément du lien entre sécurité intérieure et sécurité extérieure de l'Union.

## 2.2. Efforts diplomatiques déployés par l'Union européenne

Les relations politiques entre l'Union et l'Afrique sont régies par l'article 8 de l'accord de partenariat ACP-UE de Cotonou, qui jette les bases d'un dialogue politique régulier. Ce dialogue politique porte sur différents aspects du développement, y compris les politiques relatives à la consolidation de la paix, à la sécurité, à la prévention et à la résolution des conflits, à la coopération régionale ainsi qu'au respect des droits de l'homme et des principes démocratiques fondés sur l'état de droit. Depuis 2009, des sessions de dialogue ont lieu deux fois par an au Burkina Faso à l'occasion desquelles se réunissent le gouvernement du Burkina Faso et les chefs de mission diplomatique de l'Union européenne. Dans ce contexte, l'Union s'est employée à renforcer ses relations avec les pays du Sahel et, sur le plan régional, avec la région d'Afrique de l'Ouest, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la CEDEAO. Ce dialogue a également permis à l'Union de jouer un rôle actif dans l'action politique internationale et régionale, telle qu'au sein du groupe international de suivi et de soutien pour la transition au Burkina Faso<sup>38</sup>.

L'Union a aussi fermement soutenu le processus de paix au Mali ainsi que la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation, signé en 2015, dont elle s'est portée garante. Les déclarations programmatiques ambitieuses de l'Union concernant ses objectifs intermédiaires (grandes stratégies) en matière de démocratisation, de dialogue et de partenariat ainsi que ses

<sup>36</sup> Commission européenne et Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, [Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Vers une stratégie globale avec l'Afrique](#), JOIN(2020) 4 final, 9 mars 2020, p. 11-12.

<sup>37</sup> Bøås, M., [The comprehensive EU strategy for Africa](#) (Une stratégie globale de l'Union pour l'Afrique), PE 603.506, département thématique des relations extérieures, direction générale des politiques externes de l'Union, Parlement européen, juin 2020.

<sup>38</sup> Voir: [Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso](#), août 2020.

principes normatifs de bonne gouvernance ont été mis en œuvre dans la région du Sahel d'une façon modeste, mais ciblée. Parmi ces déclarations et ces principes figurent les mots clés que les experts en politique étrangère retrouvent régulièrement dans les stratégies opérationnelles de l'Union à l'égard des pays tiers — «dialogue et partenariat», «appropriation» et «renforcement des capacités»<sup>39</sup>. Ce point est inscrit non seulement à l'ordre du jour des sessions de dialogue entre l'Union et le G5 Sahel, mais également à l'agenda du représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel, qui représente l'Union dans le cadre de la médiation internationale. L'Union européenne soutient aussi activement la résolution du Conseil de sécurité visant à imposer des sanctions ciblées à ceux qui menacent l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Signe plus concret encore de son engagement en faveur du processus de paix malien, l'Union a contribué à hauteur de 500 000 € en juin 2017 au financement de l'organisme de contrôle de l'accord de paix<sup>40</sup>.

À Bruxelles, une «Task Force Sahel» a été constituée au sein du SEAE afin de coordonner l'action des différents départements géographiques et thématiques concernés au sein de la branche exécutive de l'Union européenne. Outre les départements concernés du SEAE, les directions générales de la Commission européenne de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO), de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (DG ECHO) ainsi que de la migration et des affaires intérieures (DG HOME) y siègent également. Le coordinateur de l'Union pour la lutte contre le terrorisme et le représentant spécial de l'Union pour le Sahel (responsable de la coordination de l'action globale de l'Union au Sahel en liaison avec les délégations de l'UE, les missions et les initiatives régionales) participent également à cette task force<sup>41</sup>.

Les délégations de l'Union européenne auprès des pays du Sahel (l'Union dispose d'une délégation au Burkina Faso) assurent le suivi de la mise en œuvre des programmes, entretiennent un lien avec les principaux acteurs étatiques et non-étatiques, et consultent les autorités locales. Elles ont également pour but de participer à l'intégration des questions migratoires dans la coopération au développement, de tisser un lien avec les pays d'accueil pour garantir une action coordonnée et de rendre compte des principales évolutions en matière de migration survenues dans les pays d'accueil. Dans le cadre de l'agenda européen en matière de migration, les partenariats avec les pays d'origine et de transit sont indispensables et se sont traduits par la mise en œuvre de cadres de coopération bilatérale et régionale sur la question des migrations actuellement en vigueur. C'est en ce sens que le dialogue UE-Afrique sur la migration et la mobilité a été instauré<sup>42</sup>.

En décembre 2019, dans le cadre des 100 premiers jours de son mandat, la présidente entrante de la Commission européenne, M<sup>me</sup> von der Leyen, a organisé sa première visite officielle dans un pays tiers à Addis-Abeba, en Éthiopie. Dans un geste symbolique destiné à illustrer l'intérêt croissant que l'Europe porte à l'Afrique, la présidente était accompagnée de 21 commissaires européens, soit la plus grande délégation de membres du Collège jamais envoyée dans un pays tiers. Durant sa visite, elle a rencontré la Commission de l'Union africaine, également active dans la région du Sahel. Dans l'optique de valoriser le statut des partenaires africains, mais également de partager les responsabilités, M<sup>me</sup> von der Leyen a parlé d'«un partenariat entre égaux, au titre duquel les

<sup>39</sup> Peters, I., et al., [Lessons to be learned from the EU crisis response in the extended neighbourhood: EU security sector reform in Afghanistan, Iraq and Mali](#) (Enseignements à tirer d'une réponse à la crise de la COVID dans le voisinage étendu: la réforme européenne du secteur de la sécurité en Afghanistan, en Iraq et au Mali), Freie Universität Berlin, 5 octobre 2018, p. 9-10.

<sup>40</sup> Commission européenne, [Le partenariat de l'Union européenne avec les pays du G5 Sahel](#), juillet 2019.

<sup>41</sup> Pichon, E., Understanding the EU strategy in the Sahel (Comprendre la stratégie de l'Union dans le Sahel), EPRS, Parlement européen, août 2020.

<sup>42</sup> Commission européenne, [Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Un agenda Européen en matière de migration](#), COM(2015) 240 final, 13 mai 2015, p. 8.

deux parties ont un bénéfice à retirer et endossent de nombreuses responsabilités»<sup>43</sup>. Cette volonté s'est également illustrée dans le domaine de la sécurité, à propos duquel elle a déclaré ce qui suit: «il est de la plus haute importance de permettre ainsi que de donner les moyens à l'Union africaine et à ses États membres de défendre leurs pays et leurs régions contre le terrorisme, de veiller qu'ils soient en mesure d'agir ainsi, et de leur donner les moyens pour le faire.»<sup>44</sup>

La visite s'est déroulée peu de temps après celle du président du Conseil européen, M. Charles Michel, à Addis-Abeba lors du sommet annuel de l'UA du 9 février 2020, à l'occasion duquel il a insisté sur le renouvellement du partenariat entre l'Europe et l'Afrique, qui constituerait une priorité de son mandat<sup>45</sup>. Peu après, le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne, M. Josep Borrell, s'est rendu au Soudan et en Éthiopie (sa première mission officielle en Afrique) pour participer à la dixième réunion entre la Commission de l'Union européenne et la Commission de l'UA<sup>46</sup>. Il s'agissait d'un signe clair illustrant l'importance stratégique que revêt l'Afrique dans la politique étrangère de l'Union européenne.

En outre, l'Union a soutenu le dialogue entre les pays sahéliens au moyen de la coopération UE-G5 Sahel. L'Union appuie le G5 Sahel depuis sa création en 2014 et promeut une collaboration étroite avec les pays qui le composent. Lors du lancement de l'Alliance Sahel (voir encadré 1) en juillet 2017, l'ancienne haute représentante et vice-présidente (HR/VP), M<sup>me</sup> Federica Mogherini, a mis l'accent sur la «nécessité de répondre ensemble [avec les pays du Sahel] aux défis que sont la lutte contre le terrorisme, le trafic et le changement climatique.» Les dialogues réguliers «UE-G5», qui revêtaient la forme de réunions annuelles entre la HR/VP de l'Union européenne et les ministres des affaires étrangères des pays du G5 Sahel, portaient essentiellement sur le renforcement de la coopération dans des domaines d'intérêts partagés tels que le développement, la gouvernance dans les régions fragiles et l'amélioration de la sécurité, y compris la lutte contre le terrorisme et le trafic illicite. Cette approche s'inscrit également dans le droit fil des conclusions du Conseil de juin 2017, qui ont permis à l'Union de renforcer sa coopération avec les partenaires prioritaires dans la région du Sahel au moyen de dialogues politiques ciblés et de partenariats axés sur la lutte contre le terrorisme. De même, le Conseil a souligné l'importance que l'UE améliore son aptitude à

<sup>43</sup> Commission européenne, [Opening statement by President von der Leyen at the 10th EU-AU Commission-to-Commission meeting plenary session](#) (Discours d'ouverture de la Présidente von der Leyen à l'occasion de la 10<sup>e</sup> réunion plénière entre la Commission de l'Union européenne et la Commission de l'Union africaine), à Addis-Abeba, 27 février 2020.

<sup>44</sup> Commission européenne, [Remarks by President von der Leyen at the joint press conference with Moussa Faki, Chairperson of the African Union Commission, following the 10th EU-AU Commission-to-Commission meeting plenary session](#) (Remarques de la présidente von der Leyen lors de la conférence de presse conjointe avec le président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki, à l'issue de la 10<sup>e</sup> réunion plénière entre la Commission de l'Union européenne et la Commission de l'Union africaine), Addis-Abeba, 27 février 2020.

<sup>45</sup> Conseil européen, [Discours du président Charles Michel lors du dîner officiel du sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba](#), 9 février 2020.

<sup>46</sup> Service européen pour l'action extérieure, [Le haut représentant/vice-président, M. Josep Borrell, se rend en Éthiopie et au Soudan lors de sa première visite en Afrique](#), 25 février 2020.

renforcer les capacités de sécurité et de défense en Afrique et, le cas échéant, intégrer la lutte contre le terrorisme dans les missions et opérations PSDC<sup>47</sup>.

### Encadré 1: L'Alliance Sahel

L'Alliance Sahel est une initiative conjointe de l'Union européenne, de la France et de l'Allemagne lancée à Paris en juillet 2017 dans le but d'améliorer la coordination de la coopération pour le développement. Avec l'appui de l'Union européenne, celle-ci s'est dotée d'une approche intégrée visant à relever les défis en matière de développement et de sécurité auxquels la région du Sahel est confrontée. L'Alliance est ouverte à tous les États membres et compte actuellement le Danemark, l'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Espagne, le Royaume-Uni, la direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations unies pour le développement. L'initiative porte essentiellement sur le développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire; la création d'emplois pour les jeunes; l'amélioration de l'infrastructure énergétique et climatique (notamment l'accès à l'énergie, l'énergie verte et l'eau); l'appui en faveur du retour des équipements de base partout dans la région (y compris au moyen d'une décentralisation); ainsi que le renforcement de la bonne gouvernance et de la sécurité.

Dans l'optique de renforcer plus avant l'Alliance Sahel, la France et l'Allemagne ont lancé en 2019 le partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel (P3S) à l'occasion du sommet du G7 de Biarritz. Le P3S a pour objectif de définir les besoins en matière de sécurité et d'accroître l'efficacité des efforts déployés en matière de défense et de sécurité intérieures. L'une des principales vocations de l'Alliance Sahel consiste à accélérer et à renforcer la flexibilité des modes d'intervention, afin d'agir plus vite et mieux, tout particulièrement dans les zones fragiles qui nécessitent des interventions d'urgence.

Source: SEAE, [Alliance for the Sahel will reinforce EU work for stability and development of key region](#) (L'alliance pour le Sahel va renforcer les travaux de l'Union en faveur de la stabilité et du développement de cette région clé), News stories, 14 juillet 2017. Alliance Sahel, [Sommet du G7 de Biarritz: Renforcement des engagements au Sahel](#), communiqué de presse, 10 septembre 2019.

Les efforts diplomatiques déployés par l'Union pour construire un partenariat avec la région s'illustrent également par l'adoption d'un communiqué commun à l'occasion de la conférence internationale de haut niveau sur le Sahel qui s'est déroulée à Bruxelles en février 2018, dans lequel elle réaffirme l'engagement à aider les pays du G5 Sahel à parvenir à une plus grande stabilité dans la région. Un soutien important a été apporté au processus de paix au Mali: ceux qui l'entravent s'exposent à des sanctions. La communauté internationale s'est engagée à soutenir les pays du G5 Sahel dans les efforts politiques qu'ils consentent pour stabiliser la région à plus long terme, en accordant une attention particulière à la lutte contre le terrorisme, contre le trafic de drogues et d'armes et contre la traite des êtres humains ainsi qu'à la promotion du développement durable. Dans le même temps, elle a appelé de ses vœux un renforcement du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Dans la rhétorique internationale et de l'Union européenne, la crise au Sahel est souvent mise en rapport avec l'insécurité qui règne dans la région, particulièrement au vu de la crise persistante en Libye et des actes violents perpétrés par Boko Haram.

L'importance que revêt l'interdépendance entre sécurité et développement a été confirmée à l'occasion du sommet de Pau le 13 janvier 2020, qui a abouti à la création du quatrième pilier de la Coalition pour le Sahel et a donné l'occasion d'envisager l'approfondissement de la collaboration

<sup>47</sup> Conseil de l'Union européenne, [Conclusions du Conseil sur l'action extérieure de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme](#), référence n° 10384/17, 19 juin 2017, p. 6.



avec l'Alliance Sahel (voir encadré 2)<sup>48</sup>. Ce sommet a donné lieu au lancement d'une énième initiative régionale, qui vient alimenter la confusion autour de la façon dont elles interagissent, de leur véritable complémentarité et de l'entité qui les dirige (l'Union européenne, la France ou le G5 Sahel)<sup>49</sup>. Les États membres de l'Union européenne ont fait le constat d'une urgence absolue au Sahel, où la situation s'est fortement dégradée. Ils se sont mis d'accord pour renforcer la coopération stratégique avec les pays de la région du Sahel, où le djihadisme est en pleine expansion. L'objectif est d'élargir la portée géographique et fonctionnelle des missions PSDC déployées dans la région vers le Burkina Faso et le Niger. De plus, un appel a été lancé pour accorder davantage d'attention aux questions relatives à la sécurité intérieure<sup>50</sup>.

### Encadré 2: La Coalition pour le Sahel

La Coalition pour le Sahel a été instaurée à l'occasion de la première réunion ministérielle organisée par la présidence mauritanienne du G5 Sahel, l'Union européenne et la France, le 12 juin 2020. Soixante chefs d'États et de gouvernements ainsi que d'organisations internationales, y compris les institutions européennes, se sont engagés à renforcer la lutte coordonnée contre le terrorisme au Sahel afin de rétablir la stabilité dans la région. Elle compte sur la participation de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Italie, du Portugal, des Pays-Bas, de la République tchèque, de la Suède, des représentants des Nations Unies, de l'Union africaine, de la CEDEAO, ainsi que d'autres partenaires internationaux et de pays tiers (le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis). Le Secrétariat de la Coalition pour le Sahel est assuré par le ministère français des affaires étrangères. L'engagement à agir s'articule autour de quatre piliers:

- 1 soutenir l'action du G5 Sahel dans la lutte contre le terrorisme (efforts conjoints déployés par les pays du G5 Sahel et la France);
- 2 renforcer les capacités des forces armées des États du G5 Sahel (efforts conjoints déployés par l'Union en liaison avec le G5 Sahel);
- 3 soutenir le redéploiement des forces armées des États sahéliens sur l'ensemble de leur territoire respectif;
- 4 aider au développement de la région dans le cadre du partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel (P3S), en coopération avec l'Alliance Sahel.

Source: [La première réunion ministérielle de la coalition pour le Sahel confirme l'internationalisation des efforts pour la stabilité](#), Agence Europe, 15 juin 2020; voir également le site web de la [Coalition pour le Sahel](#).

Ainsi, une série de réunions internationales, auxquelles les institutions européennes ont participé, ont été organisées depuis le sommet de Pau afin de discuter de la manière d'approfondir le partenariat stratégique pour la sécurité, la stabilité et le développement au sein des cadres politiques (imbriqués) tels que la Coalition pour le Sahel, le partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel et le cadre d'actions prioritaires intégré du G5 Sahel. Le sommet de Pau a posé les bases d'une mobilisation accrue contre les groupes djihadistes avec la création d'une coalition internationale a donné lieu à un suivi. La Commission européenne était représentée lors de la dernière réunion du G5 Sahel organisée fin février 2020 à Nouakchott en Mauritanie, et dont l'ordre du jour portait essentiellement sur les questions de terrorisme. L'Union européenne et le G5 Sahel

<sup>48</sup> Faleg, G., Palleschi, C., [African Strategies: European and global approaches towards sub-Saharan Africa](#) (Stratégies africaines: les approches mondiale et européenne en faveur des pays d'Afrique subsaharienne), Chaillot Papier 158, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, juin 2020, p. 37.

<sup>49</sup> Gros-Verheyde, N., [Le Sahel, une plaie ouverte entre Français et Allemands. Le sommet de Pau en travers de la gorge de Berlin](#), B2Pro, 20 janvier 2020.

<sup>50</sup> L'Europe doit absolument faire plus au Sahel, *Belga*, 20 janvier 2020; [La stratégie Sahel sera réactualisée, EUTM Mali approfondie et EUCAP Sahel Mali et Niger renforcées](#), B2 Pro, 21 janvier 2020.

se sont rencontrés le 28 avril 2020 par vidéoconférence afin d'évoquer leurs objectifs partagés en faveur de la sécurité et de la stabilité du Sahel<sup>51</sup>. Face à la flambée de la violence dans la région du Sahel, l'élan dont bénéficient les réunions entre les acteurs internationaux concernés (y compris les États membres ainsi que les institutions de l'Union européenne) et les acteurs locaux et régionaux n'a pas faibli, et ce malgré la pandémie de coronavirus.

---

<sup>51</sup> [Un sommet G5 Sahel/UE pour renforcer le partenariat pour la sécurité, la stabilité et le développement](#), Agence Europe, 27 avril 2020.



### 3. L'aide financière de l'Union au Sahel

Conformément aux objectifs de son approche globale, l'Union européenne a versé une généreuse enveloppe d'aide humanitaire de 1,12 milliard d'euros pour la période 2014-2020 afin de tenter d'atteindre les populations les plus vulnérables et de faire face aux défis humanitaires dans la région du Sahel. Parallèlement, pour soutenir le développement et une croissance plus durable, l'Union a apporté aux États du Sahel une aide au développement s'élevant à 3,6 milliards d'euros au total pour la période 2014-2020. Si l'on y ajoute le soutien financier apporté par les États membres, l'aide européenne représente 8 milliards d'euros pour la même période<sup>52</sup>.

#### 3.1. L'aide humanitaire

L'Union européenne est l'un des principaux pourvoyeurs d'aide humanitaire au Sahel en ce qu'elle apporte une aide alimentaire et nutritionnelle aux populations confrontées à la faim, y compris le traitement des enfants souffrant de malnutrition, ainsi qu'une aide organisée en faveur des populations touchées par les conflits et l'insécurité. Lors de la conférence des donateurs à Bruxelles qui a eu lieu le 15 mai 2013 pour le Mali, la communauté internationale a pris des engagements d'un montant de 3,2 milliards d'euros (dont 523 millions d'euros de la part de la Commission européenne).<sup>53</sup> En 2018, la Commission européenne a octroyé une aide humanitaire de 271,3 millions d'euros. Plus précisément, en 2018, l'Union a versé 19,2 millions d'euros d'aide humanitaire au Burkina Faso et 66,7 millions d'euros au Tchad. Le Mali et le Niger ont quant à eux reçu respectivement 21 millions et 38,7 millions d'euros. Depuis 2014, l'Union a versé une aide humanitaire de 74,9 millions d'euros à la Mauritanie<sup>54</sup>. En 2019, l'Union a versé 152,05 millions d'euros d'aide humanitaire à la région. En 2020, l'aide humanitaire à la région du Sahel s'élevait à plus de 142 millions d'euros<sup>55</sup>.

Les personnes vulnérables vivant dans les zones de conflit du Sahel (en particulier au Mali, au Burkina Faso, au Niger et dans le bassin du lac Tchad) doivent faire face à une crise alimentaire pour la quatrième année consécutive en 2020. À la fin 2018, plus de 4 millions de personnes de la région étaient menacées par la famine et avaient besoin d'une aide alimentaire immédiate, les femmes et les enfants étant les plus durement touchés. Près de 2,8 millions d'enfants sont menacés au Sahel de malnutrition aiguë sévère et nécessitent des soins vitaux. Les taux de malnutrition sont particulièrement inquiétants au Tchad, au Mali, en Mauritanie et au Niger. Depuis le début de l'année 2019, le nombre de personnes déplacées a augmenté de plus de 550 000 pour atteindre 5,18 millions de personnes. La crise de la pandémie de coronavirus de 2020 a aggravé à la fois la crise humanitaire et les perspectives socio-économiques de la région.

En outre, conformément à la stratégie de l'Union pour le Sahel, des efforts conjoints ont été instaurés avec les partenaires de développement pour contribuer à renforcer la résilience à long terme dans la région. L'Alliance globale pour l'initiative Résilience (AGIR) a été lancée en 2014 en réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel, ambitionnant d'atteindre l'objectif «zéro faim» dans la région du Sahel d'ici à 2032. L'Union a été étroitement associée à la mise en place d'AGIR et continue d'y apporter son soutien. AGIR est également devenu, d'une certaine façon, un mécanisme de coordination, donnant la possibilité à l'Union de travailler de manière plus synchronisée avec la

<sup>52</sup> Commission européenne, [L'Union européenne et le G5 Sahel: Un partenariat plus que jamais d'actualité](#), avril 2020.

<sup>53</sup> Service européen pour l'action extérieure, [EU Training Mission in Mali \(EUTM Mali\)](#), 16 juillet 2016.

<sup>54</sup> Commission européenne, [Le partenariat de l'Union européenne avec les pays du G5 Sahel](#), juillet 2019.

<sup>55</sup> Commission européenne, [Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes: Sahel](#), 22 juin 2020 et Commission européenne, [Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes](#), 13 novembre 2019.

CEDEAO et le G5 Sahel. L'Alliance offre un cadre consensuel qui consiste en un objectif régional, décliné en «priorités résilience» dans chacun des pays concernés, établies à l'issue d'un dialogue entre tous les acteurs concernés (acteurs institutionnels, organisations non gouvernementales, société civile)<sup>56</sup>. La dynamique créée par AGIR a poussé dix pays de la région à adopter des priorités nationales en matière de résilience. Ces pays cherchent auprès de la communauté d'aide internationale un soutien global pour traduire ces priorités en mesures efficaces. L'Union travaille également activement à la mise en œuvre du lien entre action humanitaire et développement afin de répondre aux besoins des populations vulnérables grâce à une approche plus durable et sur le long terme<sup>57</sup>. Par ailleurs, un soutien est apporté aux initiatives œuvrant à la réduction des risques de catastrophe, pour aider les pays à mieux se préparer aux catastrophes naturelles liées au changement climatique et à réduire leur impact et leurs effets sur la sécurité alimentaire. Les fonds de l'Union contribuent à équiper les centres de soins de santé de systèmes d'approvisionnement en eau et d'hygiène, à former le personnel et à assurer le dépistage des enfants présentant un risque de malnutrition. Dans de nombreuses parties du Sahel, l'Union finance l'aide alimentaire sous la forme de transferts en espèces et bons d'échange, permettant aux ménages vulnérables de choisir ce dont ils ont le plus besoin pour leurs familles<sup>58</sup>.

En mai 2020, compte tenu également de la détérioration de la situation humanitaire en raison de la pandémie de coronavirus, la Commission européenne a annoncé l'octroi d'une aide humanitaire supplémentaire de 50 millions d'euros mise à disposition au niveau mondial, notamment dans les régions du Sahel et du lac Tchad ainsi qu'en Afrique occidentale et centrale<sup>59</sup>. Elle a également annoncé la mise en place d'un pont aérien humanitaire de l'Union en vue de transporter des travailleurs humanitaires et d'acheminer des fournitures d'urgence vers certaines des zones les plus durement touchées au monde, dans le cadre de la lutte contre la pandémie. La somme annoncée de 50 millions d'euros au titre de l'aide humanitaire vient s'ajouter aux 30 millions d'euros qui ont déjà été alloués en février 2020 à l'Organisation mondiale de la santé. Depuis, la Commission européenne a également prévu de verser environ 76 millions d'euros aux programmes du plan de réponse humanitaire global des Nations unies. En outre, la Commission européenne assure le financement direct du travail des ONG humanitaires et du mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, qui sont en première ligne de la réponse humanitaire apportée à la pandémie<sup>60</sup>.

### 3.2. Le soutien au développement durable

En 2014, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad ont mis en place le groupe des pays du G5 Sahel afin de promouvoir une coopération plus étroite et de relever les défis majeurs régionaux auxquels ils sont confrontés, notamment l'extrême pauvreté, le terrorisme et la traite des êtres humains, tous susceptibles d'entraîner des répercussions au-delà de la région. L'Union est également membre et principal soutien de l'Alliance Sahel mise en place pour mieux coordonner l'aide au développement existante de l'Union et des États membres dans la région, d'une manière plus rapide et plus interdépendante qu'auparavant grâce à une action conjointe. En décembre 2018, l'Union a annoncé un financement supplémentaire d'un montant total de 125 millions d'euros en

<sup>56</sup> Pichon, E., Understanding the EU strategy in the Sahel (Comprendre la stratégie de l'Union dans le Sahel), EPRS, Parlement européen, août 2020.

<sup>57</sup> Commission européenne, [Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes](#), 13 novembre 2019.

<sup>58</sup> Commission européenne, [Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes](#), 22 juin 2020.

<sup>59</sup> Commission européenne, [Réaction face au coronavirus: chronologie de l'action de l'UE](#), 2020.

<sup>60</sup> Commission européenne, [Réaction mondiale face au coronavirus: l'Union octroie une aide humanitaire supplémentaire de 50 millions d'euros](#), direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, 20 mai 2020.

faveur des pays du Sahel lors de la conférence de coordination des partenaires et des bailleurs organisée à Nouakchott, en Mauritanie. Cette nouvelle injection de fonds de l'Union visait à lancer de nouvelles actions devant être mises en place rapidement et répondant aux priorités établies par le G5 Sahel pour renforcer le développement et la sécurité. Ces priorités sont définies dans le programme d'Investissements Prioritaire (PIP), une stratégie en faveur du développement et de la sécurité dans les pays du G5 Sahel qui s'attache particulièrement à la résilience et à la cohésion sociale des populations les plus vulnérables vivant dans les régions transfrontalières, où les défis sont les plus importants. Le PIP comporte 40 projets dont le montant total s'élève à 1,9 milliard d'euros et est mis en œuvre par plusieurs partenaires de l'Alliance Sahel lancée en 2017 par la France, l'Allemagne et l'Union européenne afin de coordonner les bailleurs de fonds et les pays du G5 Sahel (voir encadré 1). Les projets visent à renforcer la résilience et la cohésion sociale des populations les plus vulnérables des régions transfrontalières grâce au versement d'une contribution de 70 millions d'euros pour renforcer les conditions de vie, pour assurer les services de base et en améliorer la qualité, ainsi que pour renforcer la résilience. D'autres actions pour un montant de 55 millions d'euros visent à renforcer les capacités des institutions des pays du G5 Sahel en matière de justice, de sécurité et de défense des droits de l'homme, ainsi qu'à lutter contre le trafic d'êtres humains et à améliorer la représentation de la jeunesse dans le débat public.

Depuis 2018, l'Union européenne a intensifié sa coopération avec cette initiative africaine afin de construire un partenariat solide portant sur divers aspects: le dialogue politique, la coopération au développement et l'aide humanitaire, ainsi que le renforcement de la sécurité et la lutte contre la migration irrégulière. Une enveloppe de 672,7 millions d'euros a déjà été mise à disposition pour les actions en cours qui s'inscrivent dans les priorités relevées par le G5 Sahel. Au total, la coopération au développement de l'Union européenne, qui s'ajoute à celle de ses États membres, avec les pays du G5 Sahel s'élève à 8 milliards d'euros sur la période 2014-2020. Ce financement est mobilisé pour des projets visant à réduire la pauvreté, à améliorer la sécurité alimentaire, à promouvoir des finances publiques saines et transparentes et à renforcer les infrastructures<sup>61</sup>. Le soutien total de l'Union au G5 Sahel s'élève donc à presque 800 millions d'euros.

L'Union a mobilisé l'ensemble des instruments au développement dont elle dispose pour soutenir le G5 Sahel. L'UE a alloué plus de 1,569 milliard d'euros au Mali, à la Mauritanie et au Niger au titre du 10e Fonds européen de développement (2007-2013)<sup>62</sup>. En particulier, la Facilité d'investissement en Afrique a placé la création d'emploi au cœur de l'action de l'Union au Sahel en encourageant les investissements privés durables. Des opérations en mixage y contribuent (17 projets d'infrastructures en cours dans les cinq pays), tout comme des mécanismes de garantie (cinq mécanismes de garantie qui auront pour objectif de contribuer à stimuler les investissements dans les micro-, petites et moyennes entreprises, les villes durables et l'accès aux énergies renouvelables dans la région du Sahel)<sup>63</sup>. Outre les financements figurant au tableau 1, la Mauritanie bénéficie également du protocole UE-Mauritanie fixant les possibilités de pêche, en vertu duquel l'Union paye une contribution financière de 62,750 millions d'euros par an pour le partenariat: 57,5 millions d'euros pour l'accès aux eaux ainsi que 5,2 millions d'euros pour les communautés de pêche locales et pour l'amélioration de la gouvernance des pêches<sup>64</sup>.

<sup>61</sup> Commission européenne, [L'Union européenne renforce son soutien au développement du Sahel](#), 6 décembre 2018; Commission européenne, [Le partenariat de l'Union européenne avec les pays du G5 Sahel](#), juillet 2019.

<sup>62</sup> Service européen pour l'action extérieure, [EU Training Mission in Mali \(EUTM Mali\)](#), 16 juillet 2016.

<sup>63</sup> Commission européenne, [Le partenariat de l'UE avec le Sahel](#), 23 février 2018.

<sup>64</sup> Commission européenne, [The European Union's partnership with the G5 Sahel countries](#), juillet 2019.

Tableau1 - L'aide au développement de l'Union en faveur des pays du G5 Sahel, en millions d'euros

|                                                                | Burkina Faso | Tchad | Mali                   | Mauritanie             | Niger                   |
|----------------------------------------------------------------|--------------|-------|------------------------|------------------------|-------------------------|
| Fonds européen de développement (FED) (2014-2020)              | 628          | 542   | 665                    | 160                    | 716                     |
| Facilité d'investissement en Afrique (date)                    |              |       | 114,8 <sup>(s.o)</sup> | 20,5 <sup>(2016)</sup> | 111,2 <sup>(2019)</sup> |
| Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (depuis 2016)        | 245,8        | 170,7 | 270,8                  | 135,5                  | 317                     |
| Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (2015-2019) | 22,7         | 9,85  | 22,5                   |                        |                         |

Source: Commission européenne, [Le partenariat de l'Union européenne avec les pays du G5 Sahel](#), juillet 2019.

Pour la période 2014-2020, le Fonds européen de développement (FED) a pour sa part financé le soutien à l'accès aux services sociaux, à la sécurité alimentaire et à la résilience, au renforcement de la capacité de l'État pour la mise en œuvre des politiques sociales, à la réforme du système de la justice et à la bonne gouvernance, ainsi qu'aux infrastructures routières pour les régions à risque au Niger. Au Burkina Faso, la bonne gouvernance, la santé et la sécurité alimentaire, notamment l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, ont constitué les domaines prioritaires du FED. Pour la même période, en Mauritanie, le FED a apporté son soutien en matière de sécurité alimentaire et d'agriculture durable, de réforme de l'État de droit et de renforcement du système de santé. Au Tchad, le même programme a soutenu la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement rural, la gestion durable des ressources naturelles et la consolidation de l'État de droit. Au Mali, les activités ciblées par le FED se sont concentrées sur la consolidation de la paix et de la réforme de l'État visant à renforcer la gouvernance générale du pays, la sécurité alimentaire et le développement rural, l'enseignement primaire et l'accès à un enseignement de qualité, ainsi que les infrastructures routières pour relier le nord au sud du pays et créer des emplois<sup>65</sup>.

Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union (FFUE) pour l'Afrique est sans doute le mécanisme de financement à destination du Sahel et de la région du lac Tchad le plus controversé, avec un budget de 2,103 milliards d'euros pour le Sahel et la région du lac Tchad<sup>66</sup>. Les quatre principaux axes mettent l'accent sur la promotion du développement économique et de l'égalité des chances, en particulier pour les jeunes, le renforcement de la résilience des communautés, l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des migrations ainsi que le soutien de la gouvernance générale en s'attaquant aux violations des droits de l'homme<sup>67</sup>. Un aspect clé a été de soutenir l'ensemble des composantes de la stabilité et contribuer à une meilleure gestion des migrations, tout en s'attaquant

<sup>65</sup> Commission européenne, [Niger](#), [Burkina Faso](#), [Mauritanie](#), [Tchad](#) et [Mali](#), direction générale de la coopération internationale et du développement (consulté le 15 mai 2020).

<sup>66</sup> La plus grande partie du financement du FFUE pour l'Afrique provient du Fonds européen de développement, à savoir des fonds des États membres qui sont actuellement hors du budget de l'Union et donc hors du contrôle du Parlement européen. Parmi les autres contributeurs figurent le budget de l'Union, certains États membres, la Norvège et la Suisse. Voir, Commission européenne, [EU Trust Funds: State of Play and Financial Resources](#) (Fonds fiduciaire de l'Union: situation actuelle et ressources financières), 16 juillet 2020.

<sup>67</sup> Commission européenne, [EUTF for Africa](#) (Fonds fiduciaire de l'Union pour l'Afrique), fiche thématique, 17 janvier 2020.

aux causes profondes de la déstabilisation, des déplacements forcés et de la migration irrégulière. Ainsi, ces axes ciblent principalement les migrants et les personnes déplacées de force, leurs communautés ou pays d'origine et les communautés d'accueil, ainsi que les victimes de traite des êtres humains et de trafic de migrants. Pour ce faire, le FFUE pour l'Afrique vise à coopérer étroitement avec les autorités nationales et locales, ainsi que les organisations de la société civile, pour déterminer les besoins et mener à bien les activités<sup>68</sup>. Concrètement, le rapport d'avancement 2019 de la Commission européenne sur la mise en œuvre de l'agenda européen en matière de migration indique que des millions de demandeurs d'asile, de réfugiés et de personnes déplacées ont bénéficié des programmes financés par le FFUE pour l'Afrique. Plus de 5 millions de personnes vulnérables ont bénéficié de services de base, de la sécurité alimentaire et de programmes de nutrition. L'Union européenne a coopéré avec les agences des Nations unies, en particulier l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Dans le cadre de l'initiative UE-OIM, l'Union a soutenu le retour volontaire de 42 628 migrants vulnérables, principalement en provenance de Libye et du Niger<sup>69</sup>.

Le FFUE pour l'Afrique est au cœur de 62 projets actuellement menés dans la région pour soutenir le retour au contrôle de l'État, pour encourager la gouvernance et le développement social et économique ainsi que pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent. En outre, le programme du GAR-SI Sahel (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel) a été lancé en 2017 dans le cadre du FFUE pour l'Afrique. Il a pour objectif le renforcement des capacités opérationnelles des autorités nationales pour permettre un contrôle effectif du territoire et élargir l'action de l'État de droit à l'ensemble du Sahel, y compris dans les zones reculées et transfrontalières, condition préalable au développement socio-économique durable de la région du Sahel. En pratique, des gendarmes européens apporteront un appui sous forme de formation à la création d'unités de police solides, souples, mobiles et multidisciplinaires pour faire face à toute une série de menaces allant du terrorisme au crime organisé et à la traite des êtres humains, en passant par la dégradation de l'environnement et la protection des frontières<sup>70</sup>. Parmi les autres projets à long terme financés par le FFUE pour l'Afrique figurent: la formation professionnelle et les programmes économiques qui créent des possibilités d'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes, avec un accent particulier porté aux micro- et petites entreprises; des projets en faveur de services de base pour les populations locales comme la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la santé, l'éducation et la protection sociale, de même que la viabilité environnementale; D'autres projets visant à soutenir le renforcement de la bonne gouvernance se concentrent sur la promotion de la prévention des conflits et le respect de l'État de droit grâce à des activités de renforcement des capacités pour un maintien de l'ordre efficace<sup>71</sup>.

Ce financement de l'Union est en partie destiné à des activités qui ne font généralement pas les titres de la presse internationale, mais qui sont essentielles pour parvenir à un changement durable dans le Sahel. Ils comprennent un soutien à la participation des jeunes, notamment par des projets tels que la «Voix du Sahel». À ce jour, ce projet a contribué à la mise en place d'un dialogue structuré entre les jeunes du Sahel et leurs autorités, facilitant la création de mécanismes de dialogue local, national et régional autour de cinq domaines thématiques: l'enseignement, l'enseignement et la

<sup>68</sup> Commission européenne, Fonds fiduciaire de l'Union pour l'Afrique. Pour de plus amples informations, cliquez [ici](#).

<sup>69</sup> Commission européenne, [Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, et au Conseil, Rapport d'avancement sur la mise en œuvre de l'agenda européen en matière de migration](#), COM(2019) 481 final, 16 octobre 2019.

<sup>70</sup> Commission européenne, [Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique](#) (consulté le 5 août 2020).

<sup>71</sup> Commission européenne, [Agenda européen en matière de migration: sommet de La Valette de 2015 sur la migration](#), 2015.

formation professionnels, les débouchés économiques, la participation des citoyens ainsi que la paix et la sécurité (y compris les migrations et la radicalisation). Ils contribuent également au renforcement des capacités dans le domaine du droit international humanitaire grâce, par exemple, à des formations et à des ateliers destinés aux hauts fonctionnaires de la région consacrés à la coordination entre civils et militaires et à la protection des civils<sup>72</sup>.

Ces projets à long terme et axés sur le développement remettent en question le choix des projets au titre de cet instrument et la nature même du FFUE pour l'Afrique. Le rapport annuel 2018 de la Commission européenne a souligné que le FFUE pour l'Afrique avait démontré sa valeur ajoutée en tant qu'outil de mise en œuvre rapide et efficace facilitant le dialogue politique avec les pays partenaires, en appliquant des approches novatrices et en produisant des résultats concrets par la mise en commun des financements et de l'expertise diverse de parties prenantes<sup>73</sup>. Toutefois, les experts se sont interrogés sur le fait que le FFUE avait été mis en œuvre comme un fonds fiduciaire d'urgence de l'Union plutôt que comme un fonds spécifique, étant donné qu'il s'attaque aux «causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés» et aux problèmes de gouvernance à long terme<sup>74</sup>. Dans le même esprit, le rapport spécial de la Cour européenne des comptes (CCE) sur le FFUE a conclu que, bien que le fonds était un instrument souple et plus réactif que d'autres, il devait être plus ciblé et disposer d'une stratégie qui garantisse une incidence significative<sup>75</sup>.

En parallèle, les États membres de l'Union ont contribué aux objectifs de développement dans toute la région du Sahel grâce à leur participation à l'aide publique au développement (APD). Le tableau 2, qui repose sur les données de l'OCDE de 2018, illustre les déboursements de l'APD pour la région du Sahel qui proviennent des États membres de l'Union, pour lesquels les pays de la région se classent parmi les cinq premiers bénéficiaires d'Afrique subsaharienne.

Étonnamment, la Mauritanie ne figure pas parmi les cinq premiers bénéficiaires des pays du Sahel, preuve qu'elle a atteint un niveau de développement plus avancé, et plus stable, que le reste de la région. Par ailleurs, au-delà de l'investissement massif de la France, devenu naturellement un partenaire de la région étant donné son passé colonial, il est intéressant de souligner la diversité des États membres qui sont actifs dans la région du Sahel, dont la présence de certains est surprenante. Une comparaison du tableau 2 avec l'illustration 3 intitulée «Les opérations européennes et internationales de soutien de la paix dans la région du Sahel» montre clairement que certains États membres ont privilégié une approche orientée vers le développement pour s'attaquer aux conflits dans la région du Sahel, tandis que d'autres ont clairement opté pour une stratégie ciblée davantage sur la force militaire, comme la lutte contre le terrorisme et les opérations de contrôle des mouvements migratoires. Certains experts affirment qu'en privilégiant leurs intérêts nationaux, les États membres de l'Union, en particulier ceux qui entretiennent des relations particulières avec les

<sup>72</sup> Service européen pour l'action extérieure, [Rapport annuel de l'UE \(2019\) sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde](#), 2020, p. 86, 129.

<sup>73</sup> Commission européenne, [Rapport annuel 2018 sur le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique](#), 2019.

<sup>74</sup> Carrera, S., et al., [Oversight and management of the EU Trust Funds democratic accountability: Challenges and promising practices](#) (Vue d'ensemble et gestion du contrôle démocratique des fonds fiduciaires de l'Union: défis et pratiques prometteuses), PE 603.821, étude demandée par la Commission du contrôle budgétaire (CONT), département thématique des affaires budgétaires, direction générale des politiques internes de l'Union, Parlement européen, mai 2018, p. 8, 33-34.

<sup>75</sup> Cour des comptes européenne, [Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique: un instrument souple, mais pas assez ciblé](#), rapport spécial n° 32/2018, 5 décembre 2018.



pays de la région, «portent atteinte à la légitimité politique de l'Union, ainsi qu'à l'efficacité des résultats et des effets»<sup>76</sup>.

Tableau 2 - Contributions nettes des États membres de l'Union au titre de l'APD en faveur des pays du Sahel, par ordre de priorité, en millions de dollars américains courants, 2018

| Tchad                            | Burkina Faso                        | Mali                                       | Niger                                      |
|----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------|
| France (5 <sup>e</sup> ), 100,33 | Autriche (5 <sup>e</sup> ), 6,01    | République tchèque (3 <sup>e</sup> ), 1,67 | République tchèque (5 <sup>e</sup> ), 0,69 |
|                                  | Danemark (4 <sup>e</sup> ), 38,06   | Estonie (2 <sup>e</sup> ), 0,08            | Italie (3 <sup>e</sup> ), 23,33            |
|                                  | Luxembourg (3 <sup>e</sup> ), 24,27 | Lituanie (1 <sup>er</sup> ), 0,13          | Luxembourg (1 <sup>er</sup> ), 43,89       |
|                                  |                                     | Luxembourg (2 <sup>e</sup> ), 24,46        | Espagne (5 <sup>e</sup> ), 10,37           |
|                                  |                                     | Pays-Bas (3 <sup>e</sup> ), 48,93          |                                            |
|                                  |                                     | Espagne (1 <sup>er</sup> ), 19,7           |                                            |

Source: D'après Faleg, G., Palleschi, C., [African Strategies: European and global approaches towards sub-Saharan Africa](#) (Stratégies africaines: les approches mondiale et européenne en faveur des pays d'Afrique subsaharienne), Chaillot Papier 158, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, juin 2020, p. 31.

Dans ce contexte et compte tenu de la régionalisation du conflit, il convient également d'examiner la mesure dans laquelle les États membres de l'Union ont apporté une aide au développement aux États voisins de la région du Sahel. L'une des puissances régionales, le Nigeria, dont les régions du nord-est sont actuellement empêtrées dans le conflit du Sahel, reçoit un financement massif de la part de l'Allemagne (240,1 millions de dollars), qui le considère comme la priorité numéro un en Afrique subsaharienne. Le Nigeria est également la priorité numéro un pour la Hongrie (2,18 millions de dollars) et pour Malte (0,04 million de dollars), tandis que la Pologne et la République tchèque, qui classent le pays en troisième et quatrième position des priorités, versent respectivement 0,69 et 0,61 million de dollars. D'autres pays d'Afrique occidentale reçoivent des fonds au développement de la part d'États membres de l'Union, comme suit:

- le Sénégal de la part de la France (pays classé 3<sup>e</sup> des priorités, avec 220,08 millions de dollars), du Luxembourg (classé 5<sup>e</sup>, avec 19,13 millions de dollars), de la Slovaquie (classé 1<sup>e</sup>, avec 0,14 million de dollars) et de l'Espagne (classé 2<sup>e</sup>, avec 16,11 millions de dollars);
- le Ghana qui reçoit une aide au développement de la Grèce (classé 4<sup>e</sup>, avec 0,02 million de dollars), de la Hongrie (classé 4<sup>e</sup>, avec 1,01 million de dollars) et de Malte (classé 4<sup>e</sup>, avec 0,02 million de dollars);
- la Guinée à qui l'Espagne verse une APD de 16,05 millions de dollars (pays classé 3<sup>e</sup> des pays prioritaires en Afrique subsaharienne)<sup>77</sup>.

<sup>76</sup> Peters, I., et al., [Lessons to be learned from the EU crisis response in the extended neighbourhood: EU security sector reform in Afghanistan, Iraq and Mali](#) (Enseignements à tirer d'une réponse à la crise de la COVID dans le voisinage étendu: la réforme européenne du secteur de la sécurité en Afghanistan, en Iraq et au Mali), Freie Universität Berlin, 5 octobre 2018, p. 4.

<sup>77</sup> Faleg, G., Palleschi, C., [African Strategies: European and global approaches towards sub-Saharan Africa](#) (Stratégies africaines: les approches mondiale et européenne en faveur des pays d'Afrique subsaharienne), Chaillot Papier 158, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, juin 2020, p. 31.



## 4. Le soutien à la sécurité de l'Union dans la région du Sahel

Au-delà de la réponse apportée à l'importante crise humanitaire au Sahel et du soutien en faveur du développement de la région, l'Union et ses États membres se sont de plus en plus attachés à apporter la sécurité et la stabilisation aux pays du Sahel. Les opérations européennes de soutien de la paix (missions PSDC) en cours dans la région – deux opérations civiles (EUCAP Sahel Niger et EUCAP Sahel Mali) et une opération militaire (mission de formation de l'Union, EUTM Mali) – ont surtout contribué à ce que les experts ont appelé un «embouteillage sécuritaire international»<sup>78</sup>. Les missions ont dû limiter leur action ces derniers mois lors de la pandémie de coronavirus, certaines devant appliquer des conditions de verrouillage en raison de cas de contamination parmi le personnel<sup>79</sup>. De plus, les deux missions au Mali ont temporairement suspendu leurs opérations à la suite du coup d'État d'août 2020<sup>80</sup>. Néanmoins, malgré la faible envergure de ces opérations, ces missions ont joué un rôle essentiel dans la lutte contre le terrorisme et le renforcement des capacités. Pour replacer les efforts déployés par l'Union dans leur contexte, cette partie indique également la présence militaire des autres principaux acteurs internationaux agissant pour la sécurité, notamment les principaux États membres de l'Union, ainsi que d'autres initiatives militaires internationales et régionales. Celles-ci sont illustrées par l'illustration 3.

### 4.1. Les opérations de soutien de la paix de l'Union

La mission militaire de formation de l'Union (EUTM Mali) a été la première mission à être déployée, en janvier 2013, à la demande du gouvernement malien et conformément aux résolutions pertinentes des Nations unies. Plus particulièrement, la résolution 2071 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (CSNU) avait directement invité les organisations régionales et internationales, y compris l'Union européenne, à prêter de manière coordonnée, aux forces armées et aux forces de sécurité maliennes leur concours et leur savoir-faire, ainsi que leur appui en matière de formation, dans le but de rétablir l'autorité de l'État. Le Conseil de l'Union européenne a réagi rapidement, demandant la planification d'une éventuelle mission militaire de la PSDC en octobre 2012. Cette réaction immédiate à la résolution 2071 des Nations unies a même précédé de deux mois la demande d'aide officielle du Mali à la France. La mission a été organisée rapidement, chacune des étapes suivantes ayant pris environ un mois: la présentation du concept de gestion de crise; son approbation et la décision finale du Conseil du 17 janvier 2013 sur la mission EUTM; ainsi que son déploiement.

Abritant le quartier général à Bamako, l'EUTM Mali s'est déployée dans le sud du pays: dans les régions militaires de Mopti, à Ségou, sur la rive sud du fleuve Niger ainsi que dans les villes de Gao et de Tombouctou. Elle est composée de près de 600 soldats issus de 25 pays européens, dont 21 États membres de l'Union et quatre partenaires non européens<sup>81</sup>. L'Allemagne et l'Italie sont de loin les États membres à avoir déployé le plus grand nombre de personnel. Viennent ensuite la République tchèque, l'Irlande et la Belgique<sup>82</sup>. Dans le cas du Mali, les observateurs estiment que la

<sup>78</sup> Cold-Ravnkilde, S. M., Lindskov Jacobsen, K., «Disentangling the security traffic jam in the Sahel: constitutive effects of contemporary interventionism», *International Affairs*, vol. 96, n° 4, juillet 2020, p. 855–874.

<sup>79</sup> Voir, par exemple, '[At least seven persons infected with COVID-19 within EUTM Mali](#)', *Agence Europe*, 14 avril 2020.

<sup>80</sup> [EU freezes Mali training missions after military coup](#), *Deutsche Welle*, 26 août 2020.

<sup>81</sup> Pour en savoir plus, voir [site](#) de la mission EUTM.

<sup>82</sup> Faleg, G., Palleschi, C., [African Strategies: European and global approaches towards sub-Saharan Africa](#) (Stratégies africaines: les approches mondiale et européenne en faveur des pays d'Afrique subsaharienne), Chaillot Papier 158, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, juin 2020, p. 36.

France, solidement soutenue par l'Allemagne, a joué son rôle de chef de file en facilitant la formulation des politiques européennes communes<sup>83</sup>.

Cette opération européenne de soutien de la paix, dotée d'un mandat non exécutif, offre une formation et des conseils aux forces armées maliennes pour:

- contribuer au renforcement de leurs capacités et leur permettre de travailler sous le contrôle des autorités politiques;
- contribuer à la stabilisation politique et à l'amélioration de la sécurité de l'État en aidant à la mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger;
- soutenir le rétablissement du contrôle de l'État et de l'État de droit sur l'ensemble du territoire malien, et;
- soutenir le G5 Sahel, par la consolidation et l'amélioration des capacités opérationnelles de sa Force Conjointe, en renforçant la coopération régionale pour faire face aux menaces communes à la sécurité, dont celle du terrorisme et à la traite illégale.

Jusqu'en mars 2020, le conseil dispensé par l'Union s'effectuait essentiellement au niveau central et national à Bamako et la formation se déroulait au camp de Koulikoro, à environ 60 km de Bamako, ainsi que dans d'autres régions du Mali de manière ponctuelle, notamment au sud de la boucle du Niger<sup>84</sup>. En mars 2020, le Conseil européen a élargi la zone d'intervention de l'EUTM à l'ensemble de la région du Sahel et a renforcé la mobilité des forces armées à l'intérieur du Mali<sup>85</sup>. L'EUTM a également reçu mandat pour soutenir la force conjointe du G5 Sahel et pour mener les activités en coordination et coopération étroites avec la CEDEAO, l'opération française Barkhane et la force de stabilisation des Nations unies; nous en reparlerons dans la partie suivante. La mission concentre son action sur les trois frontières du Mali, en ciblant particulièrement la frontière avec le Burkina Faso et avec le Niger. Les améliorations apportées à la formation de l'Union lui ont conféré une approche plus globale, afin de s'assurer que les connaissances acquises lors de la formation soient appliquées au niveau tactique lors de l'accompagnement des forces militaires. Bien que les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) ne relèvent plus du volet formation de la mission EUTM, elles seront conduites lors du soutien des forces militaires au niveau opérationnel. Par ailleurs, l'EUTM a été prolongée de quatre ans, au lieu de deux ans lors des précédents mandats, ce qui démontre l'engagement à long terme de l'Union dans la région<sup>86</sup>. Parmi les réalisations de EUTM Mali depuis son déploiement en 2013, il y a lieu de mentionner la mise en place d'une plateforme de coordination pour rassembler les offres d'aide internationale destinées à la Force conjointe du G5 Sahel et pour faire parvenir une assistance des plus nécessaires<sup>87</sup>, et la formation de près de 18 000 soldats.

Le haut représentant et vice-président Josep Borrell a insisté sur le fait que les hauts responsables ayant participé au coup d'État d'août 2020 n'avaient pas été formés par la mission de l'UE<sup>88</sup>. Cependant, le ministre allemand de la Défense a admis que certaines des figures de proue du coup

<sup>83</sup> Peters, I., et al., [Lessons to be learned from the EU crisis response in the extended neighbourhood: EU security sector reform in Afghanistan, Iraq and Mali](#) (Enseignements à tirer d'une réponse à la crise de la COVID dans le voisinage étendu: la réforme européenne du secteur de la sécurité en Afghanistan, en Iraq et au Mali), Freie Universität Berlin, 5 octobre 2018, p. 8.

<sup>84</sup> Au sud du Mali, le fleuve Niger prend un grand virage vers le sud-est, connu sous le nom de «boucle du Niger», puis coule après Gao et Ansongo jusqu'à la frontière du Niger.

<sup>85</sup> Conseil de l'Union européenne, [EUTM Mali: le Conseil proroge la mission de formation, avec un mandat élargi et un budget accru](#), communiqué de presse, 23 mars 2020.

<sup>86</sup> [«EUTM Mali évolue: focus sur l'accompagnement des FAMA et le G5 Sahel»](#), B2Pro, 24 mars 2020.

<sup>87</sup> Commission européenne, [Le partenariat de l'UE avec le Sahel](#), 23 février 2018.

<sup>88</sup> [«EU freezes Mali training missions after military coup»](#), Deutsche Welle, 26 août 2020.

d'État avaient bénéficié d'une formation en Allemagne et en France<sup>89</sup>, tandis que d'autres observateurs ont suggéré qu'un plus grand nombre de soldats et d'officiers putschistes avaient été formés par la mission de l'UE et / ou des formateurs européens<sup>90</sup>.

La mission EUCAP Sahel Niger, à laquelle contribuent actuellement quatorze États membres, a été lancée en août 2012 à Niamey. Il s'agit d'une mission européenne civile qui vise à aider à renforcer les capacités des forces de sécurité intérieure du Niger par la formation, le conseil stratégique et la livraison de matériel, afin qu'elles puissent entreprendre de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée. Le mandat d'EUCAP Sahel Niger consiste également à aider le Niger à mieux gérer et contrôler les flux migratoires et à lutter contre les trafiquants et les passeurs qui tirent profit de la situation désespérée des populations locales. Entre 2012 et 2018, la mission a formé plus de 13 000 membres des forces de sécurité. De plus, en 2018, la mission a livré des équipements pour un montant total de 4,9 millions d'euros. Pour garantir des résultats durables, les actions de la mission se sont concentrées sur:

- la gestion des contrôles aux frontières (formations sur la fraude documentaire, équipement des postes de contrôle aux frontières et création d'unités mobiles de contrôle aux frontières);
- la promotion de la justice et des droits de l'homme par la formation des principaux acteurs en matière de genre et de droits de l'homme, et;
- le développement des compétences techniques, notamment en matière de ressources humaines, de surveillance, de criminalistique, de lutte contre le trafic d'armes et de drogues.

Au-delà de l'aide apportée aux forces de sécurité intérieure du Niger, EUCAP Sahel Niger agit également au niveau régional en soutenant la création d'une composante police au sein des forces conjointes du G5 Sahel et contribue à la cellule de conseil et de coordination régionale (CCCR) en Mauritanie. La mission travaille en étroite collaboration avec les autres opérations de l'Union dans la région (ainsi qu'avec l'EUBAM Libye), avec Frontex (l'agence de l'Union pour la gestion des frontières européennes) et avec d'autres partenaires internationaux, notamment l'Organisation internationale pour les migrations, le HCR et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Elle entend promouvoir le rôle des femmes dans la sécurité en collaborant avec des associations de femmes et en soutenant leur participation à des activités visant à renforcer la confiance qui rassemblent la société civile et les acteurs du maintien de l'ordre public<sup>91</sup>.

EUCAP Sahel Mali est également une mission civile de l'Union qui a été lancée à Bamako en janvier 2015, à la demande des autorités maliennes. Son objectif est d'aider le gouvernement dans la mise en place de sa réforme dans le secteur de la sécurité et de permettre au gouvernement de reprendre le contrôle sur l'ensemble du territoire du pays. Les conflits interethniques et les activités religieuses extrémistes et criminelles ont souligné la nécessité de renforcer la capacité administrative du gouvernement et, plus généralement, la gestion du secteur de la sécurité, y compris les institutions garantes de l'État de droit (en particulier le pouvoir judiciaire). Plus spécifiquement, la mission forme des fonctionnaires et des experts de la gendarmerie et de la police. Elle œuvre au renforcement des capacités en matière de lutte contre le terrorisme et de criminalité organisée, ainsi que de gestion intégrée des frontières. Elle soutient le retour des forces maliennes

<sup>89</sup> [«EU admits to having trained Mali putschists»](#), *EUobserver*, 27 août 2020.

<sup>90</sup> Gros-Verheyde, N., [«Les missions européennes de la PSDC au Mali \(EUCAP Sahel et EUTM\) suspendent leur activité \(v2\)»](#), *Bruxelles2*, 25 août 2020.

<sup>91</sup> Service européen pour l'action extérieure, [EUCAP Sahel Niger: Un partenariat pour la sécurité au Sahel](#), Niamey, Niger, 2019.

dans les régions affaiblies du centre et du nord du pays. Elle veille à intégrer les notions de droits de l'homme et d'égalité des sexes à tous les cours et supports de formation. La mission coordonne son action avec les autres acteurs internationaux présents sur le terrain, notamment l'EUTM Mali et la composante police de la MINUSMA, et ouvre de plus en plus ses activités à la participation d'autres pays du G5 Sahel<sup>92</sup>. Quinze États membres de l'Union et trois partenaires non européens participent à cette mission, qui compte un effectif de près de 220 personnes: 140 Européens et 54 Maliens. Son budget pour l'année 2018 s'élevait à 28 millions d'euros et elle a récemment reçu 67 millions d'euros supplémentaires lors de la prolongation de son mandat jusqu'en janvier 2021<sup>93</sup>.

Face à la violence croissante au Mali et aux effets de contagion du conflit sur les pays voisins, et conformément à la stratégie de l'Union pour le Sahel et aux prérogatives de l'approche intégrée, le Conseil européen a validé la première phase de la régionalisation des missions PSDC au Sahel, le 20 juin 2017<sup>94</sup>. Cette première phase a donné lieu à l'établissement d'une cellule de coordination régionale (CCR) au sein de l'EUCAP Sahel Mali. Cette cellule comprenait un réseau d'experts en matière de sécurité intérieure (civile) et de défense (militaire), déployés au Mali mais aussi au sein des délégations de l'Union auprès d'autres pays du G5 Sahel. Face à l'augmentation de la violence au niveau régional, l'Union a fait le choix de s'appuyer sur les déploiements déjà présents sur le terrain au Mali et au Niger plutôt que de déployer de nouvelles missions<sup>95</sup>. Par conséquent, la CCR a été renommée «cellule de conseil et de coordination régionale» (CCCR) et a été renforcée. Sa structure de commandement et de contrôle a été transférée de Bamako (Mali) à Nouakchott (Mauritanie) et son réseau d'experts en matière de sécurité intérieure et de défense dans le domaine de la PSDC, intégré au sein des délégations de l'Union auprès de ces cinq pays, a été élargi et transféré à Nouakchott, où est également basé le secrétariat général du G5 Sahel. La CCCR vise à apporter un soutien, par des conseils stratégiques, aux structures et aux pays du G5 Sahel, en synergie avec des programmes financés par la Commission européenne et conformément à l'approche intégrée de l'action extérieure de l'Union. C'est la première fois que le personnel civil et militaire travaille sous l'égide de la même organisation, concrétisant l'approche intégrée de l'Union<sup>96</sup>.

<sup>92</sup> Service européen pour l'action extérieure, [Politique de sécurité et de défense commune: Mission civile EUCAP Sahel Mali](#), février 2019.

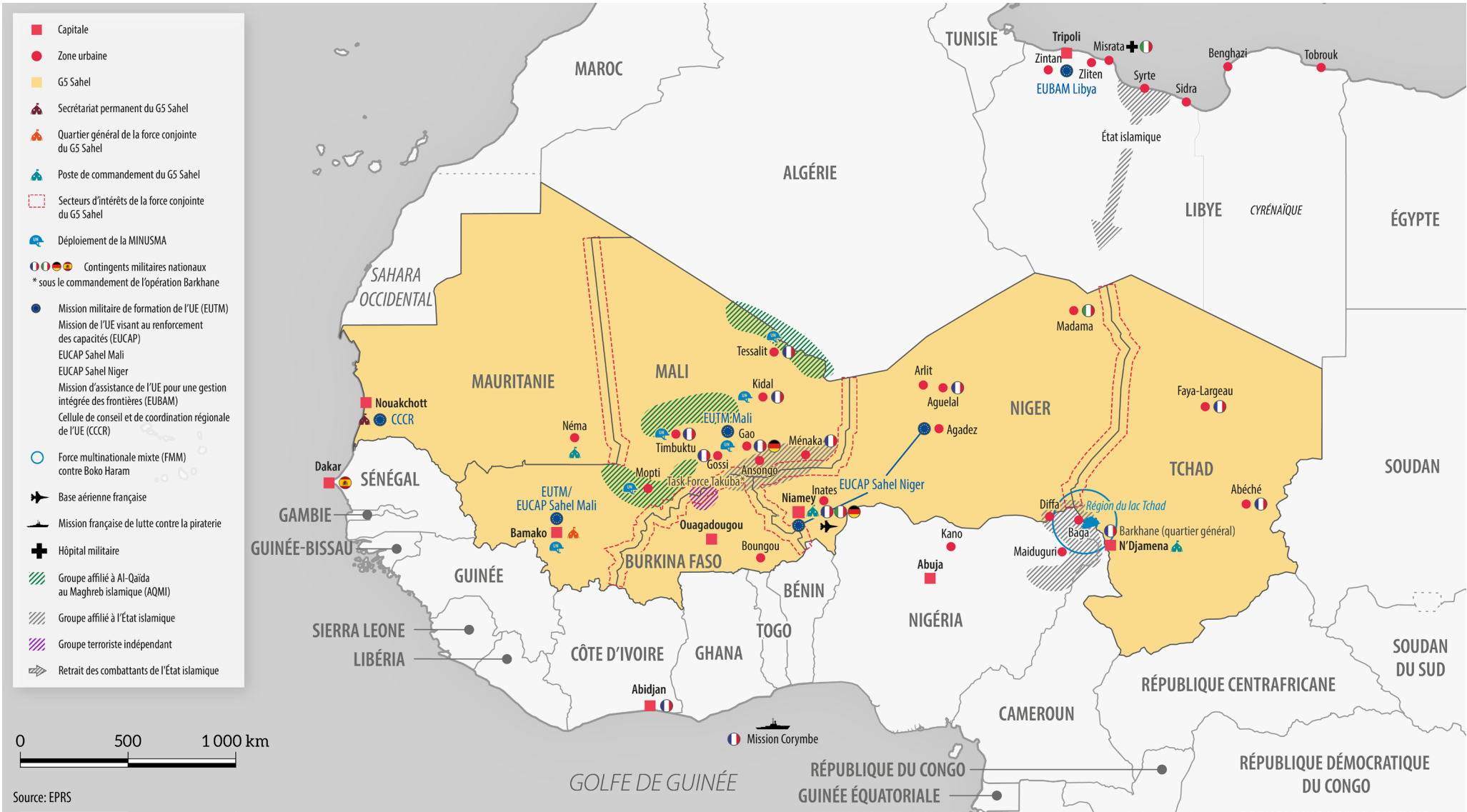
<sup>93</sup> Conseil de l'Union européenne, [EUCAP Sahel Mali: mission prolongée jusqu'au 14 janvier 2021, budget de 67 millions adopté](#), 21 février 2019.

<sup>94</sup> Conseil de l'Union européenne, [Sahel: l'UE adopte de nouvelles mesures pour renforcer son soutien à la sécurité dans la région](#), communiqué de presse, 18 février 2019.

<sup>95</sup> Serrano, P., Truth and dare: A personal reflection on 20 years of CSDP, dans Fiott, Daniel (ed.), [The CSDP in 2020: The EU's legacy and ambition in security and defence](#), Institut d'études de sécurité de l'Union, Paris, 2020, p. 32.

<sup>96</sup> SEAE, [Working for Human Security - News on the civilian CSDP missions / September 2019](#), 26 août 2018.

Illustration 3 - Les opérations européennes et internationales de soutien de la paix dans la région du Sahel, 2020



## 4.2. Une présence internationale de sécurité dense<sup>97</sup>

Du côté européen, un certain nombre d'États membres ont participé aux efforts visant à maîtriser la violence croissante au Sahel. L'illustration 3 montre la présence militaire des principaux États membres actifs dans la région. En tant qu'ancienne puissance coloniale dans la région, la France a joué un rôle moteur et précurseur dans l'engagement des pays occidentaux, plus particulièrement de l'Union dans la région du Sahel. La France a déployé ses premiers effectifs militaires dans la région du Sahel en 2013, avec l'opération Serval, remplacée en août 2014 par l'opération Barkhane, qui a été lancée à la suite de la résolution 2085 du CSNU de décembre 2012 et d'une demande officielle d'aide militaire française de la part du gouvernement intérimaire malien afin de lutter contre les combattants islamistes dans le nord du Mali. Le déploiement de l'opération Serval a coïncidé avec le lancement de l'EUTM Mali. Avec environ 5 100 soldats, l'opération Barkhane comprend la participation dans ses rangs d'autres États membres de l'Union, pouvant sembler surprenante: la République tchèque, le Danemark, l'Estonie et la Pologne. L'opération a pour mandat de mener des opérations de lutte contre le terrorisme dans toute la région et concentre son activité sur le Mali, le Niger et le Burkina Faso, pays touchés par l'insurrection, en travaillant aux côtés des troupes locales et des autres opérations internationales, notamment la force conjointe du G5 Sahel et la force de stabilisation des Nations unies (MINUSMA). Le quartier général de Barkhane se situe à N'Djamena, au Tchad. L'opération dispose de deux postes permanents à Gao et Niamey ainsi que de plusieurs présences temporaires/mobiles selon le lieu où les violences éclatent (les données de l'illustration 3 datent de juin 2020 et proviennent du ministère français des armées).

La «Task Force Takuba» nouvellement créée sera principalement composée de forces spéciales européennes et se déploiera dans la région de Liptako, au croisement des frontières de trois pays, le Mali, le Niger et le Burkina Faso, qui ont connu une flambée de violence. Opérant sous le commandement de Barkhane et donc basée à N'Djamena, au Tchad, cette force opérationnelle a été lancée à la demande des autorités maliennes et nigériennes<sup>98</sup>. Elle s'inscrit dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union dans la région du Sahel, selon laquelle le traitement des causes de la violence au Mali et dans la région du Sahel permettrait de créer les conditions nécessaires au développement, à l'amélioration de la gouvernance et au respect de l'État de droit, qui sont nécessaires pour parvenir à une paix durable<sup>99</sup>. Cette force opérationnelle fera donc partie du pilier de lutte contre le terrorisme de la Coalition pour le Sahel, le cadre de coordination plus large annoncé lors du sommet France-G5 Sahel qui s'est tenu en janvier 2020 à Pau, en France. Plus spécifiquement, Takuba aura pour objectif d'assister, de conseiller et d'accompagner les forces armées maliennes dans la lutte contre les groupes armés en facilitant les opérations conjointes et en améliorant l'échange de renseignements. Elle viendra soutenir les efforts de l'opération française Barkhane, de la force conjointe régionale du G5 Sahel, de la MINUSMA des Nations unies et des missions PSDC de l'Union dans la région. L'opération Takuba, sous commandement français et composée de 500 membres, devrait atteindre sa capacité opérationnelle initiale à l'été 2020 et sa pleine capacité opérationnelle début 2021. Les pays qui y participeront sont la Belgique, le

<sup>97</sup> Sources pour illustration 3: MINUSMA; ministère des armées français, juin 2020; Bagayoko, N., [«No simple solutions: The Sahel crisis requires a complex response»](#), The Africa Report, 5 juin 2020; Faleg G., Palleschi, C., [African Strategies: European and global approaches towards sub-Saharan Africa](#), Chaillot Paper 158, EU Institute for Security Studies, juin 2020; Lebovich, A. [Halting ambition: EU migration and security policy in the Sahel](#), European Council for Foreign Relations, 25 septembre 2018.

<sup>98</sup> République française, [Task Force Takuba: déclaration politique des gouvernements allemand, belge, britannique, danois, estonien, français, malien, néerlandais, nigérien, norvégien, portugais, suédois et tchèque](#), ministère des armées, 27 mars 2020.

<sup>99</sup> [«La France et ses alliés forment officiellement la force Takuba au Sahel»](#), *Le Figaro*, 27 mars 2020.



Danemark, l'Estonie, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède, ainsi que deux pays non membres de l'Union, à savoir la Norvège et le Royaume-Uni<sup>100</sup>.

En outre, le parlement italien a approuvé en janvier 2018 la mission bilatérale de soutien à la République du Niger (MISIN) et l'Espagne continue de soutenir la France dans le cadre de l'opération Barkhane avec la présence de deux détachements militaires au Sénégal (le *Destacamento Marfil*) et au Gabon (le *Destacamento Mamba*), qui effectuent des vols aériens stratégiques en soutien aux efforts des troupes françaises<sup>101</sup>. La France prend également part de manière plus active à la sécurité maritime au moyen de l'opération Corymbe, qui comprend des installations militaires en Côte d'Ivoire et au Gabon, dont les effectifs s'élèvent respectivement à 900 et 350 personnes. Par ailleurs, le Portugal et l'Espagne sont également présents dans la région et apportent une coopération en matière de défense maritime<sup>102</sup>.

Du côté des pays du Sahel, le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger ont créé en 2014 le G5 Sahel, pour apporter une réponse collective à la situation sécuritaire. Ce cadre de coopération intergouvernementale vise à coordonner les politiques de sécurité et de développement de ses États membres. En 2017, pour lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée dans la région, les pays du G5 Sahel ont mis en place leur propre force de sécurité régionale, la force conjointe du G5 Sahel, qui compte 5 000 soldats. Cette force a été autorisée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en avril 2017 et soutenue par la résolution 2359 du CSNU. L'Union a soutenu sans réserve cette initiative africaine, y compris financièrement. Elle a versé une contribution initiale de 50 millions d'euros lors du premier déploiement de la force conjointe. En février 2018, l'Union européenne, les Nations unies, l'Union africaine et les pays du G5 Sahel ont coprésidé la «conférence internationale sur le Sahel», organisée à Bruxelles. La conférence a permis de rassembler un soutien politique pour la région du Sahel, de mobiliser un montant de 414 millions d'euros en soutien à la force conjointe du G5 Sahel et de renforcer la coordination des efforts en matière de développement durable dans la région. En 2019, les contributions financières de l'Union à la force conjointe du G5 Sahel s'élevaient à 100 millions d'euros, afin de soutenir ses activités visant à améliorer les conditions de sécurité dans la région. De fait, l'Union et ses États membres ont contribué pour moitié au soutien international de la force conjointe<sup>103</sup>. Le financement de l'Union est assuré par la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique (APF) et vise à livrer des équipements non létaux. L'APF peut donc par exemple couvrir les indemnités versées aux troupes, les salaires des civils, les coûts liés à la logistique, au transport, aux soins médicaux et à la communication, mais ne peut en aucun cas financer des équipements militaires, des armes, des munitions ou des formations militaires. Elle finance également les services et les infrastructures, la mise en place d'un cadre de conformité pour le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international dans les

<sup>100</sup> «Onze pays européens soutiennent la création de la mission de conseil et d'assistance Takuba au Sahel», *Agence Europe*, 30 mars 2020; Gouvernement suédois, [Task Force Takuba: Launching Ministerial Meeting, Joint Press Statement](#) (Task Force Takuba: lancement de la réunion des ministres, déclaration conjointe pour la presse), 2020.

<sup>101</sup> Concernant les intérêts des États membres de l'Union en Afrique, voir Faleg, G., Palleschi, C., [African Strategies: European and global approaches towards sub-Saharan Africa](#) (Stratégies africaines: les approches mondiale et européenne en faveur des pays d'Afrique subsaharienne), Chaillot Papier 158, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, juin 2020.

<sup>102</sup> Chanda, T., [Foreign armies in Africa: towards a strategic competition](#) (Armées étrangères en Afrique: vers une compétition stratégique), *RFI*, 12 avril 2019.

<sup>103</sup> Service européen pour l'action extérieure, [EUCAP Sahel Niger: Un partenariat pour la sécurité au Sahel](#), Niamey, Niger, 2019.



opérations de la force, ainsi que le soutien aux structures de gouvernance du G5 Sahel dans le domaine de la défense et de la sécurité<sup>104</sup>.

L'Union a soutenu la force multinationale mixte (FMM) en finançant la lutte contre la criminalité transnationale dans la région du lac Tchad, située entre le Nigeria, le Tchad et le Niger, bien que le Tchad se soit retiré de cette initiative régionale en avril 2020. Créée en 1998, la FMM est mandatée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et dirigée par la Commission du bassin du lac Tchad. Elle compte environ 10 000 membres en uniforme et son siège est situé à N'Djamena, au Tchad. Les troupes sont affrétées par le Cameroun, le Tchad, le Niger, le Nigeria et le Bénin<sup>105</sup>.

Les Nations unies ont grandement permis de légitimer l'action internationale grâce au rôle de mandat du CSNU. Elles ont également joué un rôle important dans les situations comportant une multitude de programmes politiques et dont l'importance a évolué au fil du temps. Mise en place en avril 2013, la MINUSMA – mission de maintien de la paix de l'organisation internationale – compte plus de 15 600 soldats et policiers. Elle comprend des forces de 17 États membres de l'UE (Autriche, Belgique, Danemark, Estonie, Allemagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Espagne et Suède). Initialement déployée pour maintenir la paix dans les régions du nord du Mali, ses opérations se sont étendues à Mopti et ailleurs dans le centre du Mali à mesure que l'insécurité a grandi dans ces régions. La mission des Nations unies est également la garante des accords d'Alger, accord de paix pour le Mali signé en 2015. Son travail se concentre sur la protection des civils, la protection des droits de l'homme, la création de conditions propices à l'aide humanitaire et au retour des personnes déplacées, le soutien au rétablissement de l'autorité nationale malienne sur l'ensemble de son territoire ainsi que la préparation d'élections libres, ouvertes et pacifiques<sup>106</sup>.

---

<sup>104</sup> Commission européenne, [African Peace Facility](#) (Facilité de paix pour l'Afrique), direction générale pour la coopération internationale et le développement, 16 août 2020.

<sup>105</sup> Commission européenne, [Force multinationale mixte \(FMM\) de lutte contre Boko Haram](#), 11 avril 2019.

<sup>106</sup> Voir site officiel de [MINUSMA](#).

## 5. Surveillance par le Parlement de l'action de l'Union dans les conflits du Sahel

Comme le montre la présente étude, le Conseil européen et la Commission européenne/le SEAE se sont principalement préoccupés des menaces relatives à la sécurité et aux migrations. Le Parlement européen, quant à lui, semble avoir une vision plus équilibrée de l'action de l'Union au Sahel et aborde de manière plus globale les difficultés auxquelles la région et ses pays sont confrontés. Le discours de son président, M. Antonio Tajani, en 2017 à Bruxelles à l'occasion de la rencontre avec le Premier ministre malien, M. Abdoulaye Idrissa Maiga, alors que la violence dans la région était à son paroxysme, est la preuve de son soutien à une approche plus holistique: «Nous devons approfondir notre partenariat et notre coopération avec le continent africain sur de nombreux sujets tels que le développement durable, la jeunesse et l'emploi, la lutte contre le changement climatique, la paix et la sécurité, la migration et les droits de l'homme.»<sup>107</sup> Le présent chapitre vise à démontrer ce qui vient d'être avancé par un examen de l'évolution de la position du Parlement sur les conflits au Sahel depuis 2009. Y sont également analysés, sur la base des informations disponibles, les questions écrites les plus pertinentes des députés à la Commission européenne, le travail effectué par les commissions parlementaires concernées, les questions orales posées par les députés à d'autres institutions de l'Union ainsi que les visites des délégations et des commissions dans la région<sup>108</sup>.

Au fil des années, les résolutions du Parlement sur les conflits dans la région du Sahel se sont multipliées et se sont de plus en plus concentrées sur l'instabilité politique, les préoccupations croissantes en matière de sécurité ainsi que l'augmentation du terrorisme et de la criminalité dans la région du Sahel. Ce changement est une conséquence logique de l'aggravation des conditions dans la région du Sahel puis de l'engagement civil et militaire de l'Union ainsi que de ses États membres dans la région. Face à une telle situation, le Parlement a vivement soutenu l'approche globale de l'Union à l'égard de la région ainsi que les positions de la Commission européenne et du SEAE. Toutefois, contrairement à ces deux institutions européennes, le Parlement a également adopté une position ferme sur de multiples cas de violations des droits de l'homme, en appelant, la plupart du temps, soit au respect des droits de l'homme, soit à la condamnation des violations des droits de l'homme perpétrées par les gouvernements nationaux de la région, les groupes islamistes ou d'autres groupes armés.

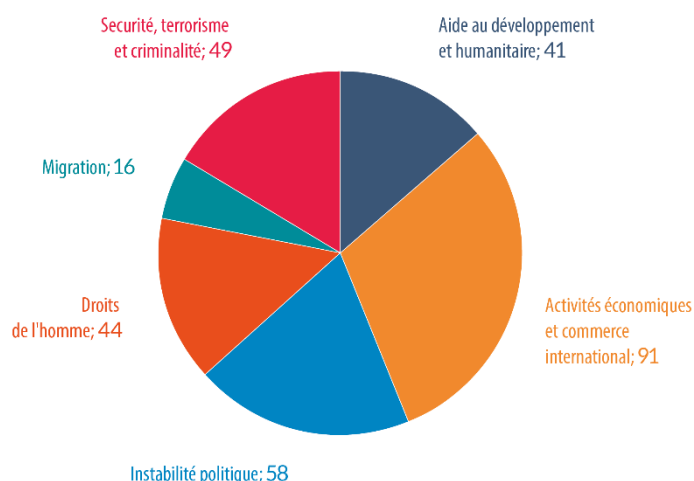
Bien qu'il ne s'agisse pas de la position officielle du Parlement, l'analyse des quelque 300 questions écrites pertinentes posées par les députés entre janvier 2009 et avril 2020 sur la crise du Sahel témoigne de la diversité et de la richesse des préoccupations au Parlement. L'illustration 4 montre que la majorité des questions portaient essentiellement sur le commerce international et l'économie, et plus particulièrement sur l'agriculture et la pêche dans le cadre de l'accord de l'Union avec la Mauritanie. L'instabilité politique dans la région du Sahel, ainsi que certaines questions sécuritaires (notamment le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la performance des opérations de soutien de la paix de l'Union dans la région) ont également suscité l'inquiétude des députés, lesquels se sont presque tout autant souciés des violations des droits de l'homme dans la région du Sahel ainsi que de la mise en œuvre et de l'utilisation des fonds destinés à l'aide humanitaire et au développement. D'aucuns seront peut-être surpris de constater, étant donné l'importance accordée à ce sujet dans les médias et les discours politiques au niveau des États

<sup>107</sup> Parlement européen, [Déclaration suite à la rencontre avec le Premier ministre de la République du Mali](#), 12 octobre 2017.

<sup>108</sup> Pour plus de détails sur la méthode utilisée dans cette partie de l'étude, veuillez vous référer au chapitre 1.4.

membres, que le thème des flux migratoires en provenance et à destination de la région du Sahel est celui qui a suscité le moins de questions de la part des députés.<sup>109</sup> Dans l'ensemble, si une activité parlementaire importante a bel et bien été constatée dans la région du Sahel, en particulier depuis le début de l'escalade de la violence, le Parlement n'a pour autant pas été un précurseur de l'action de l'Union comme il l'avait été pour d'autres conflits (par exemple, la Colombie, qui avait fait l'objet d'une étude de l'EPRS pour le Forum Normandie pour la paix de 2019)<sup>110</sup>.

Illustration 4 - Nombre de questions écrites des députés, par thème, 2009-avril 2020



Source: réalisé par l'auteure; collecte et analyse des données réalisées par Arto Väisänen, EPRS.

## 5.1. Position du Parlement européen

Depuis la stratégie globale de l'Union de 2016 (également appelée «approche intégrée»<sup>111</sup>), le Parlement a toujours soutenu dans ses résolutions<sup>112</sup> la mise en œuvre de l'approche globale pour la stabilisation de la région du Sahel. Il a ainsi appelé à harmoniser ses outils en matière de sécurité, de diplomatie et de développement pour rétablir la paix dans la région. En juin 2012, pour faire suite

<sup>109</sup> Caveat: Étant donné que seuls les titres dans lesquels figuraient le nom de l'un des pays sahéliens ou le nom de la région du Sahel ont été retenus dans la recherche de questions écrites pertinentes, les questions portant sur le Fonds fiduciaire de l'Union pour l'Afrique, susceptibles d'avoir un lien avec le thème des migrations, n'ont pas été prises en compte. Le nombre de questions sur les migrations pourrait donc avoir été sous-estimé.

<sup>110</sup> Ioannides, I., *Paix et sécurité en 2019: Évaluation des efforts déployés par l'Union européenne pour soutenir la paix en Colombie*, PE 631.746, EPRS, Parlement européen, mai 2019.

<sup>111</sup> Service européen pour l'action extérieure, *Vision partagée, action commune: une Europe plus forte. Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne*, juin 2016.

<sup>112</sup> Résolution du Parlement européen du 14 juin 2012 sur la situation des droits de l'homme et de la sécurité dans la région du Sahel (2012/2680(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0263](#); Résolution du Parlement européen du 3 avril 2014 sur l'approche globale de l'Union et la cohérence de l'action extérieure de l'Union (2013/2146(INI)), [P7\\_TA\(2014\)0286](#); Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur le rapport 2015 de l'Union sur la cohérence des politiques pour le développement (2015/2317(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0246](#); Résolution du Parlement européen du 19 décembre 2019 sur les violations des droits de l'homme, y compris de la liberté de religion, au Burkina Faso (2019/2980(RSP)), [P9\\_TA-PROV\(2019\)0106](#); Résolution du Parlement européen du 13 juin 2013 sur la reconstruction et la démocratisation du Mali (2013/2587(RSP)), [P7\\_TA\(2013\)0281](#).

à la stratégie de 2011 de l'Union pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel, et face à la nécessité de veiller à la mise en œuvre de l'approche intégrée dans cette région, le Parlement a adopté une résolution sur «la situation des droits de l'homme et de la sécurité dans la région du Sahel», dans laquelle il a invité la Commission européenne et le SEAE, qui venait tout juste d'être créé, à mettre en œuvre cette stratégie tout en adoptant «comme principe prioritaire, l'établissement d'un lien entre la sécurité et les besoins de développement». Par cette résolution, le Parlement a encouragé la coordination entre l'aide au développement et les préoccupations en matière de stabilité politique et de droits de l'homme<sup>113</sup>. Dans sa résolution de juin 2016 sur les opérations de soutien de la paix, il est allé encore plus loin en soulignant la nécessité d'une stratégie à long terme pour la région et a fait apparaître clairement l'interdépendance des difficultés de la région du Sahel: «le climat sécuritaire en Afrique, notamment, a changé de façon spectaculaire au cours de la dernière décennie en raison de l'émergence de groupes de terroristes et d'insurgés en Somalie, au Nigeria et dans la région sahélo-saharienne et du fait que les opérations de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme sont passées de l'exception à la norme dans bon nombre de régions; (...) le nombre d'États fragiles et d'espaces non gouvernés va croissant et que de nombreuses personnes plongées dans des zones de non-droit sont en proie à la pauvreté, à la corruption et à la violence; (...) la porosité des frontières à l'intérieur du continent contribue à alimenter les violences, à réduire la sécurité et à ouvrir la porte aux activités criminelles»<sup>114</sup>.

Le Parlement a également exhorté à tenir compte des conséquences de la dégradation de l'environnement et du changement climatique lors de la mise en œuvre des programmes de développement dans la région du Sahel afin de protéger la production alimentaire et l'agriculture<sup>115</sup>. Ainsi, dès sa résolution de juin 2012, il a fait de la sécurité alimentaire l'un des objectifs clés de l'Union dans la région, conformément à «l'engagement du Conseil à contribuer au développement d'une région pacifique, stable, où l'autosuffisance alimentaire est assurée»<sup>116</sup>. De fait, dans sa résolution de décembre 2013, alors qu'il faisait référence à la crise alimentaire de 2012 au Sahel, le Parlement a souligné les limites de l'aide humanitaire, en affirmant qu'elle ne pouvait à elle seule briser le cycle de la faim et de la malnutrition chroniques ni changer ses causes profondes. L'institution a également mis en exergue, une fois de plus, le lien entre le développement, la sécurité et les migrations, en insistant sur «l'importance de s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire persistante que connaissent ces régions, à savoir le peu d'accès à des services de base et à une éducation appropriés, l'extrême pauvreté, le manque de soutien à l'agriculture à petite échelle et à l'élevage, les problèmes d'accès aux terres, la détérioration de l'environnement, la croissance démographique rapide, les défaillances du marché, le recul de la production alimentaire par habitant et la mauvaise gouvernance»<sup>117</sup>. De même, dans sa résolution d'avril 2017 sur la gestion des flux de réfugiés et de migrants, le Parlement a considéré que les catastrophes naturelles et la pauvreté qui en découlait comptaient parmi les facteurs à l'origine des flux migratoires (vers

<sup>113</sup> Résolution du Parlement européen du 14 juin 2012 sur la situation des droits de l'homme et de la sécurité dans la région du Sahel (2012/2680(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0263](#), p. 5.

<sup>114</sup> Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur les opérations de soutien de la paix – engagement de l'Union européenne vis-à-vis des Nations unies et de l'Union africaine (2015/2275(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0249](#), p. 3.

<sup>115</sup> Résolution du Parlement européen du 14 juin 2012 sur les droits de l'homme et la situation sur le plan de la sécurité dans la région du Sahel (2012/2680(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0263](#).

<sup>116</sup> Résolution du Parlement européen du 14 juin 2012 sur les droits de l'homme et la situation sur le plan de la sécurité dans la région du Sahel (2012/2680(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0263](#), p. 5; Résolution du Parlement européen du 11 décembre 2013 sur l'approche de l'UE sur la résilience et la réduction des risques de catastrophes dans les pays en développement: tirer les leçons des crises de sécurité alimentaire (2013/2110(INI)), [P7\\_TA\(2013\)0578](#).

<sup>117</sup> Résolution du Parlement européen du 11 décembre 2013 sur l'approche de l'UE sur la résilience et la réduction des risques de catastrophes dans les pays en développement: tirer les leçons des crises de sécurité alimentaire (2013/2110(INI)), [P7\\_TA\(2013\)0578](#), p. 7.

l'Union). Il a également appelé à renforcer la coopération entre la prévention et la gestion des conflits, tout en s'attaquant aux causes profondes du conflit. Conformément à la résolution de décembre 2013, le Parlement a supposé que ces mesures favoriseraient en retour la résilience et offrirait des perspectives économiques dans les pays bénéficiaires<sup>118</sup>.

Bien que soutenant fermement l'approche globale, le Parlement a critiqué sa mise en œuvre inefficace dans le Sahel durant les premières années. Dans sa résolution de juin 2012, il a fait remarquer que «la stratégie de l'Union européenne pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel, tout en produisant des résultats positifs, [devait] apporter une réponse au risque de la fragmentation, et améliorer la synchronisation des actions menées par l'Union dans le cadre de différents instruments de réponse aux problèmes du Sahel»<sup>119</sup>. De même, dans sa résolution d'avril 2014, le Parlement a regretté que «même lorsqu'une stratégie [était] définie, l'Union ne [parvenait] souvent pas à la mettre en œuvre et se [trouvait], au contraire, contrainte d'agir dans l'urgence et au coup par coup»<sup>120</sup>. Toutefois, dans sa résolution de juin 2016 sur le rapport 2015 de l'Union sur la cohérence des politiques pour le développement, le Parlement a vanté les mérites de la stratégie pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel et du plan d'action régional en faveur du Sahel pour la période 2015-2020, affirmant qu'ils constituaient «de bons exemples de mise en œuvre réussie de l'approche globale de l'Union, qui combinent efficacement des réponses en matière de sécurité, de développement et de gouvernance»<sup>121</sup>.

Le Parlement a souligné l'aggravation de la situation politique au Mali pour la première fois en avril 2012, dans une résolution adoptée en réponse à l'escalade rapide de la crise dans le pays, induite par le renforcement du pouvoir des groupes touareg et d'autres groupes rebelles dans les régions du Nord du pays et par le coup d'État militaire qui s'en est suivi à Bamako<sup>122</sup>. Dans cette résolution, le Parlement a lancé de multiples appels à la restauration des «institutions civiles» et à la prise de mesures de désescalade (par exemple, la libération des prisonniers capturés lors du coup d'État et la cessation des hostilités). Il a plaidé pour une solution négociée pour sortir de la crise, affirmant qu'il «n'y [avait] pas de solution militaire au conflit». Il a par ailleurs condamné les actes de violence à l'encontre des populations civiles et la violence des groupes armés. Enfin, il a souligné les inégalités dans le pays et la nécessité de respecter les droits de l'homme tout en soutenant le développement durable et équitable avec des institutions publiques fortes<sup>123</sup>. Pour appuyer ces efforts, le Parlement a explicitement demandé à l'Organisation des Nations unies d'envisager d'approuver le déploiement d'une mission PSDC en vue d'aider à gérer les frontières et d'offrir un soutien logistique à l'armée malienne. Deux mois plus tard, il a également appelé les acteurs locaux et régionaux, tels que la CEDEAO et l'Union africaine, à mettre en œuvre des mesures de sécurité sur

<sup>118</sup> Résolution du Parlement européen du 5 avril 2017 sur la gestion des flux de réfugiés et de migrants: le rôle de l'action extérieure de l'Union (2015/2342(INI)), [P8\\_TA\(2017\)0124](#).

<sup>119</sup> Résolution du Parlement européen du 14 juin 2012 sur la situation des droits de l'homme et de la sécurité dans la région du Sahel (2012/2680(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0263](#), p. 5.

<sup>120</sup> Résolution du Parlement européen du 3 avril 2014 sur l'approche globale de l'Union et ses répercussions sur la cohérence de l'action extérieure de l'Union (2013/2146(INI)), [P7\\_TA\(2014\)0286](#), p. 8.

<sup>121</sup> Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur le rapport 2015 de l'Union sur la cohérence des politiques pour le développement (2015/2317(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0246](#).

<sup>122</sup> Résolution du Parlement européen du 20 avril 2012 sur la situation au Mali (2012/2603(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0141](#).

<sup>123</sup> Résolution du Parlement européen du 20 avril 2012 sur la situation au Mali (2012/2603(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0141](#), p. 4.

le terrain<sup>124</sup>. En juin 2016, il a de nouveau rappelé qu'il était important de travailler avec les partenaires régionaux<sup>125</sup>.

Dans sa résolution de juin 2013 sur la reconstruction du Mali<sup>126</sup>, le Parlement a souligné qu'il était nécessaire de compléter l'aide au développement par d'autres mesures, telles que des réformes liées à la sécurité et à la bonne gouvernance. Il a appelé à adopter une stratégie fondée sur le développement (parallèlement aux efforts de maintien de l'ordre) pour réduire les facteurs qui poussent les populations locales, en particulier les jeunes, à rejoindre les groupes criminels et terroristes. Dans ses résolutions relatives au Sahel, le Parlement a toujours soutenu cette double approche de la criminalité et du terrorisme<sup>127</sup>. Face à l'inquiétude croissante concernant l'aide au développement mise à disposition, dont les montants sont considérés comme limités, le Parlement a salué les contributions d'AGIR (dirigée par l'Union) au Sahel, qui constituent une aide au développement supplémentaire. Dans un tel contexte, il a également invité «la Commission et les États membres à continuer de renforcer les liens entre l'aide humanitaire, la coopération au développement et la résilience aux catastrophes, afin de permettre une réaction plus souple et plus efficace aux besoins croissants dans ces domaines»<sup>128</sup>. Dans son rapport de juin 2016 sur les opérations de soutien de la paix, le Parlement a salué le «fait que le nouveau programme d'action de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique [remédiait] aux carences et [mettait] davantage l'accent sur les stratégies de sortie, un meilleur partage des charges avec les pays africains, un appui plus ciblé et l'amélioration des procédures de prise de décision»<sup>129</sup>. Bien que le Parlement n'ait pas adopté récemment de résolutions spécifiques sur l'aide au développement au Sahel, en 2017, les députés ont continué à souligner la nécessité d'associer l'aide au développement à d'autres réponses dans la région.

Au fil des ans, les priorités du Parlement pour rétablir la stabilité politique dans la région ont évolué. Dans sa résolution de 2013 sur «la reconstruction et la démocratisation du Mali»<sup>130</sup>, il a souligné la nécessité de renforcer les capacités de l'État malien, notamment par la promotion du respect des droits de l'homme et le renforcement de l'état de droit. Toutefois, dans ses résolutions concernant le rapport de 2015 sur «la cohérence des politiques pour le développement» et le «mandat pour le trilogue budgétaire», il a accordé davantage d'importance à la question des migrations<sup>131</sup>. En 2018, dans une «résolution sur le mandat pour le trilogue relatif au projet de budget 2019», il a «[estimé] que garantir la sécurité de ses citoyens et relever les défis de la migration et des réfugiés [restaient]

<sup>124</sup> Résolution du Parlement européen du 14 juin 2012 sur les droits de l'homme et la situation sur le plan de la sécurité dans la région du Sahel (2012/2680(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0263](#).

<sup>125</sup> Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur les opérations de soutien de la paix – engagement de l'Union européenne vis-à-vis des Nations unies et de l'Union africaine (2015/2275(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0249](#).

<sup>126</sup> Résolution du Parlement européen du 13 juin 2013 sur la reconstruction et la démocratisation du Mali (2013/2587(RSP)), [P7\\_TA\(2013\)0281](#).

<sup>127</sup> Résolution du Parlement européen du 14 juin 2012 sur la situation des droits de l'homme et de la sécurité dans la région du Sahel (2012/2680(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0263](#); Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur le rapport 2015 de l'Union sur la cohérence des politiques pour le développement (2015/2317(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0246](#).

<sup>128</sup> Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur le rapport 2015 de l'Union sur la cohérence des politiques pour le développement (2015/2317(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0246](#), p. 10.

<sup>129</sup> Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur les opérations de soutien de la paix – engagement de l'Union européenne vis-à-vis des Nations unies et de l'Union africaine (2015/2275(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0249](#), p. 6.

<sup>130</sup> Résolution du Parlement européen du 13 juin 2013 sur la reconstruction et la démocratisation du Mali (2013/2587(RSP)), [P7\\_TA\(2013\)0281](#).

<sup>131</sup> Résolution du Parlement européen du 5 juillet 2018 sur le mandat pour le trilogue relatif au projet de budget 2019 (2018/2024(BUD)), [P8\\_TA\(2018\)0311](#); Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur le rapport 2015 de l'Union sur la cohérence des politiques pour le développement (2015/2317(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0246](#).



deux des grandes priorités de l'Union en 2019»<sup>132</sup>. C'est pourquoi il a également «estimé qu'il [était] capital que le niveau des dépenses dans ces domaines reste adapté à la satisfaction des besoins qui découlent de la crise des migrations et des réfugiés sur le continent africain, notamment dans le Sahel [...]»<sup>133</sup>. De même, dans sa résolution d'avril 2017 sur la gestion des flux de réfugiés et de migrants, le Parlement a jugé que la région du Sahel constituait une zone de préoccupation importante en tant que source de migrants vers l'Europe. Il a considéré que la crise alimentaire et nutritionnelle, l'augmentation de la violence et des conflits ainsi que l'absence de services de base constituaient les principaux moteurs des migrations en provenance du Sahel<sup>134</sup>.

Bien qu'il ne se soit jamais rendu dans la région du Sahel, le président du Parlement Jerzy Buzek était en Libye le 29 octobre 2011 pour discuter, dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée, de la menace islamiste émergente dans la région et des migrations vers l'Union<sup>135</sup>. La nécessité d'accroître les ressources pour contrôler les flux migratoires vers le Niger et le Sahel a également été soulevée, en juillet 2018, par le président du Parlement Antonio Tajani, à la fin de sa visite officielle à Niamey, au Niger, où il avait conduit une mission d'entrepreneurs, de chercheurs et de représentants d'organisations internationales. M. Tajani a en outre visité un centre d'accueil du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés pour les personnes évacuées au Niger depuis le centre de la Libye. À cette occasion, il a exprimé sa volonté de renforcer les mesures de «lutte contre les trafiquants qui commettent des actes de violence et de torture effarants à l'encontre d'hommes, de femmes et d'enfants»<sup>136</sup>. Cette évolution s'inscrit, à bien des égards, dans le droit fil du discours de la Commission européenne sur la région du Sahel et est conforme aux préoccupations des États membres en matière de gestion des migrations et de flux au sein de l'Union, en particulier à la suite de la «crise migratoire» de 2015.

Le Parlement a mis l'accent sur les droits de l'homme dès ses résolutions de juin 2012, établies en réponse à la stratégie du Sahel de 2011, et sa résolution d'avril 2012 sur la crise au Mali. Il a appelé l'Union à veiller, dans le cadre de l'action européenne dans la région, au respect de cet élément au cœur de ses valeurs. Le Parlement a en outre condamné les institutions de l'État malien, en particulier l'armée, pour les violations des droits de l'homme perpétrées lors du coup d'État de 2012 et lors des récentes opérations dans le pays<sup>137</sup>. Au lendemain de la crise migratoire de 2015, il a réitéré son appel en faveur du respect des droits de l'homme (par exemple, dans sa résolution d'avril 2017 sur la gestion des flux de réfugiés et de migrants)<sup>138</sup>. Plus récemment, dans sa résolution

<sup>132</sup> Résolution du Parlement européen du 5 juillet 2018 sur le mandat pour le trilogue relatif au projet de budget 2019 (2018/2024(BUD)), [P8\\_TA\(2018\)0311](#), p. 4.

<sup>133</sup> Résolution du Parlement européen du 5 juillet 2018 sur le mandat pour le trilogue relatif au projet de budget 2019 (2018/2024(BUD)), [P8\\_TA\(2018\)0311](#).

<sup>134</sup> Résolution du Parlement européen du 5 avril 2017 sur la gestion des flux de réfugiés et de migrants: le rôle de l'action extérieure de l'Union (2015/2342(INI)), [P8\\_TA\(2017\)0124](#); Résolution du Parlement européen du 3 avril 2014 sur l'approche globale de l'Union et ses répercussions sur la cohérence de l'action extérieure de l'Union (2013/2146(INI)), [P7\\_TA\(2014\)0286](#).

<sup>135</sup> [Mediterranean Review](#), 1<sup>er</sup> novembre 2011, p. 2.

<sup>136</sup> Parlement européen, [Le Président du Parlement européen Antonio Tajani conclut sa mission au Niger: davantage de ressources et d'investissements de l'UE sont nécessaires pour soutenir le contrôle des flux migratoires au Niger et au Sahel](#), Niamey, 18 juillet 2018.

<sup>137</sup> Résolution du Parlement européen du 14 juin 2012 sur la situation des droits de l'homme et de la sécurité dans la région du Sahel (2012/2680(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0263](#); Résolution du Parlement européen du 20 avril 2012 sur la situation au Mali (2012/2603(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0141](#); Résolution du Parlement européen du 15 janvier 2020 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune – rapport annuel (2019/2135(INI)), [P9\\_TA-PROV\(2020\)0009](#).

<sup>138</sup> Résolution du Parlement européen du 5 avril 2017 sur la gestion des flux de réfugiés et de migrants: le rôle de l'action extérieure de l'Union (2015/2342(INI)), [P8\\_TA\(2017\)0124](#).



de décembre 2019 sur le Burkina Faso, il a invité le gouvernement burkinabè à enquêter sur les cas de violations des droits de l'homme et à respecter l'état de droit. Il a également demandé au SEAE d'engager un dialogue et d'entreprendre un travail de médiation dans le pays, tout en respectant les droits de l'homme dans ses activités au Burkina Faso. De même, en Mauritanie, le Parlement a condamné le recours à la force violente par le gouvernement contre les manifestants ainsi que les violations des droits de l'homme commises par les autorités<sup>139</sup>. Dans sa résolution de mars 2019 concernant la décharge sur le Fonds européen de développement, le Parlement a affirmé que les projets du FFUE pour l'Afrique devaient intégrer les droits de l'homme au cœur de la programmation. Enfin, il a souligné qu'au vu des conclusions de la Cour des comptes sur la mise en œuvre du FFUE pour l'Afrique, la valeur ajoutée de ce dernier était très contestable<sup>140</sup>.

En parallèle, le Parlement a examiné de près les efforts de paix et de sécurité entrepris par l'Union au Sahel et a contrôlé la performance des missions PSDC dans la région. Il s'est inquiété dès sa résolution de novembre 2012 sur la mise en œuvre de la PSDC de la situation politique générale dans la région du Sahel. Il a «[regretté] [...] que l'Union ne tire pas pleinement profit des instruments militaires de la PSDC, alors que plusieurs crises auraient pu justifier une intervention de la PSDC, notamment celles en Libye<sup>141</sup> et au Mali»<sup>142</sup>. Par conséquent, il a appelé «la haute représentante/vice-présidente et le Conseil à mettre rapidement et intégralement en œuvre la stratégie de l'Union pour le Sahel [...] et à déployer les efforts appropriés sur le plan sécuritaire, le cas échéant en ayant recours à des missions PSDC, pour aider les États de la région à renforcer leurs capacités dans la lutte contre la criminalité organisée transfrontalière et les groupes terroristes»<sup>143</sup>. Il a également salué le lancement de la mission de l'Union visant au renforcement des capacités (EUCAP) «Sahel Niger» et l'adoption par les Nations unies de la résolution 2071 sur le Mali.

Dès 2012, le Parlement avait appelé à un renforcement de la coopération régionale entre les pays du Sahel, tout en faisant remarquer la nécessité de la mise en place d'une mission PSDC pour renforcer les capacités de lutte contre la criminalité transfrontalière. Dans sa résolution de 2012 sur le rapport annuel relatif à la PSDC, il a appelé les organisations régionales et internationales, au nombre desquelles l'Union européenne, à apporter «de manière coordonnée aux forces armées et aux forces de sécurité maliennes leur concours et leur savoir-faire, ainsi que leur appui en matière de formation et de renforcement des capacités, dans le but de rétablir l'autorité de l'État»<sup>144</sup>. Pour faire face à l'augmentation de la violence dans la région, le Parlement a salué l'idée de missions PSDC

<sup>139</sup> Résolution du Parlement européen du 19 décembre 2019 sur les violations des droits de l'homme, y compris de la liberté de religion, au Burkina Faso (2019/2980(RSP)), [P9\\_TA-PROV\(2019\)0106](#); Résolution du Parlement européen du 5 avril 2017 sur la gestion des flux de réfugiés et de migrants: le rôle de l'action extérieure de l'Union (2015/2342(INI)), [P8\\_TA\(2017\)0124](#); Résolution du Parlement européen du 18 décembre 2014 sur la Mauritanie, et en particulier le cas de Biram Dah Abeid (2014/2999(RSP)), [P8\\_TA\(2014\)0107](#).

<sup>140</sup> Décharge 2017 du Parlement européen: budget général de l'Union européenne – 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> FED, [P8\\_TA\(2019\)0244](#), 26 mars 2019.

<sup>141</sup> La mission PSDC de l'Union en Libye (ou l'EUBAM Libye) a été lancée en 2013 et a été prolongée à de multiples reprises. Son objectif à court terme est de soutenir les capacités des autorités libyennes afin que celles-ci puissent assurer de nouveau la sécurité dans le pays et à l'intérieur des frontières maritimes et aériennes. À long terme, la mission vise à développer une stratégie plus large de gestion intégrée des frontières.

<sup>142</sup> Résolution du Parlement européen du 22 novembre 2012 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune (selon le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur la politique étrangère et de sécurité commune) (12562/2011 – 2012/2138(INI)), [P7\\_TA\(2012\)0455](#), p. 6.

<sup>143</sup> Résolution du Parlement européen du 22 novembre 2012 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune (selon le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur la politique étrangère et de sécurité commune) (12562/2011 – 2012/2138(INI)), [P7\\_TA\(2012\)0455](#), p. 9.

<sup>144</sup> Résolution du Parlement européen du 22 novembre 2012 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune (selon le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur la politique étrangère et de sécurité commune) (12562/2011 – 2012/2138(INI)), [P7\\_TA\(2012\)0455](#), p. 9.

«régionalisées» au Sahel, visant à répondre aux demandes des pays de la région en faveur d'un renforcement de la coopération dans le domaine de la sécurité par l'intermédiaire du G5 Sahel. Le Parlement «est convaincu qu'une telle démarche serait l'occasion d'améliorer l'efficacité et la pertinence des missions PSDC (EUCAP Sahel Mali et EUCAP Sahel Niger) présentes sur le terrain». Il est également «fermement convaincu que ce concept de 'régionalisation' doit reposer sur une expérience de terrain ainsi que des objectifs précis assortis des moyens de les atteindre, et qu'il ne devrait pas être défini sous l'impulsion de considérations exclusivement politiques»<sup>145</sup>. De même, la résolution de juin 2016 sur les opérations de soutien de la paix a souligné la contribution majeure que l'Union a apportée par la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique et le financement de l'UA, qui a permis à cette dernière de renforcer sa capacité à apporter une réponse collective aux crises sur le continent. Le Parlement a également encouragé les organisations régionales, telles que la CEDEAO et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA), à redoubler d'efforts en matière de réaction rapide de l'Afrique aux crises et à accompagner les actions de l'UA<sup>146</sup>.

Parallèlement, dans ses résolutions les plus récentes sur la mise en œuvre de la PSDC (adoptées en 2019 et 2020), le Parlement a continué d'insister sur le fait que l'instabilité au Sahel demeurerait une menace pour l'Union<sup>147</sup>. Il a de nouveau souligné l'importance des trois missions de l'Union au Mali (EUTM Mali et EUCAP Sahel Mali) et au Niger (EUCAP Sahel Niger) pour relever les défis en matière de sécurité dans ces pays<sup>148</sup>. Dans la résolution de 2013 sur la reconstruction du Mali, le Parlement a exigé un contrôle civil des forces armées maliennes et l'applicabilité de l'état de droit aux actions militaires<sup>149</sup>, tout en affichant son soutien continu à la lutte contre les causes profondes du conflit au Sahel, telles que les violations des droits de l'homme et les défis du développement. Pour répondre à ces préoccupations, le Parlement a demandé aux missions PSDC de veiller au respect des droits de l'homme dans leurs activités, en particulier dans le cadre du renforcement des capacités au Mali (dans ses résolutions de 2013 et 2019) et (plus récemment, dans sa résolution de 2019) au Burkina Faso<sup>150</sup>. Il a en outre critiqué «le fait que le SEAE n'ait pas défini d'indicateurs appropriés pour le suivi des résultats des missions EUCAP Niger et EUCAP Mali, et que les efforts de

<sup>145</sup> Résolution du Parlement européen du mercredi 23 novembre 2016 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune (selon le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur la politique étrangère et de sécurité commune) (2016/2067(INI)), [P8\\_TA\(2012\)0440](#), p. 6.

<sup>146</sup> Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur les opérations de soutien de la paix – engagement de l'Union européenne vis-à-vis des Nations unies et de l'Union africaine (2015/2275(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0249](#), p. 6.

<sup>147</sup> Résolution du Parlement européen du 15 janvier 2020 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune – rapport annuel (2019/2135(INI)), [P9\\_TA-PROV\(2020\)0009](#).

<sup>148</sup> Résolution du Parlement européen du 13 juin 2013 sur la reconstruction et la démocratisation du Mali (2013/2587(RSP)), [P7\\_TA\(2013\)0281](#). Résolution du Parlement européen du 15 janvier 2020 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune – rapport annuel (2019/2135(INI)), [P9\\_TA-PROV\(2020\)0009](#); Résolution du Parlement européen du 12 décembre 2018 sur le rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense communes (2018/2099(INI)), [P8\\_TA\(2018\)0514](#).

<sup>149</sup> Résolution du Parlement européen du 13 juin 2013 sur la reconstruction et la démocratisation du Mali (2013/2587(RSP)), [P7\\_TA\(2013\)0281](#).

<sup>150</sup> Résolution du Parlement européen du 15 janvier 2020 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune – rapport annuel (2019/2135(INI)), [P9\\_TA-PROV\(2020\)0009](#); Résolution du Parlement européen du 19 décembre 2019 sur les violations des droits de l'homme, y compris de la liberté de religion, au Burkina Faso (2019/2980(RSP)), [P9\\_TA-PROV\(2019\)0106](#); Résolution du Parlement européen du 13 juin 2013 sur la reconstruction et la démocratisation du Mali (2013/2587(RSP)), [P7\\_TA\(2013\)0281](#).

<sup>150</sup> Résolution du Parlement européen du 19 décembre 2019 sur les violations des droits de l'homme, y compris de la liberté de religion, au Burkina Faso (2019/2980(RSP)), [P9\\_TA-PROV\(2019\)0106](#); Résolution du Parlement européen du 13 juin 2013 sur la reconstruction et la démocratisation du Mali (2013/2587(RSP)), [P7\\_TA\(2013\)0281](#).

surveillance et d'évaluation des activités réalisées dans le cadre de ces missions aient été insuffisants et n'aient pas visé à prendre leurs conséquences en compte»<sup>151</sup>.

## 5.2. Questions écrites des députés adressées à la Commission européenne

Entre 2009 et 2020, le Parlement a adressé à la Commission européenne environ 300 questions écrites pertinentes sur le conflit dans la région du Sahel. L'examen de la répartition des questions sur les deux dernières législatures montre que les députés ont toujours montré un intérêt pour la région. Plus concrètement, la Commission a reçu 176 questions écrites durant la législature 2009-2014, et 114 durant la législature 2014-2019 (voir tableau 3). S'agissant de la législature actuelle, fin avril 2020, les députés avaient déjà posé neuf questions écrites à ce sujet – signe évident des préoccupations croissantes concernant l'escalade de la violence dans la région du Sahel.

Tableau 3 - Nombre de questions écrites des députés à la Commission européenne par cycle législatif, 2009-avril 2020

|              | 2009-2014  | 2014-2019  | 2019-avril 2020 |
|--------------|------------|------------|-----------------|
| Burkina Faso | 6          | 7          | 1               |
| Tchad        | 7          | 3          | 0               |
| Mali         | 77         | 24         | 0               |
| Mauritanie   | 62         | 51         | 2               |
| Niger        | 8          | 17         | 0               |
| Sahel        | 16         | 12         | 6               |
| <b>TOTAL</b> | <b>176</b> | <b>114</b> | <b>9</b>        |

Source: réalisé par l'auteure; collecte et analyse des données réalisées par Arto Väisänen, EPRS.

Les députés de la France, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie et du Royaume-Uni sont ceux qui ont posé le plus de questions à la Commission. Il convient également de souligner l'intérêt général que suscite cette crise, et ce quelle que soit la nationalité ou l'appartenance politique des députés. En témoigne, par exemple, le fait que les questions écrites à la Commission n'aient pas uniquement été posées par les députés qui avaient travaillé en tant que rapporteurs sur les rapports annuels relatifs à la PSDC ou sur d'autres résolutions<sup>152</sup>.

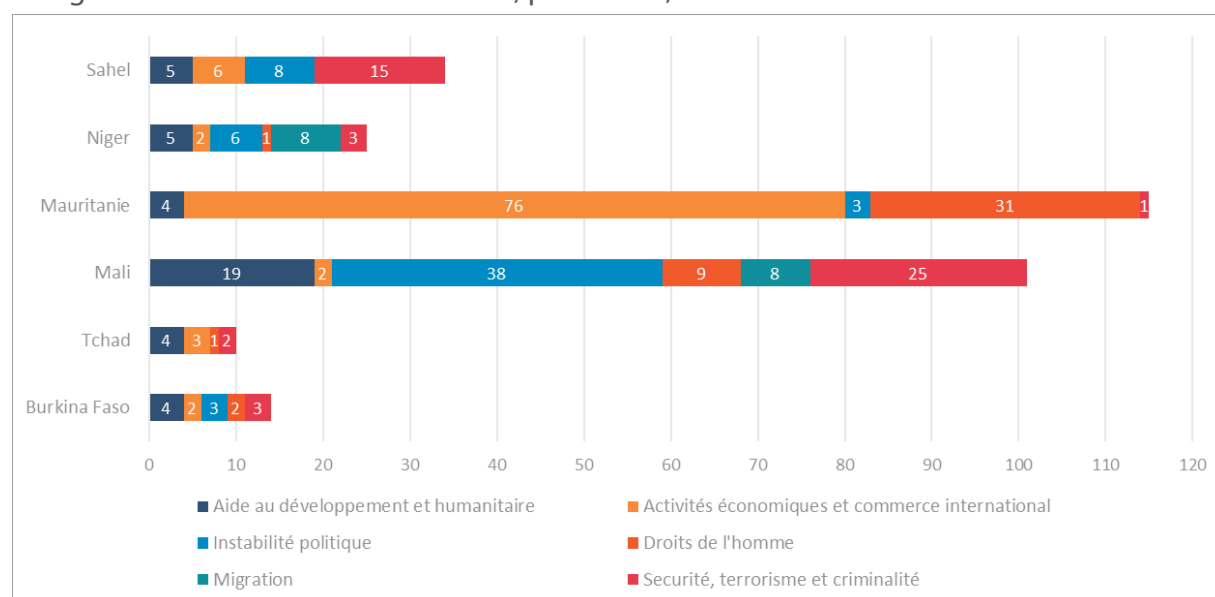
Pour ce qui est de l'intérêt des députés pour chacun des pays de la région du Sahel, la Mauritanie est le pays qui a suscité le plus grand nombre de questions (115, dont 76 sur le commerce international et les activités économiques, principalement liées à la pêche). Le Mali, qui est resté

<sup>151</sup> Résolution du Parlement européen du 15 janvier 2020 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune – rapport annuel (2019/2135(INI)), [P9\\_TA-PROV\(2020\)0009](#).

<sup>152</sup> Les rapporteurs de résolutions ont joué un rôle plus actif dans l'envoi de questions écrites à la Commission européenne dans deux cas seulement. Voir, Résolution du Parlement européen du 22 octobre 2013 sur la situation des droits de l'homme dans la région du Sahel (2013/2020(INI)), [P7\\_TA\(2013\)0431](#); Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur les opérations de soutien de la paix – engagement de l'Union européenne vis-à-vis des Nations unies et de l'Union africaine (2015/2275(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0249](#).

l'épicentre de la crise politique et sécuritaire dans la région, se place en deuxième position. Les députés ont posé 101 questions à son sujet, principalement sur la sécurité, le terrorisme et la criminalité (y compris des questions sur les missions PSDC). Viennent ensuite, loin derrière, le Niger (25 questions réparties équitablement entre les législatures), le Burkina Faso (14 questions) et le Tchad (10 questions). Fait intéressant: le Burkina Faso, le Tchad et le Niger ont chacun fait l'objet de moins de questions que la région du Sahel dans son ensemble (34 questions), car les députés ont eu tendance à considérer la région comme un tout. Le graphique ci-dessous (illustration 5) montre la répartition des questions écrites des députés à la Commission entre les différents pays et la région du Sahel dans son ensemble.

Illustration 5 - Questions écrites des députés pour chaque pays de la région du Sahel et pour la région du Sahel dans son ensemble, par thème, 2009-avril 2020



Source: réalisé par l'auteure; collecte et analyse des données réalisées par Arto Väisänen, EPRS.

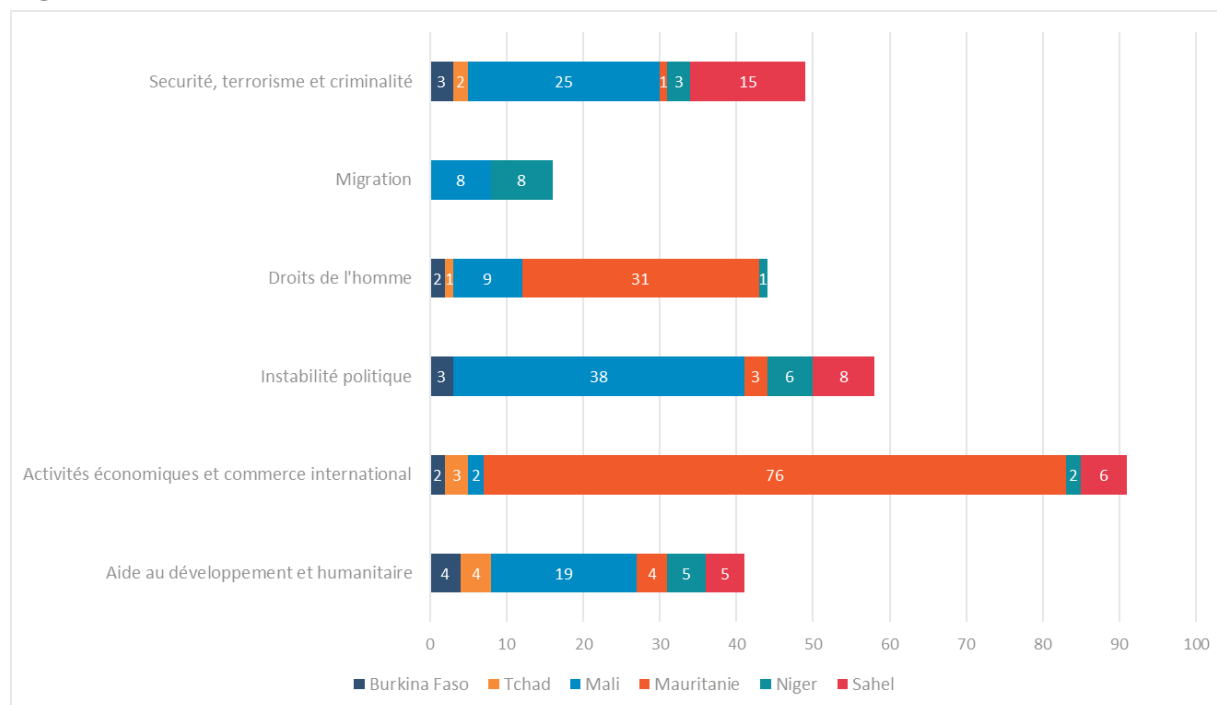
L'illustration 6 est organisée selon des groupes de préoccupations récurrentes auxquelles la région du Sahel et les pays qu'elle englobe sont confrontés. Ces groupes ont été définis à partir des questions écrites des députés à la Commission européenne. Six catégories ont été recensées: commerce international et autres activités économiques (y compris l'agriculture et la pêche); aide au développement; sécurité, terrorisme et crime (y compris les missions PSDC et les trafics de drogues et d'armes ainsi que la traite des êtres humains); instabilité politique; migrations; violations des droits de l'homme (y compris les droits des femmes et les questions de genre).

La catégorie «commerce international et activités économiques» est celle qui a suscité le plus de questions (91) sur les trois législatures. Comme le montre l'illustration 6, la majorité (76) des questions dans ce domaine portaient principalement sur le protocole UE-Mauritanie fixant les possibilités de pêche, auquel les députés se sont intéressés de près. Des questions ont été soulevées au sein des groupes politiques, notamment sur la progression des négociations concernant les protocoles de 2015 puis le suivi des effets de l'accord<sup>153</sup>. S'agissant des questions individuelles des

<sup>153</sup> Francisco José Millán Mon (PPE), Problèmes récurrents de la flotte de l'Union dans le transport de poisson frais à partir de la Mauritanie, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [P-002289/2019](#), 16 juillet 2019; Peter van Dalen (PPE), Accord de pêche avec la Mauritanie, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-003176/2019](#), 9 octobre 2019; Francisco José Millán Mon (PPE), Accord UE-Mauritanie, Question à la Commission européenne avec demande de

députés sur le commerce international et l'économie en Mauritanie, plus de 60 questions ont été posées par les députés espagnols, tous partis politiques confondus. Ce chiffre s'explique probablement par les préoccupations du pays concernant les effets potentiels du protocole UE-Mauritanie fixant les possibilités de pêche et concernant la manière dont ce protocole pourrait perturber le secteur de la pêche espagnol. Des députés portugais ainsi que quelques députés italiens et français ont fait part de préoccupations similaires sur ce protocole<sup>154</sup>.

Illustration 6 - Questions écrites des députés par thème pour chaque pays du Sahel et la région dans son ensemble, 2009-avril 2020



Source: réalisé par l'auteure; collecte et analyse des données réalisées par Arto Väisänen, EPRS.

Les députés ont également soulevé des questions au sujet de l'activité minière au Mali, notamment dans le cas de l'extraction d'or et du recours potentiel au travail des enfants<sup>155</sup>. Au-delà de

réponse écrite [non disponible en français], [E-006292/2018](#), 14 décembre 2018; Francisco José Millán Mon (PPE), Problèmes de la flotte européenne dans le transport de poisson frais à partir de la Mauritanie, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-001215/2019](#), 6 mars 2019.

<sup>154</sup> Voir: François Alfonsi (Verts/ALE), Accord de pêche avec la Mauritanie, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-002522-1](#), 5 mars 2013; Clara Eugenia Aguilera García (S&D), Accord de pêche avec la Mauritanie, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005845/2014](#), 17 juillet 2014; José Blanco López (S&D), Statut des négociations sur le nouveau protocole UE-Mauritanie fixant les possibilités de pêche, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005811-14](#), 17 juillet 2014; Siôn Simon (S&D), Accord de pêche avec la Mauritanie, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-010973/2014](#), 18 décembre 2014; Nuno Melo (PPE), Accords de partenariat de l'Union dans le domaine de la pêche, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [P-002706/2012](#), 9 mars 2012; José Blanco López (S&D), Expiration du protocole fixant les possibilités de pêche avec la Mauritanie, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-011161/2014](#), 22 décembre 2014; Ana Miranda (Verts/ALE), Situation concernant l'accord signé par l'Union et la République de Mauritanie, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-004230-13](#), 15 avril 2013.

<sup>155</sup> Fiorello Provera (EFD/ID), Main-d'œuvre infantile dans le secteur minier au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-012396/2011](#), 6 janvier 2012.

l'extraction d'or, un député a demandé si l'accord de Cotonou avait contribué dans chaque pays à la paix, à la sécurité, à la gouvernance démocratique et à la stabilité politique, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté<sup>156</sup>. Par ailleurs, même si le Parlement a souligné dans de multiples résolutions l'importance des aspects climatiques et environnementaux dans le contexte du Sahel, peu de députés ont traité ces sujets dans leurs questions en les considérant comme un aspect régional et transfrontalier (quatre questions)<sup>157</sup>. Au total, dans la catégorie du commerce international et de l'activité économique dans la région, peu de questions ont été reçues sur d'autres sujets que l'agriculture et la pêche.

Entre 2009 et 2020, les députés ont posé 41 questions au sujet de l'aide au développement dans la région du Sahel, en montrant autant d'intérêt pour chaque pays sahélien. La plupart des questions à ce sujet ont été présentées par des députés de Malte, d'Italie, du Portugal, d'Allemagne et de Roumanie. Près de la moitié des questions concernaient l'aide au développement de l'Union au Mali et la majorité d'entre elles portaient sur le montant des financements<sup>158</sup> consacrés à certains projets, tels que ceux relatifs à la malnutrition<sup>159</sup> et à la reconstruction après le conflit<sup>160</sup>. En outre, les députés ont cherché à savoir comment l'aide était distribuée, mais surtout à comprendre comment la

<sup>156</sup> Nuno Melo (PPE), Accord de Cotonou, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-010466-13/2012](#), 16 septembre 2013; Nuno Melo (PPE), Commerce international – Union européenne et Mauritanie, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-010516-13/2012](#), 17 septembre 2013; Nuno Melo (PPE), Commerce international – Union européenne et Burkina Faso, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-010542-13/2012](#), 17 septembre 2013; Nuno Melo (PPE), VP/HR – Accord de Cotonou – Union européenne et Burkina Faso, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-010403-13/2012](#), 16 septembre 2013; Nuno Melo (PPE), Commerce international – Union européenne et Mauritanie, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-010517-13/2012](#), 17 septembre 2013; Nuno Melo (PPE), VP/HR – Accord de Cotonou – Union européenne et Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-010464-13/2012](#), 16 septembre 2013; Nuno Melo (PPE), Commerce international – Union européenne et Tchad, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-010548-13/2012](#), 17 septembre 2013; Nuno Melo (PPE), VP/HR – Accord de Cotonou – Union européenne et Tchad, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-010415-13/2012](#), 16 septembre 2013; Nuno Melo (PPE), Commerce international – Union européenne et Niger, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-010522-13/2012](#), 17 septembre 2013; Nuno Melo (PPE), VP/HR – Accord de Cotonou – Union européenne et Niger, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-010475-13/2012](#), 16 septembre 2013.

<sup>157</sup> Michèle Striffler (PPE), Situation du lac Tchad, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-003506/12](#), 30 mars 2012; Cristiana Muscardini (ECR), Projet Transacqua pour le Sahel, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [P-008774-13](#), 17 juillet 2013; Cristiana Muscardini (ECR), Projet Transacqua (2) pour le Sahel, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-011691-13](#), 14 octobre 2013; Mario Borghezio (ENF), Plans pour une voie d'eau vers le lac Tchad, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-001663/2018](#), 19 mars 2018.

<sup>158</sup> Diogo Feio (PPE), VP/HR – Bailleurs de fonds au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005813-13](#), 23 mai 2013.

<sup>159</sup> Siôn Simon (S&D), Aide financière pour le Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-003695/2015](#), 6 mars 2015; Doru-Claudian Frunzulică (S&D), Aide humanitaire au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-006449-18](#), 21 décembre 2018.

<sup>160</sup> Monica Luisa Macovei (PPE), La reconstruction du Mali et l'engagement financier de l'Union, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-008657-13](#), 15 juillet 2013; James Nicholson (ECR), Contrat d'appui à la consolidation de l'État et aide au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-008602-13](#), 12 juillet 2013.



distribution de l'aide était comptabilisée, contrôlée et évaluée<sup>161</sup>. Ils se sont également intéressés au montant et à la destination du financement du développement dans les cas de la Mauritanie et du Niger. Les députés ont par ailleurs abordé certaines crises en particulier, telles que la crise alimentaire au Niger ou le manque d'éducation au Burkina Faso<sup>162</sup>. D'autres questions ont été soulevées sur la région sahélienne et les montants globaux actuels et potentiels de l'aide au développement de l'Union ainsi que sur la manière dont cette aide était/est dépensée<sup>163</sup>.

La vaste majorité des questions écrites portant sur le respect des droits de l'homme concernaient plus précisément la Mauritanie (31 sur 44). Les députés se sont concentrés en particulier sur les mesures contre l'esclavage, faisant écho à la résolution de 2014 du Parlement sur le sujet<sup>164</sup>. Cet intérêt pour les droits de l'homme en Mauritanie s'est maintenu au long des différentes législatures et a été partagé par les principaux groupes politiques. Les députés n'ont soulevé que très peu de questions sur la situation des droits de l'homme dans les autres pays de la région (neuf questions pour le Mali, deux questions pour le Burkina Faso et une question pour le Tchad et le Niger chacun sur toutes les législatures examinées), et ce même si ces pays étaient pourtant bien abordés dans les rapports et résolutions du Parlement<sup>165</sup>. Aucune question sur la situation des droits de l'homme dans la région du Sahel (en général) n'a été recensée. Toutefois, à l'exception du cas de la Mauritanie, les questions des députés relatives aux droits de l'homme provenaient en grande partie du même groupe parlementaire, et principalement de députés originaires de Malte, de Belgique et de Roumanie. En outre, les députés ont posé des questions sur la prise en considération des droits de l'homme dans les actions et mesures financées par l'Union visant à résoudre des questions de migration ou des questions liées au travail des enfants et à l'utilisation d'enfants soldats<sup>166</sup>.

Parallèlement au sujet des droits de l'homme, les députés se sont intéressés aux droits des femmes et aux questions de genre à quatre reprises au cours de la période examinée. Toutes les questions ont été soulevées au cours de la législature 2014-2019. Elles concernaient presque tous les pays de la région et, dans la moitié des cas, portaient également sur le mariage forcé des filles et des femmes. À cet égard, une députée a souligné la nécessité d'un soutien potentiel de l'Union aux acteurs de la

<sup>161</sup> Marlene Mizzi (S&D), Financement pour le Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-001994/2015](#); Nuno Melo (PPE), Aide financière pour le Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-006226-13](#), 3 juin 2013.

<sup>162</sup> Nuno Melo (PPE), Crise alimentaire au Niger, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005634-13](#), 21 mai 2013; Marlene Mizzi (S&D), Financement pour l'éducation, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-007773/2015](#), 13 mai 2015.

<sup>163</sup> Pablo Iglesias (GUE/NGL), Augmentation de l'aide de l'Union en faveur du Sahel, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-009519/2015](#), 11 juin 2015; Mario Borghezio (ID), 156 millions d'EUR d'aide supplémentaire pour le Sahel en 2015, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-002592/2015](#), 19 février 2015.

<sup>164</sup> Résolution du Parlement européen du 18 décembre 2014 sur la Mauritanie, et en particulier le cas de Biram Dah Abeid (2014/2999(RSP)), [P8\\_TA\(2014\)0107](#).

<sup>165</sup> Résolution du Parlement européen du 19 décembre 2019 sur les violations des droits de l'homme, y compris de la liberté de religion, au Burkina Faso (2019/2980(RSP)), [P9\\_TA-PROV\(2019\)0106](#); Résolution du Parlement européen du 22 octobre 2013 sur la situation des droits de l'homme dans la région du Sahel (2013/2020(INI)), [P7\\_TA\(2013\)0431](#).

<sup>166</sup> Charles Tannock (ECR), Enfants soldats au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-009404-12](#), 16 octobre 2012; Gaston Franco (PPE), VP/HR – Vers un monde sans enfants soldats, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-011131-12/2012](#), 5 décembre 2012; Barbara Lochbihler (Verts/ALE), Bodil Valero (Verts/ALE) et Judith Sargentini (Verts/ALE), VP/HR – Soutien à la Force conjointe du G5 Sahel, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [P-006105/2017/rev.1](#), 29 septembre 2017; Doru-Claudian Frunzulică (S&D), Travail des enfants au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-004291/2015](#), 17 mars 2015.



société civile pour aider les victimes de violences sexuelles en Mauritanie<sup>167</sup>. Une autre question avait trait à la crise de Chibok au Nigeria et à la libération des jeunes filles kidnappées<sup>168</sup>. La question des problèmes de santé des femmes au Burkina Faso a également été soulevée<sup>169</sup>. Les questions écrites sur les droits des femmes et le genre ont été posées par trois groupes politiques différents. Toutefois, la moitié de ces questions ont été posées par une seule et même députée.

L'instabilité politique<sup>170</sup> est restée un sujet de préoccupation important pour les députés, avec 58 questions soulevées sur ce thème. Les questions ont été posées par divers députés de presque tous les groupes politiques (à l'exception des non-affiliés) et de différents pays. La nationalité italienne est la plus représentée dans cette catégorie, avec 13 questions à son actif. La répartition des questions par pays (voir illustration 6) montre que les députés ont accordé une attention particulière au Mali (38 questions sur 58), en couvrant un large éventail de sujets, y compris la situation politique générale du pays après le coup d'État de 2012 et l'intervention militaire étrangère<sup>171</sup>. En outre, des députés de plusieurs pays (notamment le Royaume-Uni, l'Italie et, dans une moindre mesure, le Portugal), représentant un ensemble très divers de groupes politiques, se sont intéressés aux défis politiques auxquels le Mali est confronté. Ils ont notamment posé des questions sur la capacité limitée des institutions gouvernementales à maintenir la stabilité dans l'ensemble du pays, en particulier dans les régions du Nord, la détérioration de la situation en matière de sécurité, et le recours croissant à la violence contre les civils. D'autres questions concernaient la relation entre la situation sécuritaire et humanitaire désastreuse, d'une part, et l'insécurité alimentaire au Mali, d'autre part<sup>172</sup>. Par ailleurs, conséquence des résolutions d'avril 2012

<sup>167</sup> Corina Cretu (S&D) Le mariage forcé des filles, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-009361-12](#), 15 octobre 2012; Marlene Mizzi (S&D), Protéger les filles contre le mariage forcé au Burkina Faso, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-000643/2016](#), 27 janvier 2016; Barbara Matera (PPE), VP/HR – Les survivantes d'agressions sexuelles en Mauritanie, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-004584/2018](#), 10 septembre 2018.

<sup>168</sup> Marlene Mizzi (S&D), Libération des filles de Chibok, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-009159/2014](#), 12 novembre 2014.

<sup>169</sup> Nicole Sinclair (NI), Aide au Burkina Faso – soins de santé aux femmes, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-1103/10](#), 4 mars 2010.

<sup>170</sup> Si la «stabilité politique» reste un concept large, il renvoie ici à des questions écrites sur la situation globale du pays concerné ou de la région, à des questions qui se recoupent sur les situations politique, économique et militaire et à des questions sur les actions extérieures menées par les différents États membres de l'Union, comme la France, dans le pays ou la région.

<sup>171</sup> Voir, Andreas Mølzer (ID), Les djihadistes au Mali – intervention militaire de la France, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-001335-14](#), 10 février 2014; Fiorello Provera (ID), VP/HR – Stratégies françaises de lutte antiterroriste en Afrique du Nord, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-000968-14](#), 30 janvier 2014; Marc Tarabella (S&D), Sujet: VP/HR – Putschiste récompensé, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-009740-13](#), 29 août 2013; Oreste Rossi (PPE), VP/HR – Instabilité au Mali: action rapide et concrète de l'Union, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-008634-13](#), 15 juillet 2013; Nuno Melo (PPE), VP/HR – La guerre au Mali mettant à l'épreuve les défenses de l'Europe, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-001971-13](#), 22 février 2013; Diane Dodds (NI), L'intervention française au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-001506-13](#), 13 février 2013; Willy Meyer (GUE/NGL), VP/HR – L'action militaire de la France au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-000723-13](#), 24 janvier 2013; Nuno Melo (PPE), La France: Intervention au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-000524-13](#), 21 janvier 2013.

<sup>172</sup> Michał Tomasz Kamiński (ECR), VP/HR – Situation au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005181/2012](#), 22 mai 2012; Mariya Nedelcheva (PPE), VP/HR – La crise sécuritaire et humanitaire au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-004294/2012](#), 25 avril 2012; Mariya Nedelcheva (PPE), VP/HR – La crise sécuritaire et

et de juin 2013, et donc du fait que le Parlement se soit laissé guider par les événements dans la crise au Sahel, la vaste majorité des questions sur l'instabilité politique ont été soulevées vers la fin de la législature 2009-2014, soit lorsque la crise au Mali avait déjà atteint des niveaux inquiétants.

Les questions sur l'instabilité politique dans l'ensemble de la région du Sahel (huit questions) et au Niger (six questions) portaient généralement sur la participation de la France aux opérations militaires étrangères dans la région du Sahel et sur son rôle prépondérant dans ces opérations<sup>173</sup>, sur le niveau de violence et sur l'évolution générale de la situation dans la région<sup>174</sup>. Les députés ont soulevé moins de questions sur l'instabilité politique dans les autres pays de la région (trois questions sur la Mauritanie, trois questions sur le Burkina Faso et aucune question sur le Tchad). Pour ce qui est des thèmes, les questions des députés allaient de points sur la situation politique en général dans les pays du Sahel à des questions plus précises (par exemple, l'insécurité alimentaire au Niger)<sup>175</sup>. S'agissant du calendrier, abstraction faite des questions sur le Mali, les questions sur l'instabilité politique ont été réparties équitablement sur la période examinée. L'absence de questions sur le représentant spécial de l'Union européenne (RSUE) pour le Sahel pourrait signifier que les efforts diplomatiques de l'Union n'ont suscité aucune inquiétude. Le représentant spécial est particulièrement bien placé pour assurer la coordination entre les délégations de l'Union ainsi qu'au sein des activités civiles et militaires dans la région.

Les députés ont soulevé 49 questions sur la criminalité, le terrorisme et la sécurité au cours de la période 2009-2020. Dans cette catégorie, ils se sont intéressés aux activités criminelles les plus graves (par exemple, la traite des êtres humains ainsi que les trafics d'armes et de drogues)<sup>176</sup>. Il a été difficile de délimiter clairement des catégories de questions, car la réponse de l'Union aux défis que posent les activités liées à la criminalité comprend à la fois des mesures relatives au terrorisme et des mesures relatives à la sécurité. La plupart des questions ayant trait au terrorisme se concentraient sur des mesures et événements liés à des groupes terroristes spécifiques, tels qu'Al-

---

humanitaire au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-004293/2012](#), 26 avril 2012; Peter Simon (S&D), VP/HR – Situation actuelle en matière de sécurité, situation humanitaire et aide de l'Union dans le Nord du Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-003482/2012](#), 30 mars 2012; Ilhan Kyuchuk (RE), VP/HR – L'augmentation de la violence ethnique au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-002649/2017](#), 11 avril 2017; Ilhan Kyuchuk (RE), VP/HR – La situation au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-006137/2016](#), 29 juillet 2016; Doru-Claudian Frunzulică (S&D), VP/HR – Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-015814/2015](#), 15 décembre 2015.

<sup>173</sup> Cristiana Muscardini (ECR), VP/HR – Le Sahel et les Touaregs, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-011465-12](#), 17 décembre 2012; Olivier Chastel (RE), La sécurité dans le Sahel, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-003782/2019](#), 11 novembre 2019; Dominique Bilde (ID), Opération Barkhane contre le terrorisme islamiste au Sahel et soutien européen, Question avec demande de réponse écrite au vice-président de la Commission/haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, [E-000910/2020/rev.1](#), 16 février 2020.

<sup>174</sup> Lars Patrick Berg (ID), VP/HR – Le Sahel, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-003075/2019](#), 2 octobre 2019; John Stuart Agnew (ID), La stratégie de l'Union au Sahel, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-000972/2019](#), 22 février 2019.

<sup>175</sup> Nuno Melo (PPE), Crise alimentaire au Niger, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005634-13](#), 21 mai 2013.

<sup>176</sup> David Casa (PPE), VP/HR – La prolifération des armes au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-003940/2012](#), 16 avril 2012; Ivo Belet (PE), La lutte contre les passeurs au Niger, en Afrique du Nord, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-006780/2016](#), 8 septembre 2016.

Qaida, dans la région du Sahel<sup>177</sup>. Enfin, les questions liées à la sécurité concernaient pour l'essentiel le fonctionnement des missions PSDC déployées dans la région.

Les députés ont posé six questions sur la criminalité, dont la moitié concernaient la région du Sahel dans son ensemble en raison de la nature transfrontalière de ce sujet. En outre, ils ont soulevé deux questions sur la criminalité au Mali et une sur la criminalité au Niger, en se concentrant sur le trafic de marchandises illicite entre les deux pays<sup>178</sup>. Les autres pays du Sahel n'ont pas fait l'objet de questions sur ce thème durant la période examinée. La majorité des questions ont été posées durant les deux dernières législatures (2009-2014 et 2015-2019), par des députés appartenant à des groupes politiques de droite, et dont la plupart étaient originaires des Pays-Bas, du Royaume-Uni et d'Italie.

En outre, les députés ont posé 15 questions sur le thème du terrorisme, en grande partie à propos du Mali (11 questions, contre trois questions sur la région du Sahel et une question sur le Burkina Faso). Le sujet n'a pas été évoqué pour le Tchad, la Mauritanie et le Niger. Les questions ont été examinées lors des deux dernières législatures (2009-2014 et 2014-2019), et la majorité d'entre elles ont été posées par des députés italiens et britanniques. Elles portaient sur les activités de groupes armés islamistes, comme Al-Qaida<sup>179</sup>. Les députés se sont également intéressés à la destruction par des groupes djihadistes de sites culturellement historiques et d'autres objets historiques (par exemple, des manuscrits) au Mali<sup>180</sup>. D'autres questions liées à ce thème concernaient les enlèvements de citoyens européens par des groupes djihadistes<sup>181</sup>.

Les députés ont soulevé 28 questions liées à la sécurité, portant sur les missions PSDC déployées dans la région du Sahel: 11 questions sur les missions de l'Union au Mali, 10 questions sur les missions de l'Union dans la région du Sahel en général, une question sur la Mauritanie et deux questions pour chacun des pays suivants: Niger, Tchad et Burkina Faso. Dans la majorité des

<sup>177</sup> Fiorello Provera (ID), VP/HR – Les progrès d'Al-Qaida au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-000208-13](#), 10 janvier 2013; Aldo Patriciello (PPE), VP/HR – Les récentes attaques au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-012661/2015](#), 9 septembre 2015.

<sup>178</sup> Fiorello Provera (ID), VP/HR – Contrebande de missiles antiaériens portables en Libye, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-008387](#), 19 septembre 2011.

<sup>179</sup> Fiorello Provera (ID), Charles Tannock (ECR), VP/HR – Les groupes djihadistes sahariens forment une alliance, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-009861-13](#), 4 septembre 2013; Philippe Boulland (PPE), VP/HR – Menace islamiste au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-008497/2012](#), 26 septembre 2012; Angelika Werthmann (NI), VP/HR – Fusion du MNLA et du Front Ansar Dine dans le Nord du Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005682/2012](#), 6 juin 2012; Fiorello Provera (ID), VP/HR – Les islamistes maliens à Tombouctou, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005306/2012](#), 25 mai 2012.

<sup>180</sup> Charles Tannock (ECR), La protection des manuscrits islamiques au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005122-13](#), 8 mai 2013; Mario Borghezio (ID), La Commission devrait prendre des mesures pour protéger le patrimoine artistique et culturel du Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-009297-12](#), 15 octobre 2012; Fiorello Provera (ID), VP/HR – La destruction des sites historiques à Tombouctou, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-006786/2012](#), 6 juillet 2012; Lara Comi (PPE), La destruction des sites et vestiges archéologiques par Daech, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005395/2015](#), 31 mars 2015.

<sup>181</sup> Diane Dodds (NI), VP/HR – Enlèvements à la suite de l'intervention française au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-002959-13](#), 14 mars 2013; Brice Hortefeux (PPE), VP/HR – Enlèvement de ressortissants européens – Stratégie Sahel, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-011930/2011](#), 15 décembre 2011.

cas, l'objet était la mission de formation de l'Union au Mali (EUTM Mali)<sup>182</sup>. Seules quelques questions concernaient l'EUCAP Sahel Niger et l'EUCAP Sahel Mali<sup>183</sup>. Dans l'ensemble, les députés se sont concentrés sur le financement, le mandat, la planification et les aspects pratiques des missions de l'Union, ainsi que sur leur rôle plus large au Sahel. Les missions ont attiré l'attention d'un groupe diversifié de députés, principalement originaires d'Italie et du Portugal, mais également d'Allemagne, du Royaume-Uni, de France et de Belgique (qui ont dans l'ensemble montré le même intérêt). Malgré le discours politique à Paris sur le Mali et les appels répétés du président Macron pour un renforcement de l'engagement européen dans la région, les députés français n'ont posé que quatre questions sur le Mali entre 2009 et 2020. De même, les députés estoniens n'ont posé aucune question à ce sujet, bien que leur pays demeure, avec la France, le principal pays à envoyer des forces de combat au Mali. Seul un député estonien a soumis une question d'ordre général sur les missions militaires au Mali dans le cadre des missions PSDC<sup>184</sup>. Plusieurs députés italiens et allemands se sont intéressés au travail des opérations PSDC dans la région et dans les différents pays – ce qui s'explique probablement par la présence de contingents italiens et allemands dans la région.

Il est intéressant de noter que, bien que présentes dans le discours politique de plusieurs États membres de l'Union, les préoccupations migratoires n'ont fait l'objet que de 16 questions entre 2009 et 2020. Pour ces périodes législatives, on constate une répartition équitable des questions écrites à ce sujet entre les groupes politiques. Les députés ont fait part de leurs préoccupations concernant le nombre de migrants et l'efficacité des mesures mises en place au Niger et au Mali pour faire face aux mouvements migratoires<sup>185</sup>. Sur cette question, ils ont fait preuve du même intérêt pour les deux pays durant la période examinée. Toutefois, ce peu d'attention que les députés semblent avoir accordée aux migrations s'explique par le fait qu'ils ont abordé cette

<sup>182</sup> Hans-Peter Martin (NI), VP/HR – Mission de formation de l'Union au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005389-13](#), 15 mai 2013; Diogo Feio (PPE), VP/HR – Les besoins de l'armée malienne, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005049-13](#), 7 mai 2013; Diane Dodds (NI), VP/HR – Mission de formation de l'Union au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-004794-13](#), 29 avril 2013; Nuno Melo (PPE), VP/HR – Envoi d'une mission de formation de l'Union au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-002361-13](#), 28 février 2013; Geoffrey Van Orden (ECR), VP/HR – Mission de formation de l'Union (EUTM) au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-001933-13](#), 22 février 2013; James Carver (NI), Coûts de la mission de formation de l'Union au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-008516/2014](#), 29 octobre 2014; Sabine Lösing (GUE/NGL), VP/HR – Intervention de la Force conjointe du G5 Sahel pour empêcher les migrations vers la Libye, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005719/2017/rev.1](#), 14 septembre 2017; Joëlle Bergeron (ID), Dépenses militaires et critères de Maastricht, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-000667/2015](#), 19 janvier 2015; Lynn Boylan (GUE/NGL), Mission de formation de l'Union au Mali, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-000302/2019](#), 23 janvier 2019; Geoffrey Van Orden (ECR), VP/HR – Missions de formations PSDC de l'Union, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-007290/2014](#), 30 septembre 2014.

<sup>183</sup> Hugues Bayet (S&D), EUCAP Sahel Niger, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-008034/2015](#), 20 mai 2015; Rachida Dati (PPE), VP/HR – La force conjointe du G5 Sahel, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-004285/2017](#), 27 juin 2017.

<sup>184</sup> Urmas Paet (RE), VP/HR – Aide militaire de l'Union au Mali et en République centrafricaine, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-015056/2015](#), 25 novembre 2015.

<sup>185</sup> Hugues Bayet (S&D), Externalisation du contrôle des frontières européennes et respect des droits de l'homme, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite, [E-007194/2015](#), 30 avril 2015; Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), Campagnes d'information destinées aux migrants et aux demandeurs d'asile dans les pays tiers, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-008260/2015](#), 21 mai 2015; Richard Sulík (ECR), Centre polyvalent de migration au Niger, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-014909/2015](#), 19 novembre 2015.

question dans le cadre des flux de réfugiés et de migrants en provenance de la Libye, plutôt que dans le cadre de la crise du Sahel en tant que telle<sup>186</sup>.

### 5.3. Activités du Parlement au niveau des commissions et des plénières

Les commissions du Parlement les plus compétentes en la matière (AFET, DEVE, DROI et SEDE) ont suivi de près la situation dans la région du Sahel. Pour ce faire, elles se sont concertées avec différentes parties prenantes et ont procédé à des échanges de vues sur des questions liées aux migrations, à la sécurité, au Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, au soutien à la Force conjointe, aux missions PSDC et au dialogue politique entre l'Union et le G5 Sahel. D'après les données disponibles, les députés ont à six reprises posé des questions orales pertinentes à la Commission européenne, qui ont ensuite été débattues en séance plénière. Toutes les questions orales ont été posées durant la législature 2009-2014. Deux d'entre elles ont été posées au nom d'un groupe politique et quatre au nom d'une commission (une pour la commission AFET, une pour la commission PECH et deux pour la commission DEVE). Ces questions portaient sur les migrations, le protocole UE-Mauritanie fixant les possibilités de pêche, la discrimination fondée sur la caste en Mauritanie, l'instabilité politique dans la région du Sahel ainsi que le rétablissement de la gouvernance nationale et la réforme au Mali<sup>187</sup>.

Pour ce qui est des visites des commissions parlementaires dans la région du Sahel, la commission SEDE a été la plus active. Une de ses délégations s'est rendue au Mali en avril 2013, puis en juillet 2016, avec la commission DROI, pour rencontrer l'EUTM Mali et l'EUCAP Sahel Niger et, durant la seconde visite, pour échanger également ses vues avec la MINUSMA<sup>188</sup>. En outre, l'envoi d'une délégation de haut niveau de la commission AFET auprès de l'Union africaine en septembre 2011 a témoigné des relations politiques et sécuritaires qu'entretient la commission avec l'Afrique. Les commissions SEDE et AFET ont également envoyé une délégation conjointe au

<sup>186</sup> Sabine Lösing (GUE/NGL), VP/HR – Intervention de la Force conjointe du G5 Sahel pour empêcher les migrations vers la Libye, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-005719/2017/rev.1](#), 14 septembre 2017; Neena Gill (S&D), VP/HR – Situation des réfugiés et migrants en Libye, Question à la Commission européenne avec demande de réponse écrite [non disponible en français], [E-000674/2017](#), 31 janvier 2017.

<sup>187</sup> Eva Joly (au nom de la commission du développement) et Elmar Brok, (au nom de la commission des affaires étrangères), Reconstruction et démocratisation du Mali, Question avec demande de réponse orale au Conseil, [O-000040/2013](#), 8 avril 2013; Arnaud Danjean, Ioannis Kasoulides, Elmar Brok, José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra, Michael Gahler, Krzysztof Lisek, Andrey Kovatchev (au nom du groupe PPE), Région du Sahel, Question avec demande de réponse orale au Conseil, [O-0180/2010](#), 9 novembre 2010; Franziska Keller, Hélène Flautre, Jean Lambert, Raül Romeva i Rueda, Judith Sargentini, (au nom du groupe Verts/ALE), Réponse aux flux migratoires en Afrique du Nord et au Sud de la Méditerranée, Question avec demande de réponse orale au Conseil, [O-000075/2011/rev.1](#), 30 mars 2011; Carmen Fraga Estévez, (au nom de la commission de la pêche), Négociations concernant la reconduction de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la Mauritanie, Question avec demande de réponse orale à la Commission européenne, [O-000038/2011](#), 15 février 2011; Eva Joly, (au nom de la commission du développement), Discrimination fondée sur la caste, Question avec demande de réponse orale au Conseil, [O-000090/2013](#), 18 septembre 2013.

<sup>188</sup> Sous-commission «sécurité et défense», Projet d'ordre du jour: Réunion du lundi 26 septembre 2016, de 15 heures à 18 h 3, [SEDE\(2016\)0926.1](#), Bruxelles.



Niger en décembre 2017<sup>189</sup>. De son côté, la commission DEVE a organisé une mission d'information au Tchad en février 2017<sup>190</sup>.

Les travaux pertinents de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE (DACP), de la délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et l'Union du Maghreb arabe (DMAG) et de la délégation pour les relations avec le Parlement panafricain (DPAP) ont également été examinés. La DACP s'est rendue au Mali en mars 2013 et 2018 pour y mener des missions d'information<sup>191</sup>. Après chaque visite, une délégation du Parlement a participé aux missions d'observation électorale sur place, en juillet et novembre 2013, ainsi que durant les élections de juillet 2018. En 2011, l'Assemblée a appelé l'Union européenne, l'Union africaine et les Nations unies à contribuer à la lutte contre la crise humanitaire, touchant des centaines de milliers de réfugiés ayant fui la Libye pour rejoindre les pays voisins, dont le Niger, le Mali et le Tchad (en plus de l'Europe)<sup>192</sup>. En outre, la DPAP a participé à une session ordinaire, en juillet 2018, en Mauritanie<sup>193</sup>. Depuis 2009, trois réunions interparlementaires UE-Mauritanie se sont tenues en Mauritanie, dans le cadre de la DMAG<sup>194</sup>. D'après les données disponibles, ni les commissions parlementaires ni les délégations ne se sont rendues au Burkina Faso.

La région du Sahel et les pays qu'elle englobe ont fait l'objet d'un point particulier à l'ordre du jour des réunions des commissions parlementaires susceptibles de discuter de cette région (AFET, SEDE, DROI et DEVE) à plus de 30 reprises au cours de la période 2009-2020. La plupart de ces points ont été soulevés durant la législature 2014-2019. Face à l'augmentation de la violence dans la région du Sahel, le Parlement s'est intéressé de plus près aux conflits de la région, et les échanges en commission se sont intensifiés à partir de 2017. La commission SEDE est de loin celle qui a le plus souvent évoqué la région et ses pays, avec 20 points à l'ordre du jour (sur un total de 34). La plupart de ses points à l'ordre du jour concernaient les missions PSDC et la situation sécuritaire dans les pays du Sahel (six points sur le Sahel en tant que tel et 11 points sur le Mali). La majorité des échanges ont été organisés avec des membres du personnel militaire ou civil du SEAE, comme cela a été le cas pour le Niger, qui a fait l'objet de deux points à l'ordre du jour de la SEDE. La commission SEDE s'est penchée sur la situation sécuritaire au Burkina Faso à une occasion, en janvier 2020, mais le Tchad et la Mauritanie n'ont pas figuré à l'ordre du jour pendant la période examinée.

En dehors de cette commission, le sujet du Sahel a été abordé à deux reprises dans la commission AFET et à trois reprises dans la commission DEVE durant la période couverte. La plupart du temps, les échanges (avec des représentants du SEAE) se sont concentrés sur le lien entre la sécurité et l'aide humanitaire ou la sécurité et le développement dans la région. Au total, le Niger a fait l'objet de cinq points à l'ordre du jour: trois dans la commission AFET et deux dans la

<sup>189</sup> Commission des affaires étrangères, Projet d'ordre du jour Réunion du mardi 23 janvier 2018, de 9 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30, [AFET\(2018\)0123\\_1](#), Bruxelles.

<sup>190</sup> Commission du développement, Projet d'ordre du jour: Réunion du lundi 24 avril 2017, de 15 heures à 18 h 30 et mardi 25 avril 2017, de 9 heures à 12 h 30 et de 15 heures à 18 h 30, [DEVE\(2017\)0424\\_1](#), Bruxelles.

<sup>191</sup> Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, Projet d'ordre du jour: Réunion du mercredi 21 mars 2018, de 15 h 30 à 19 heures, [ACP\\_OJ\(2018\)0321\\_1](#), Bruxelles.

<sup>192</sup> Parlement européen, [Assemblée ACP-UE: les armes libyennes menacent la sécurité dans la zone du Sahel](#), communiqué de presse, 23 novembre 2011.

<sup>193</sup> Délégation pour les relations avec le Parlement panafricain, Projet d'ordre du jour: Réunion du mercredi 4 juillet 2018, de 15 heures à 16 heures, [DPAP\\_OJ\(2018\)0704](#), Strasbourg.

<sup>194</sup> Délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et l'Union du Maghreb arabe, [Sixième réunion interparlementaire entre la délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et la délégation du Parlement mauritanien](#) [non disponible en français], 15-18 février 2010; Délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et l'Union du Maghreb arabe, [Compte rendu de mission faisant suite à la visite de la Délégation pour les pays du Maghreb en Mauritanie](#), 7 mars 2017.

commission DEVE. Il est à noter que le sujet du Mali a été discuté au sein de la commission AFET en 2010, lorsque le président malien Amadou Toumani Touré s'est adressé à la commission, et lors de réunions régulières avec les ministres africains des affaires étrangères<sup>195</sup>. La Mauritanie a quant à elle été au centre de deux débats au sein de la commission DEVE en octobre 2009: une première fois lors d'un échange sur le protocole de 2015 fixant les possibilités de pêche, puis une seconde fois lors d'une discussion générale avec des fonctionnaires de la Commission européenne et du Conseil sur la situation dans le pays. Le Tchad a fait l'objet d'un point à l'ordre du jour dans la commission DEVE qui souhaitait discuter d'une mission d'information du Comité dans le pays, en février 2017. La commission DROI est celle qui a tenu le moins de réunions sur la région du Sahel: seule la Mauritanie a été mise à son ordre du jour à une occasion pendant la période couverte, pour discuter avec un fonctionnaire du SEAE des problèmes d'esclavage dans le pays.

---

<sup>195</sup> Parlement européen, [The Committee on Foreign Affairs of the European Parliament Activity report of the 7th legislature \(2009-2014\)](#) [Rapport d'activité de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen, 7<sup>e</sup> législature (2009-2014)], direction générale des relations extérieures, juin 2014.



## 6. Les défis de l'action de l'Union européenne au Sahel

Compte tenu du caractère explosif de la situation en matière de sécurité au Sahel, l'Union a été dans l'impossibilité de relever un certain nombre de défis dans ses efforts pour assurer la paix et la sécurité dans la région. Ces défis résident dans l'escalade de la violence et la complexité du contexte local (du fait de la prolifération des milices paraétatiques et communales ainsi que des groupes djihadistes armés). D'autres défis découlent, au contraire, des difficultés opérationnelles rencontrées par l'Union ainsi que des priorités qu'elle a définies (lutte antiterroriste et migration plutôt que développement et bonne gouvernance). Ces points sont abordés plus précisément dans le présent chapitre.

### 6.1. Violence incontrôlée dans un contexte de divisions

Comme l'a montré cette étude, le conflit sahélien se caractérise par un enchevêtrement de dynamiques locales complexes qui ne peuvent se résumer à la propagation du djihadisme. L'un des plus grands défis posés à la communauté internationale, dont l'Union, a été de reconnaître les divers acteurs sur le terrain et de les contenir. Les autorités des pays du Sahel (en particulier, le Mali) et les opérations internationales ont inscrit leur action dans le cadre de la lutte antiterroriste; toutefois, les dynamiques locales sont loin de se limiter à une confrontation entre des groupes djihadistes et des forces progouvernementales. Au contraire, les tensions inter- et intra-ethniques, le banditisme endémique, les divers rackets auxquels se livrent les groupes armés locaux sous couvert de protection, dont certains sont indirectement associés aux mouvements signataires de l'accord de 2015 pour la paix et la réconciliation au Mali, créent également un climat d'insécurité et une érosion de la confiance sociale. Ces groupes, de conserve avec les djihadistes les mieux établis au Mali (en particulier, AQMI, Nosrat el-Islam, et l'État islamique), sont parvenus à occuper le vide laissé par l'État et à apparaître, pour les populations vivant sur les territoires qu'ils ont conquis, comme des acteurs crédibles capables de comprendre les codes sociaux et cet environnement spécifique. Quand les groupes armés extrémistes recrutent des combattants dans les villages et les communautés qu'ils contrôlent, ce n'est pas seulement pour grossir leurs rangs, c'est aussi un moyen pour eux de peser sur les dynamiques locales et les prises de décision. Ils se présentent, pour ce faire, comme l'ennemi du gouvernement national et de ses politiques ainsi que de ses partenaires internationaux et locaux, et offrent leur protection contre ceux-ci<sup>196</sup>. Cela est particulièrement le cas pour le Mali.

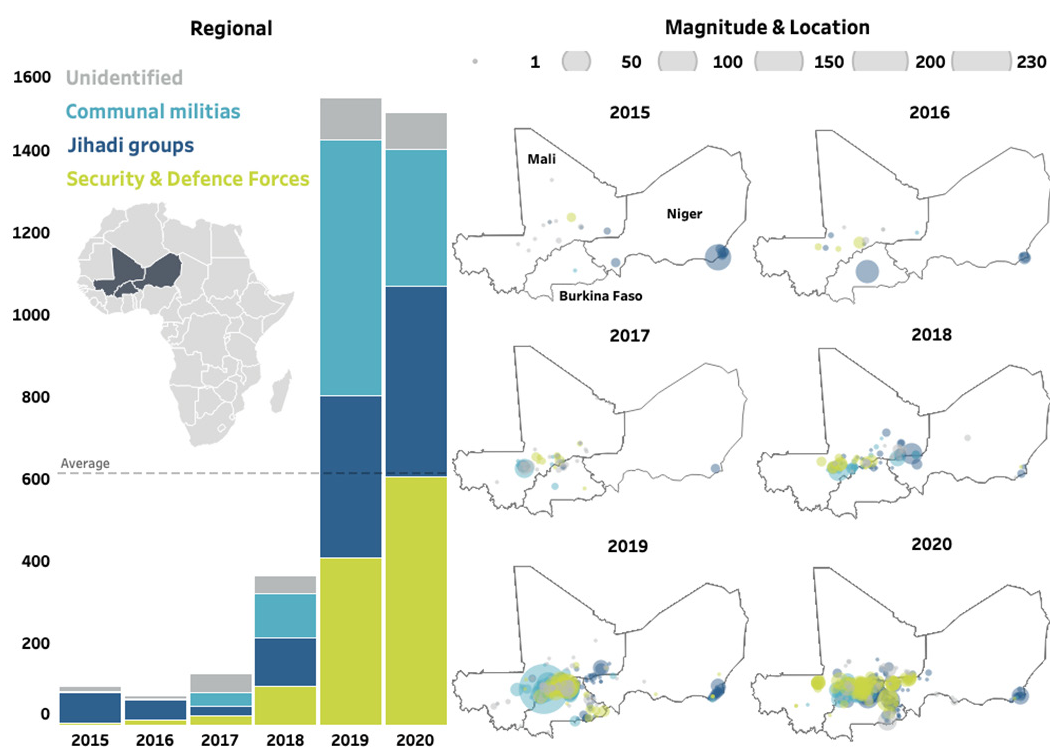
Les dynamiques susmentionnées, d'abord enclenchées au Mali, se sont étendues au reste du Sahel, notamment à partir de 2015. Ainsi, les pays du Sahel occidental sont-ils toujours indéniablement en proie à de violents conflits, principalement à la frontière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger (région du Liptako) et à la frontière entre le Tchad, le Niger et le Nigéria (région du lac Tchad). Dans sa dernière analyse intitulée «CrisisWatch», l'International Crisis Group indique que la situation dans la région continue de se dégrader et que le nombre de morts ne cesse d'augmenter<sup>197</sup>. L'illustration 7 fait clairement apparaître que plusieurs types de combattants armés ont été responsables, au cours des cinq dernières années, du nombre croissant de morts parmi les civils

<sup>196</sup> Sandor, A., Campana, A., «Les groupes djihadistes au Mali, entre violence, recherche de légitimité et politiques locales», *Revue canadienne des études africaines*, 2019; Tobie, A., Sangaré, B., [Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali: Adaptations souhaitables des stratégies de rétablissement de la paix](#), Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, octobre 2019.

<sup>197</sup> International Crisis Group, *CrisisWatch: Tracking Conflict Worldwide* (CrisisWatch: surveiller les conflits à l'échelle mondiale), juillet 2020; [Armed Conflict Location & Event Data Project \(ACLED\)](#) (projet de collecte de données sur les zones de conflit et les événements liés), août 2020.

dans la région du Sahel occidental (Burkina Faso, Mali et Niger). Il montre aussi que la violence, devenue plus insaisissable au fil du temps, se déplace vers le sud et le golfe de Guinée, qui doit affronter ses propres démons. L'explosion du nombre de civils tués par les milices communales, auxquelles les autorités gouvernementales ont confié une partie de la lutte antiterroriste, prouve bien l'inefficacité de ces forces paraétatiques. Cette augmentation importante du nombre de pertes civiles dues aux forces de sécurité et de défense est la preuve tant du renforcement de la présence de forces armées dans les pays du Sahel que, semble-t-il, de leur inefficacité persistante. Qui plus est, ce graphique permet de constater que les groupes islamistes ne sont pas les seuls responsables des pertes civiles ni ceux qui ont commis le plus ce type de crime au cours des deux dernières années.

Illustration 7 - Nombre de civils directement ciblés et tués au Sahel occidental (Burkina Faso, Mali et Niger) par type d'auteur désigné, première moitié de chaque année, 2015-2020



Source: Préparé par José Luengo-Cabrera avec des données d'ACLED (27 juin 2020).

N.B. Les données doivent être considérées comme indicatives et non définitives. Voir le livre de codes ACLED pour les mises en garde concernant ces données.

Par conséquent, le Sahel est perçu comme une région constamment et irrémédiablement sur le sentier de la guerre, où la spirale de la violence ne peut être enrayerée<sup>198</sup>. L'Union et la communauté internationale ont fondé leur discours sur l'idée que cette violence incontrôlable aura des conséquences graves pour l'Europe. La région du Sahel, disent-elles, est le théâtre de migrations déstabilisantes, potentiellement massives avec une croissance démographique sans précédent

<sup>198</sup> Charbonneau, B., «Faire la paix au Mali: les limites de l'acharnement contre-terroriste», *Revue canadienne des études africaines*, 2019.

dans presque tous les États sahéliens (le Niger détient le record mondial de natalité)<sup>199</sup>. La réponse à ceux qui jugent inefficaces les initiatives internationales (y compris celles de l'Union) en matière de lutte antiterroriste au Sahel a consisté à redoubler d'efforts en apportant un soutien à la Force conjointe du G5 Sahel, en mettant en place d'autres initiatives régionales (l'Alliance Sahel et la Coalition pour le Sahel) et en renforçant la présence militaire étrangère dans la région sahélo-saharienne. Cependant, comme les opérations de sécurité (qu'elles soient internationales, régionales ou menées par les gouvernements nationaux) sont conçues sur la base d'une interprétation de la situation imposée d'en haut, elles répondent à une vision de la réalité focalisée sur la menace djihadiste et ignorent la complexité des dynamiques microlocales qui remettent en cause les modes de gouvernance ou l'appropriation des ressources locales. Ainsi, la signification de la présence de groupes armés qui répondent à des besoins sociaux beaucoup plus importants n'a pas été saisie. Qui plus est, en ne donnant pour principale cible des opérations de sécurité dans le centre et le nord du Mali qu'un groupe de djihadistes mal défini, l'Union et les acteurs internationaux de sécurité n'ont pris en considération qu'un aspect de la réalité sociale sur le terrain. Les groupes paraétatiques et d'autodéfense ainsi que ceux qui coopèrent avec les autorités gouvernementales des pays du Sahel ont échappé à leur attention<sup>200</sup>.

## 6.2. Faiblesse des gouvernements au Sahel

Il n'est pas possible de résoudre uniquement au niveau national un imbroglio de conflits créé par des dynamiques transnationales et internationales. C'est pourquoi l'Union a bien fait de choisir le niveau régional pour tenter de résoudre les conflits au Sahel et de coordonner ses efforts avec les autres acteurs régionaux et internationaux. Des difficultés persistent néanmoins au niveau des gouvernements nationaux, car ils n'ont pas encore mis au point de méthode leur permettant de régler les conflits et d'empêcher qu'ils s'étendent.

Le maillon le plus faible au Sahel a été le gouvernement malien et ce, malgré un accord de paix en vigueur (même partiellement) et la présence d'une multitude d'acteurs internationaux dans le pays. Le gouvernement d'Ibrahim Boubacar Keïta a été même accusé d'être réfractaire aux réformes. Comme l'indique dans son dernier rapport le Carter Center, qui sert, depuis 2017, d'observateur indépendant de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015, le manque de volonté suffisante pour mettre en œuvre l'accord d'Alger est patent. Il précise également que les parties ont recouru à des tactiques dilatoires dans le processus de DDR<sup>201</sup>. Les experts ont souligné la façon contradictoire dont la communauté internationale et les autorités maliennes définissent le secteur de la sécurité. D'un côté, la communauté internationale, conformément aux lignes directrices de l'OCDE, estime que l'armée assure la sécurité d'un pays à l'extérieur de ses frontières, alors que la police et la gendarmerie se chargent de cette mission sur son territoire. De l'autre, les autorités maliennes s'appuient sur une définition plus vaste de la sécurité permettant à l'armée de s'occuper de toutes les questions relatives à la sécurité, même à l'intérieur du pays. D'aucuns estiment donc que les autorités nationales, notamment l'armée malienne, ont été peu disposées à soutenir les réformes du secteur de la sécurité du fait que, selon elles, la sécurité dans la communauté

<sup>199</sup> Normand, N., [Pour un Sahel pacifique et prospère](#), Institut d'études de perspectives du monde méditerranéen, 2018.

<sup>200</sup> Tobie, A., Sangaré, B., [Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali: Adaptations souhaitables des stratégies de rétablissement de la paix](#), Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, octobre 2019, p. 26.

<sup>201</sup> The Carter Center, [Mali independent observer releases new report on the implementation of the peace agreement](#) (L'observateur indépendant au Mali publie son nouveau rapport sur la mise en œuvre de l'accord pour la paix), 23 septembre 2019.

internationale relève avant tout de la réforme de la police<sup>202</sup>. Après le coup d'État d'août 2020, il reste à voir si le gouvernement civil de transition au Mali, une fois en place, sera plus déterminé à mettre en œuvre l'accord de paix.

Le rapport du *Carter Center* explique également les risques inhérents à l'ajournement du référendum constitutionnel au Mali. Ce référendum était prévu pour le 9 juillet 2017 mais a été reporté en 2019, malgré les efforts pour le réorganiser, et n'a toujours pas lieu. En 2017, les partis d'opposition au Parlement ont rejeté une proposition de réforme de la constitution en faveur d'une décentralisation accrue. Le rapport souligne qu'en l'absence d'action plus ferme de la part des dirigeants du pays, de la coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et de la plateforme des groupes armés (connu comme «Plateforme»), la mise en œuvre continuera à être caractérisée par des lenteurs et réticences chroniques, avec les risques que cela représente pour le Mali et la région<sup>203</sup>. Le dialogue politique inclusif, dispositif conçu pour renforcer le soutien à la réforme constitutionnelle, doit être mené à bien avant la reprise du processus de réforme. Cependant, les efforts du Président Ibrahim Boubacar Keïta pour réunir les interlocuteurs de ce dialogue se sont révélés vains en raison du boycott de la majorité des groupes d'opposition. Malgré tout ce qui sépare les différentes parties, l'incapacité à trouver une solution militaire à huit années de violence a fait naître le sentiment que seul le dialogue avec les djihadistes, comme moyen partiel de réconcilier une classe politique malienne divisée, peut permettre de sortir de la crise<sup>204</sup>.

Parallèlement, les nouvelles institutions maliennes censées encourager le développement dans le nord du pays ne fonctionnent pas. L'équipe de direction pour la zone de développement n'a toujours pas été réunie et le plan de travail reste à définir. Les signataires s'opposent toujours de façon marquée sur la direction et le fonctionnement du Fonds de développement durable, qui devait constituer l'une des pierres angulaires du développement dans le nord du Mali. Cette situation est susceptible de persister pendant la période intérimaire alors qu'un nouveau gouvernement civil de transition est en cours de décision au Mali. Toutefois, comme l'ont souligné des experts, «tant qu'ils coopèrent pleinement dans la lutte contre le terrorisme et la migration irrégulière, les gouvernements locaux n'ont pas à craindre les critiques concernant le respect des droits de l'homme ni à prouver qu'ils promeuvent la démocratie». Cette tendance ne s'observe d'ailleurs pas seulement dans les endroits qui ont été conquis par les djihadistes et d'où les autorités gouvernementales sont absentes. Luca Raineri et Francesco Strazzari montrent que des officiers de haut rang, les forces de sécurité et même certaines unités qui ont profité du renforcement des capacités proposé par l'Union ont été impliqués dans des marchandages et des tractations. Ils affirment que l'Union a connaissance de cette pratique mais choisit «de fermer les yeux sur la mauvaise gouvernance, estimant qu'il est trop difficile ou prématuré de chercher à l'améliorer, quand c'est la coopération continue avec des partenaires locaux capables de calmer les inquiétudes de l'Union en matière de sécurité qui importe». Ce comportement a fini par miner la crédibilité de l'Union. Comme l'ont fait remarquer des observateurs locaux informés, eux aussi, de cette pratique,

<sup>202</sup> Bagayoko, N., «La réforme du système de sécurité malien à l'épreuve des mutations du nexus "défense/sécurité intérieure" dans l'espace sahélien», *Revue canadienne des études africaines*, 2019.

<sup>203</sup> The Carter Center, [Mali independent observer releases new report on the implementation of the peace agreement](#) (L'observateur indépendant au Mali publie son nouveau rapport sur la mise en œuvre de l'accord pour la paix), 23 septembre 2019.

<sup>204</sup> [Mali crisis talks end urging new elections and constitution](#) (Débats sur la crise au Mali: un appel à la mise en place de nouvelles élections et d'une nouvelle Constitution), *France24*, 22 décembre 2019.

l'Union ne peut plus se permettre de parler de lutte contre la criminalité organisée puisqu'elle a donné sa bénédiction à de telles activités illégales et à leurs auteurs<sup>205</sup>, même si c'est sans le vouloir.

Les dynamiques observées au Mali se sont, au cours des deux dernières années, exportées au Burkina Faso. Même si les causes de la violence au Burkina Faso sont à chercher, à l'extérieur, dans la compétition entre le salafisme militant et la «guerre contre le terrorisme» menée par l'Occident, il est possible de trouver les raisons de l'enracinement du conflit dans les difficultés structurelles internes rencontrées par le Burkina Faso, en commençant par la formation de l'État et le déficit de gouvernance<sup>206</sup>. Selon Niagalé Bogayoko, il existe un risque croissant que les groupes de défenses civiles, tels que ceux qui ont pris part aux attaques violentes contre un village peul en 2019 au Mali (voir [chronologie reproduite en annexe](#)), soient recrutés par les autorités politiques. Certains s'inquiètent en particulier du fait que le Burkina Faso a adopté une loi permettant à ces groupes, comme les Koglweogo et les dozogs, de rejoindre les nouveaux «Volontaires pour la défense de la patrie», une garde civile sous le contrôle du ministère de la défense. Ces groupes, qui sont favorables aux dirigeants politiques et au gouvernement en place, donnent vraiment l'impression de pouvoir provoquer «un nouveau conflit dans le conflit<sup>207</sup>» et de fragiliser ainsi encore un peu plus les réformes en matière de bonne gouvernance.

### 6.3. Limites de l'action de l'Union en matière de sécurité

Les opérations de soutien de la paix de l'Union, c'est-à-dire les missions relevant de la PSDC, et leurs mandats ont été adaptés au fil du temps afin d'essayer de trouver une solution aux défis en matière de sécurité sur le terrain, dont la flambée de violence et sa propagation dans la région du Sahel. Cette violence incontrôlée menace d'ouvrir un couloir de conflits s'étendant de la côte méditerranéenne en Libye jusqu'au golfe de Guinée sur la côte du Togo. Toutefois, ces actions n'ont pas toujours eu le résultat escompté. Les experts ont souligné un certain nombre de dysfonctionnements, qui ont nui à l'efficacité des missions PSDC. En 2018, la Cour des Comptes européenne (CCE) a recommandé, dans un audit, d'appliquer avec souplesse les procédures de passation de marchés du fait de leur inadaptation aux conditions présentes au Mali et au Niger ainsi qu'au manque d'orientations pratiques pour le personnel nouvellement recruté (comme des exemples de bonnes pratiques ou des modèles types découlant de missions PSDC civiles antérieures). La CCE, dans son rapport spécial, a également conclu qu'en moyenne, seuls trois quarts des postes publiés étaient pourvus et que les procédures de recrutement étaient longues et souvent infructueuses<sup>208</sup>. La mission PSDC de l'Union européenne au Niger (EUCAP Sahel Niger) et la mission PSDC de l'Union européenne au Mali (EUCAP Sahel Mali) représentent 20 % du total des missions PSDC civiles autorisées. De plus, ces deux missions civiles sont relativement dépendantes de la Belgique et de la France pour leur personnel détaché ainsi que pour les agents contractuels, qui sont, en majorité, des nationaux belges ou français. Les deux pays ont mis de plus en plus l'accent sur les missions francophones au Sahel, ce qui explique que le personnel actuellement détaché représente 84 % des missions au Mali et au Niger. En ce qui concerne la France, cette proportion

<sup>205</sup> Raineri, L., Strazzari, F., «(B)ordering hybrid security? EU stabilisation practices in the Sahara-Sahel region» (Organiser et limiter la sécurité hybride? La stabilisation des pratiques de l'Union dans la région Sahara-Sahel) *Ethnopolitics*, 2019, vol. 18, n° 5, p. 553-554.

<sup>206</sup> Idrissa, R., [Tinder to the fire: Burkina Faso in the conflict zone](#) (Déclencheur: le Burkina Faso en pleine zone de conflit), RLS research papers on peace and conflict studies in West and Central Africa, février 2019.

<sup>207</sup> Bagayoko, N., [No simple solutions: The Sahel crisis requires a complex response](#) (Pas de solution simple: la crise au Sahel nécessite une réponse complexe), The Africa Report, 5 juin 2020.

<sup>208</sup> Cour des comptes européenne, [Renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure au Niger et au Mali: des progrès certes, mais lents et limités](#), rapport spécial n° 15, 2018, p. 7 et 22-23.

s'élève même à 90 %. L'extension des missions, ces dernières années, a renforcé d'autant ces dépendances<sup>209</sup>.

Les missions PSDC rencontrent, en outre, des problèmes plus importants. La CCE, dans son rapport spécial, souligne que le personnel de ces missions dans la région du Sahel «n'avait reçu ni orientations appropriées sur le plan pratique ni, dans le cas de l'EUCAP Sahel Niger, formation préalable au déploiement sur le terrain». Elle insiste également sur l'absence de travail de suivi sur la formation proposée pour s'assurer que les enseignements sont appliqués, que les politiques nationales sont mises à jour ou adaptées, et que le personnel local qui a été formé travaille bien dans son domaine de formation<sup>210</sup>. De même, le Parlement européen, dans son rapport annuel de 2019 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune, critique le fait que «le SEAE n'ait pas défini d'indicateurs appropriés pour le suivi des résultats des missions EUCAP Niger et EUCAP Mali, et que les efforts de surveillance et d'évaluation des activités réalisées dans le cadre de ces missions aient été insuffisants et n'aient pas visé à prendre leurs conséquences en compte»<sup>211</sup>. Ces pratiques ont rendu délicate l'adaptation des missions aux réalités du terrain et nuisent à la pérennité des modifications apportées.

En outre, les observateurs ont souligné que le SEAE et la Commission européenne n'avaient pas apporté un appui suffisant et, dans certains cas, avaient même appliqué des procédures inadaptées aux conditions de travail sur le terrain. Par exemple, il n'apparaît pas clairement comment les derniers ajustements apportés au mandat de l'EUTM permettront de mettre en pratique ses ambitions, puisque la création de nouvelles antennes pour la mission dans d'autres régions du Mali a été abandonnée, à la déception de la France. La question se pose également de savoir comment garantir la sécurité des formateurs dans un environnement aussi explosif. Pour ces raisons, l'extension de l'EUTM à l'ensemble du territoire du Mali sera progressive et lente<sup>212</sup>.

En outre, les obstacles politiques s'ajoutent aux difficultés opérationnelles. Certains observateurs ont souligné que les interventions de l'Union dans la région ne parviennent pas, dans certains cas, à s'adapter aux conditions sur le terrain, car elles sont guidées par des pressions politiques de la part des États membres. Les pratiques de recrutement susmentionnées détournent, par exemple, les missions PSDC au profit des intérêts de certains États membres. Cette situation peut exacerber les tensions locales et favoriser, à long terme, l'instabilité<sup>213</sup>. Cela démontre également combien est complexe la présence de tant d'acteurs différents dans la région. Par exemple, même sans tenir compte de la nébuleuse des groupes djihadistes armés, sont présents aujourd'hui au Mali pas moins de 17 groupes politico-militaires appartenant à l'armée régulière, cinq missions internationales (trois missions PSDC, la MINUSMA et le G5 Sahel), de nombreuses troupes des États membres de l'Union et une force militaire des États-Unis. Cette multitude d'interventions risque de créer un labyrinthe bureaucratique qui peut empêcher les acteurs externes, dont l'Union, d'accomplir leur mission même s'ils se montrent tout à fait disposés à coordonner leurs actions.

<sup>209</sup> Smit, T., [Towards a more capable European Union civilian CSDP](#) (Vers une PSDC civile de l'Union plus compétente), SIPRI Policy Brief, Stockholm Peace Research Institute, novembre 2019, p. 7 et 11.

<sup>210</sup> Cour des comptes européenne, [Renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure au Niger et au Mali: des progrès certes, mais lents et limités](#), rapport spécial n° 15, 2018, p. 4-5 et 34-35.

<sup>211</sup> Rapport du Parlement européen sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune – rapport annuel (2019/2135(INI)), [P9\\_TA\(2020\)0009](#), 11 décembre 2019.

<sup>212</sup> [«EUTM Mali évolue: focus sur l'accompagnement des FAMA et le G5 Sahel»](#), B2Pro, 24 mars 2020.

<sup>213</sup> Lebovich, A., [Halting ambition: EU migration and security policy in the Sahel](#) (Ambition hésitante: la politique de l'Union en matière de migration et de sécurité dans le Sahel), Conseil européen des relations internationales, 25 septembre 2018.



Les analystes ont également avancé que le travail étroit avec des partenaires locaux a constitué un choix sous-optimal pour l'Union et a porté atteinte à la politique étrangère européenne fondée sur des valeurs. Plus particulièrement, ils soulignent qu'en assimilant les causes du conflit à des situations d'urgence et en privilégiant de ce fait des solutions rapides afin restaurer un semblant de stabilité dans des régions frontalières éloignées, l'Union et ses États membres ont sous-traité des aspects prioritaires de la sécurité, tels que le contrôle aux frontières et la lutte antiterroriste. Même si ces partenaires locaux ont fini par être considérés comme des travailleurs fiables et ont acquis, de ce fait, une forme de légitimité, leur travail n'est pas conforme aux principes de l'Union<sup>214</sup>. Cette pratique a favorisé, à son tour, l'enracinement d'une gouvernance défailante et d'une politique de clientélisme. Elle a ainsi fait mentir l'Union, qui s'était engagée de manière répétée à encourager la bonne gouvernance et les droits de l'homme.

## 6.4. La sécurisation du développement et de la migration

De nombreux discours de l'Union s'appuient sur le postulat selon lequel la sécurité est une condition préalable au «vrai» développement, alors que l'on peut tout aussi bien affirmer le contraire: le développement est essentiel à une sécurité à long terme. Il existe néanmoins des raisons normatives plus profondes qui expliquent l'absence de progrès en matière de développement. Face aux conditions difficiles des pays du Sahel, qui nécessiteraient un engagement à long terme en faveur du développement, de nombreux rapports européens, dans le cadre de la stratégie globale de l'UE, de la stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel de 2011, puis de la stratégie suivante adoptée en 2016, ont jeté des ponts entre le programme de sécurité et le programme de développement. Même si l'attention portée au terrorisme dans la stratégie pour le Sahel pose certaines questions particulières, la stratégie elle-même n'innove pas en reliant sécurité et développement: elle ne fait que refondre et associer des initiatives existantes. Cette attitude a détourné l'attention des politiques d'un engagement à long terme vers une vision court-termiste et a jeté la confusion sur l'identité de ceux dont l'Union cherche à protéger les intérêts. Elle a fait également ressortir le doute qui existe sur la compatibilité entre les objectifs des pays bénéficiaires du Sahel, d'une part, et ceux des institutions de l'Union et de ses États membres, d'autre part<sup>215</sup>.

Les pays du Sahel dépourvus de littoral (Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad) sont ceux qui souffrent le plus de la pauvreté extrême et de la guerre. Même s'il est vrai que l'enseignement se fait dans une langue étrangère à la culture traditionnelle, le taux d'analphabétisme dépasse les 50 % dans les pays du Sahel et même 75 % au Mali et au Niger. De surcroît, dans ces sociétés où l'économie s'appuie sur les relations interpersonnelles et la politique sur des réseaux clientélistes plutôt que sur le droit, et où les institutions sont faibles (tirillées entre colonialisme, traditionalisme et modernité), les populations se sentent déconnectées et éloignées de l'autorité centrale<sup>216</sup>. À un niveau opérationnel, cela signifie que les institutions de l'Union se trouvent fréquemment dans l'impossibilité de surveiller l'exécution des programmes de développement qu'elles mettent en place. Cela vient en partie du fait que beaucoup dépend de la coopération des gouvernements

<sup>214</sup> Raineri, L., Strazzari, F., «(B)ordering Hybrid Security? EU Stabilisation Practices in the Sahara-Sahel Region» (Organiser et limiter la sécurité hybride? La stabilisation des pratiques de l'Union dans la région Sahara-Sahel), *Ethnopolitics*, 2019, vol. 18, n° 5, p. 544-559.

<sup>215</sup> Sheriff, A., [The EU Strategy for Security and Development in the Sahel – An indicator for the future of EU External Action?](#) (La stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel - un indicateur sur l'avenir de l'action extérieure de l'Union?), Centre européen de gestion des politiques de développement, 23 septembre 2011.

<sup>216</sup> Normand, N., [Pour un Sahel pacifique et prospère](#), Institut d'études de perspectives du monde méditerranéen, 2018.

locaux, qui ne disposent sans doute pas de la capacité administrative nécessaire pour entreprendre et mener à bien les pesants programmes de développement de l'Union<sup>217</sup>.

De plus, depuis la « crise migratoire » de 2015, un consensus s'est dégagé au niveau européen : l'Union préfère se concentrer sur l'amélioration du lien entre sécurité intérieure et extérieure ainsi que la transposition, dans sa politique étrangère, de ses inquiétudes concernant sa propre sécurité. Les préoccupations dominantes des pays européens – s'opposer au terrorisme, aux passeurs et aux migrants – occupent ainsi les devants de la scène. Certains observateurs ont fait valoir, par exemple, que les missions PSDC civiles se sont donné pour objectif de servir ces intérêts en renforçant les capacités des partenaires externes à faire face aux menaces de sécurité, alors que les missions PSDC se consacrent plutôt à des tâches ayant plus spécifiquement trait à la sécurité, comme l'immigration clandestine (EUCAP Sahel Niger et EUCAP Sahel Mali) et la lutte antiterroriste (EUCAP Sahel Niger)<sup>218</sup>. Plus précisément, les analystes estiment qu'en communiquant à Frontex des informations récentes concernant les tendances migratoires (pour défendre les intérêts de l'Union dans la région du Sahel), EUCAP Sahel Niger pourrait miner la crédibilité de la mission PSDC aux yeux de la population locale. C'est d'autant plus probable qu'au Niger, l'Union a transformé les postes douaniers en bureaux de contrôle de l'immigration<sup>219</sup>. C'est la conséquence du nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers dans le domaine de la migration entre l'Union et le Niger, dont le but est de renforcer la capacité des institutions étatiques à contrôler les frontières et à lutter contre le crime organisé. En échange, le Niger bénéficie d'une coopération intensifiée avec l'Union<sup>220</sup>. Les analystes en matière de sécurité objectent toutefois que cette pratique de sous-traitance des Européens a pour effet d'attiser les conflits et les abus (au Niger et en Libye) et donnent ainsi aux populations encore plus de raisons d'émigrer<sup>221</sup>.

De même, selon certains experts, le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, qui a apparemment été conçu à l'origine pour offrir des solutions temporaires, risque en définitive d'inscrire durablement les intérêts de l'Union en matière de migration dans sa politique extérieure. Ils soulignent également que, même si ce constat ne s'applique pas à tous les projets, l'on assiste à l'émergence d'une « interprétation de plus en plus incontournable de la coopération au développement », dont l'objectif principal ne serait plus d'améliorer les conditions de vie, mais d'enrayer la migration irrégulière. Les observateurs contestent la légitimité de ce fonds en raison du manque de suivi par le Parlement européen des décisions et des procédures de passation de marchés qui y sont prévues<sup>222</sup>. Le Parlement est également revenu sur ce point à plusieurs reprises, en 2016 et 2019<sup>223</sup>. En outre, le rapport d'une ONG sur le FFUE pour l'Afrique a fait ressortir qu'il était

<sup>217</sup> Lebovich, A., [Halting ambition: EU migration and security policy in the Sahel](#) (Ambition hésitante: la politique de l'Union en matière de migration et de sécurité dans le Sahel), Conseil européen des relations internationales, 25 septembre 2018.

<sup>218</sup> Juncos, A., « Beyond civilian power? Civilian CSDP two decades on », dans Daniel Fiott (éd.), [The CSDP in 2020: The EU's legacy and ambition in security and defence](#), Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, 2020, p. 77-78.

<sup>219</sup> Parkes, R., « Reading the runes: The future of CSDP and AFSJ », dans Daniel Fiott (éd.), [The CSDP in 2020: The EU's legacy and ambition in security and defence](#), Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, 2020, p. 101 et 105-106.

<sup>220</sup> Latek, M., [La mise en œuvre du nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers: le cas du Niger](#), PE 640.137, Service de recherche du Parlement européen, septembre 2019.

<sup>221</sup> Andersson, R., Keen, D., [Partners in crime? The impacts of Europe's outsourced migration controls on peace, stability and rights](#) (Complices? Les répercussions des contrôles des migrations externalisés sur la paix, la stabilité et les droits en Europe), Saferworld, juillet 2019.

<sup>222</sup> Kipp, D., [From exception to rule – the EU Trust Fund for Africa](#) (De l'exception à la règle - le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique), SWP Research Paper, 2018/RP 13, Stiftung Wissenschaft und Politik, décembre 2018.

<sup>223</sup> Résolution du Parlement européen du 9 mars 2016 sur les orientations générales pour la préparation du budget 2017, section III – Commission (2016/2004(BUD)), [P8\\_TA\(2016\)0080](#); et résolution législative du Parlement européen du

presque exclusivement (à 90 %) financé par l'APD en provenance du Fonds européen de développement (FED), ce qui revient à dire qu'il devrait fonctionner conformément aux principes clés sur l'efficacité du développement. Or, selon le même rapport, les déboursements de l'APD sont, dans une certaine mesure, consacrés à des missions qui n'entrent plus dans le cadre des objectifs de développement de l'Union, précédent dangereux, car il pourrait déterminer la façon dont ces objectifs sont définis à l'avenir<sup>224</sup>. De la même façon, dans un avis sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2020, la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen rappelle que, quand les ressources sont mutualisées à partir du budget de l'Union, du FED et d'autres bailleurs de fonds, les fonds destinés à la politique de développement et de coopération devraient être affectés aux objectifs initiaux de celle-ci<sup>225</sup>.

---

5 juillet 2018 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, [P8\\_TA\(2018\)0309](#).

<sup>224</sup> [European Union Emergency Trust Fund for Africa: Partnership or Conditionality?](#) (Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique: partenariat ou conditionnalité?), CONCORD Europe, novembre 2017.

<sup>225</sup> Parlement européen, [Avis de la commission du contrôle budgétaire à l'intention de la commission des budgets sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2020 \(2019/2028\(BUD\)\)](#), 26 septembre 2019.

## 7. Options pour l'avenir

Compte tenu des circonstances décrites au chapitre 6, la priorité reste le rétablissement de la sécurité sur le territoire des pays du Sahel ainsi que, dans ce contexte, la lutte contre les groupes armés islamistes. De plus, comme nous l'avons déjà montré dans le cadre de cette étude, l'Union n'est qu'un acteur international dans un environnement géopolitique comprenant une foule d'autres acteurs en compétition les uns avec les autres, et elle a modelé son action (et son discours) sur la nécessité de prendre également en considération la protection de ses intérêts et de ses citoyens. L'Union doit, de plus, faire face aux intérêts contradictoires de ses États membres ainsi qu'à des missions et à des contributions qui se chevauchent. Enfin, l'influence de l'Union ne peut se comprendre que si on la compare avec celle des autres intervenants sur le terrain: les États membres de l'Union (surtout la France) qui entretiennent (pour des raisons historiques) des relations privilégiées avec la région du Sahel et des acteurs imposants par leur taille (comme la MINUSMA)<sup>226</sup>. Cependant, même si c'est seulement dans un rôle d'appui et non dans celui de combattante de première ligne, l'Union peut aussi jouer en parallèle un rôle important pour reprendre le contrôle sur les territoires perdus dans les pays sahéliens.

Les principales préoccupations de l'Union en matière de sécurité, telles que le terrorisme et la migration irrégulière, sont rarement considérées comme des priorités dans la région du Sahel, même si elles occupent le devant de la scène politique. Même si l'«approche intégrée» de l'Union a été appliquée avec un certain succès à plusieurs niveaux, particulièrement dans la régionalisation de la réponse européenne à la violence au Sahel, des efforts sont encore nécessaires pour que cette campagne de pacification de la région soit réellement intégrée. Il faudrait encore s'employer, notamment, à renforcer les états faibles; à veiller à ce que les populations (en particulier, dans les zones libérées) aient accès à des services et des produits de base; à désarmer, démobiliser et réintégrer dans la société les anciens combattants; à conclure un nouveau contrat social et à rétablir la confiance avec les citoyens (en particulier, dans les zones libérées). Nous analyserons dans le présent chapitre certaines des initiatives que pourrait prendre l'Union.

### 7.1. Renforcer les missions PSDC

Certains observateurs ont affirmé que l'intervention française au Mali (plus de 5 000 soldats) et la présence importante de maintien de la paix des Nations unies (plus de 15 000 soldats) ont créé – c'est encore vrai aujourd'hui – une dépendance envers les ressources militaires internationales. Cependant, si l'on considère que ni la communauté internationale ni les forces locales ou régionales ne sont parvenues à contrôler la violence au Sahel, la présence de l'Union dans la région peut encore être renforcée. Dans ce contexte et conformément à son approche globale, l'Union a essayé de s'adapter aux réalités sur le terrain, dans les limites administratives imposées par ses institutions et compte tenu des difficultés pour trouver un consensus entre les États membres sur les questions sensibles de politique étrangère<sup>227</sup>. Pedro Serrano, haut fonctionnaire du SEAE qui a travaillé de nombreuses années à la mise en place de la PSDC et qui est actuellement chef de cabinet du haut représentant et vice-président, Josep Borrell, a récemment écrit que, malgré l'escalade de la violence dans les pays du Sahel, il n'existait aucune volonté réelle de la part des États membres de l'Union de remettre à plat l'action de sécurité et de défense dans la région. C'est pourquoi,

<sup>226</sup> Le travail que nous avons mené dans cette étude se limitait à analyser l'action de l'Union et de ses États membres au Sahel ainsi que leurs contributions aux actions des partenaires internationaux. Pour cette raison, le rôle que les États-Unis et les autres puissances mondiales jouent dans la région n'est pas abordé.

<sup>227</sup> Voir, par exemple, «*Au Sahel, je trouve l'Europe un peu longue à se mettre en branle*» (général Lecointre), *B2 Pro*, 22 janvier 2020.

conformément à sa stratégie pour le Sahel, l'Union a choisi de régionaliser les missions PSDC dans l'espoir de créer une dynamique qui lui permette de disposer de l'ambition et des ressources nécessaires à son engagement. L'Union entreprend ainsi discrètement l'une de ses plus ambitieuses missions au titre de la PSDC en essayant de concilier les mesures de sécurité prévues par la PSDC avec des programmes humanitaires et de développement ainsi qu'un engagement politique déterminé<sup>228</sup>.

Quoi qu'il en soit, l'«approche graduelle pour une régionalisation» des missions PSDC au Sahel n'a pas permis de contrôler la violence dans la région. Pedro Serrano a dès lors proposé que, au titre des dispositifs de coordination de la PSDC déjà en place, les États membres de l'Union conviennent d'étendre sans restriction les mandats des trois missions au Sahel (l'EUTM Mali et les EUCAP Sahel Mali et Niger) à tous les pays du G5 Sahel. Une telle initiative permettrait d'appuyer leurs forces de sécurité et de défense sur un plan bilatéral ainsi que dans le cadre de la Force conjointe du G5 Sahel. Tout en restant non exécutifs, les mandats des missions PSDC comprendraient le soutien desdites forces afin de renforcer la fonction consultative de l'Union et d'en améliorer l'efficacité. Cela permettrait d'accroître la crédibilité de l'action de la PSDC en répondant aux défis actuels, de type insurrectionnel<sup>229</sup>. Dans le même ordre d'idées, le chef d'état-major des armées français, François Lecointre, en a appelé à concentrer les efforts sur le suivi des ressources humaines des armées locales et à offrir des conseils pratiques aux officiers formés pendant leurs missions sur le terrain<sup>230</sup>. Renforcer l'action de l'Union sur le terrain ne suffira pourtant pas si les pays de la région directement concernés ne s'engagent pas à ses côtés et, de ce point de vue, la Force conjointe du G5 Sahel pourrait jouer un rôle catalyseur dans l'intensification de l'action. En outre, ces décisions devront dûment tenir compte des intentions du président des États-Unis, Donald Trump, qui déclarait dernièrement vouloir mettre un terme à la présence américaine au Sahel. Un retrait américain de la région laisserait un vide immense en matière de renseignements. Même si les États-Unis ne sont pas très présents physiquement en Afrique (avec environ 6 000 personnels de défense), ils possèdent une grande base de drones au Niger disposant d'importantes capacités de renseignement<sup>231</sup>.

En ce qui concerne l'aide apportée aux pays du Sahel dans leur lutte contre le djihadisme et la criminalité organisée, d'aucuns ont proposé de recourir à la facilité européenne pour la paix (si ce projet est approuvé dans le cadre du nouveau budget de l'UE). Ce nouvel instrument permettrait à l'Union d'apporter une assistance militaire (y compris du matériel légal) à des partenaires, au cas par cas, ainsi que de contribuer à des opérations régionales ou sous-régionales, d'une façon plus souple et globale. Selon certains, cela irait dans le sens des enseignements tirés par l'Union de son expérience sahélienne, c'est-à-dire que «la meilleure façon de lutter contre le djihadisme consiste à donner des moyens d'action aux forces militaires et policières locales»<sup>232</sup>. Cette idée se trouve confortée par la dernière résolution du Parlement européen concernant la région du Sahel, qui a été adoptée au niveau de la commission AFET, mais qui doit toujours l'être en séance plénière. Le Parlement y invite l'Union et ses États membres à «combler les lacunes dans les missions et les projets de l'Union en vue de soutenir le renforcement des capacités des partenaires dans le secteur de la sécurité, y compris par le financement de dépenses militaires et la fourniture d'armes, de

<sup>228</sup> Serrano, P., «Truth and dare: A personal reflection on 20 years of CSDP», dans Daniel Fiott (éd.), *The CSDP in 2020: The EU's legacy and ambition in security and defence*, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, 2020, p. 32.

<sup>229</sup> Serrano, P., «Truth and dare: A personal reflection on 20 years of CSDP», dans Daniel Fiott (éd.), *The CSDP in 2020: The EU's legacy and ambition in security and defence*, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, 2020, p. 32-33.

<sup>230</sup> «"Au Sahel, je trouve l'Europe un peu longue à se mettre en branle" (général Lecointre)», *B2 Pro*, 22 janvier 2020.

<sup>231</sup> «Macron urges Trump not to get out of Africa», *Politico*, 14 janvier 2020.

<sup>232</sup> Serrano, P., «Truth and dare: A personal reflection on 20 years of CSDP», dans Daniel Fiott (éd.), *The CSDP in 2020: The EU's legacy and ambition in security and defence*, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, 2020, p. 34.

munitions ou de matériel létal, des transports et de la formation indispensable pour améliorer la capacité de combat des forces armées africaines contre le djihadisme»<sup>233</sup>. Un certain nombre d'ONG œuvrant en faveur de la consolidation de la paix se sont opposées à cette vision et ont mis en garde contre un effet boomerang et le coup qui serait ainsi porté à la politique étrangère fondée sur les valeurs pratiquée par l'Union<sup>234</sup>. Au Mali, les abus commis par les forces de sécurité du pays, soutenues par l'Union, lors d'opérations de lutte antiterroriste ont suscité un sentiment d'injustice et ont poussé certains à rejoindre des groupes armés, certaines de ces atrocités ayant même été commises par des soldats qui avaient bénéficié de la mission de formation de l'UE au Mali<sup>235</sup>.

## 7.2. Accélérer la réforme du secteur de la sécurité

Il faudrait accorder une plus grande priorité à la reconstruction du dispositif de sécurité de la région, en renforçant les missions PSDC (voir point 7.1) et en ayant recours à un équivalent des efforts déployés par la Commission européenne grâce à son aide au développement, ce qui permettrait aux pays du Sahel d'accomplir des progrès considérables sur la voie de la bonne gouvernance. L'Union doit surmonter les éventuelles contradictions entre, d'un côté, la priorité stratégique donnée à la lutte antiterroriste et, de l'autre, l'indifférence qu'elle affiche à l'égard de la coopération entre les forces armées des gouvernements nationaux avec les groupes d'autodéfense, qui sont souvent accusés par les populations locales de violation des droits de l'homme (voir chapitre 6.2). Les experts ont systématiquement (du moins à partir de 2018) recommandé que l'Union s'efforce d'encourager les gouvernements du Niger et du Mali (en particulier) à engager une réforme ambitieuse du secteur de la sécurité et à élaborer des stratégies de sécurité nationale à long terme. Ils soutiennent que les missions PSDC de l'Union ne pourront avoir un effet positif que si les stratégies et les programmes européens au Sahel assurent la promotion de la bonne gouvernance<sup>236</sup>.

Au niveau normatif, les forces armées dans les pays du Sahel – le Mali constituant, à cet égard, un cas d'école pour les analystes<sup>237</sup> – continuent à estimer que leur rôle consiste à protéger le gouvernement et à défendre ses intérêts plutôt que ceux de la population (voir chapitre 6.2). Au niveau opérationnel, les experts déclarent que la réforme du secteur de la sécurité au Mali a fait tout au plus quelques pas hésitants et n'a pas dépassé le stade nécessaire au-delà duquel on pourrait réellement parler de «réforme». Les autorités gouvernementales, sans grand pouvoir, se sont cantonnées à reconnaître les groupes non étatiques (milices) et à les intégrer dans l'appareil d'État, parfois de façon peu transparente. L'institutionnalisation des milices s'est faite en ordre dispersé et de façon désorganisée, souvent du fait de décisions ponctuelles dictées par des stratégies de cooptation personnalisée qui ressemblent à s'y méprendre à du clientélisme. L'appât d'un gain significatif associé à des programmes de réinsertion (en particulier dans l'armée) financés par des acteurs externes (dont l'Union) a incité les dirigeants des milices à imposer l'adoption de solutions

<sup>233</sup> Parlement européen, [Project de rapport sur la coopération UE-Afrique en matière de sécurité dans la région du Sahel, l'Afrique de l'Ouest et la Corne de l'Afrique \(2020/2002\(INII\)\)](#) (rapporteur: Javier Nart), AFET\_PR(2020)646966, Commission des affaires étrangères, 14 avril 2020.

<sup>234</sup> Voir, par exemple, Montanaro, L., Rätty, T., «EU's new €10bn 'peace facility' risks fuelling conflict» (Les 10 milliards d'euros supplémentaires versés par l'Union à la facilité pour le soutien à la paix risquent d'alimenter le conflit), *EUobserver*, 27 novembre 2019.

<sup>235</sup> Carayol, R., [Mali. Le jeu trouble de l'État avec les milices](#), *orientxx*, 9 août 2019.

<sup>236</sup> Lebovich, A., [Halting ambition: EU migration and security policy in the Sahel](#) (Ambition hésitante: la politique de l'Union en matière de migration et de sécurité dans le Sahel), Conseil européen des relations internationales, 25 septembre 2018.

<sup>237</sup> Bagayoko, N., «La réforme du système de sécurité malien à l'épreuve des mutations du nexus "défense/sécurité intérieure" dans l'espace sahélien», *Revue canadienne des études africaines*, 2019.



non durables grâce à des déclarations d'intégration irréalistes. Les observateurs ont désigné ce processus, par lequel les groupes armés non étatiques sont parvenus à forcer la main de l'État pour les ériger en institutions, d'«institutionnalisation des milices par le bas»<sup>238</sup>. Les Nations unies indiquent que 1 330 anciens combattants des mouvements armés auraient été intégrés dans les forces de sécurité et de défense nationales depuis la signature de l'accord d'Alger, il y a cinq ans. Un total de 1 100 personnels formés ont été redéployés à Kidal, Gao, Tombouctou et Ménaka dans les unités reconstituées des forces armées nationales. Les Nations unies espèrent pouvoir recommencer à intégrer les 510 combattants restants ainsi qu'un autre groupe de 1 160 hommes afin d'atteindre l'objectif de 3 000 soldats réintégrés d'ici la mi-2020<sup>239</sup>. L'obtention de chiffres vérifiables sur le nombre de combattants s'avère en fait être une véritable gageure, étant donné qu'il est difficile d'évaluer l'importance des groupes d'autodéfense (voir illustration 7 sur le nombre de civils tués par les différents groupes armés au Sahel).

Il importe également d'accélérer la réforme du secteur de la sécurité afin de rétablir la confiance de la population envers les institutions gouvernementales et de reprendre le contrôle des communautés agrorurales locales. En se présentant comme des médiateurs et des garants de l'apport de ressources et de la sécurité dans les territoires qu'ils contrôlent alors que l'État malien, absent et défaillant, est incapable de le faire, les groupes djihadistes sont parvenus à se faire passer, dans plusieurs régions, pour des acteurs de la gouvernance locale reconnus par la population. Même s'ils ont recours à des méthodes violentes de coercition afin de contrôler les populations locales, les groupes djihadistes au Mali exploitent principalement les tensions qui déchirent et opposent les communautés afin d'assurer la promotion de modes alternatifs de gouvernance<sup>240</sup>. Un secteur de la sécurité opérationnel pourrait permettre de pallier cette défaillance. Les observateurs ont fait remarquer que, pour lutter contre les réseaux criminels qui évoluent rapidement, il faut pouvoir disposer d'une force de police sur le terrain et, surtout, d'un système judiciaire qui fonctionne, c'est-à-dire qui poursuit et punit ceux qui enfreignent la loi (y compris quand les forces militaires prennent des civils pour cibles). Les citoyens constateront ainsi que la justice est rétablie, le vide judiciaire constituant un argument de recrutement important pour les groupes djihadistes et rebelles<sup>241</sup>.

Le même constat vaut pour le Burkina Faso, où les réformes de l'armée et des services de renseignements sont au point mort. Comme l'affirme Abdoul Karim Saidou, le Burkina Faso dispose d'une «armée politique» dont la dépolitisation n'est toujours pas acquise malgré les changements initiés par le soulèvement qui a abouti à la démission de Blaise Compaoré. Les efforts de réforme accomplis sous la présidence de Roch Marc Kaboré (au pouvoir depuis 2015) ne se sont toutefois pas encore attaqués aux fondations de la doctrine de défense héritée du régime Compaoré. De plus, l'armée (traditionnellement opposée au changement) tient un rôle important dans le processus de réforme, alors même que les officiers supérieurs sont réticents à ouvrir le champ de la défense au contrôle civil et à prêter l'oreille aux opinions des jeunes officiers<sup>242</sup>. De même, certains observateurs rapportent que l'armée burkinabè n'a jamais été préparée, ni physiquement ni

<sup>238</sup> Raineri L., Strazzari, F., «(B)ordering hybrid security? EU stabilisation practices in the Sahara-Sahel region» (Organiser et limiter la sécurité hybride? La stabilisation des pratiques de l'Union dans la région Sahara-Sahel), *Ethnopolitics*, 2019, vol. 18, n° 5, p. 552.

<sup>239</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, [Collective, sustained commitment vital to building a more secure, stable Mali, Sahel region, Secretary-General tells Security Council](#), communiqué de presse, SC/14211, 11 juin 2020.

<sup>240</sup> Sandor, A., Campana, A., «Les groupes djihadistes au Mali, entre violence, recherche de légitimité et politiques locales», *Revue canadienne des études africaines*, 2019.

<sup>241</sup> Bagayoko, N., [«No simple solutions: The Sahel crisis requires a complex response»](#) (Pas de solution simple: la crise au Sahel nécessite une réponse complexe), *The Africa Report*, 5 juin 2020.

<sup>242</sup> Saidou, A. K., Burkina Faso: où en est la réforme de l'armée, deux ans après l'insurrection populaire?, *Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité*, Bruxelles, 12 janvier 2017, p. 2 et 6.

psychologiquement, à la guerre asymétrique et à la lutte antiterroriste. Son rôle a toujours plutôt consisté à protéger le régime; et lorsqu'elle collectait des renseignements, elle visait l'opposition politique, la société civile et les syndicats, et non des groupes tels que Ansar al Islam et l'État islamique. La police et la gendarmerie sont elles aussi accusées de pratiquer le banditisme et le vol généralisés ainsi que de traiter de façon douteuse les présumés criminels, alors que l'État a de toute évidence échoué à sécuriser les zones rurales et les périphéries urbaines<sup>243</sup>.

Sur ce point, l'Union pourrait également entretenir un dialogue plus égalitaire avec l'Union africaine, les organisations régionales comme la CEDEAO et les pays membres de l'Union africaine associés pour définir et fixer avec eux des intérêts communs et veiller à ce que la région et les pays directement concernés s'engagent activement dans des réformes. Il serait également utile de synchroniser plus étroitement les efforts avec les autres acteurs internationaux dans ce domaine. L'ONUDC, par exemple, travaille actuellement en collaboration avec les pays du Sahel sur un projet de maintien de l'ordre au niveau régional grâce, notamment, à la plateforme de coopération judiciaire du Sahel<sup>244</sup>.

### 7.3. Trouver un équilibre entre dialogue et sanctions avec les régimes non coopératifs

Les gouvernements et la classe politique des pays africains estiment que l'Union et ses États membres ont tendance à leur faire la morale et à imposer leurs politiques externes normatives. Il convient toutefois de remarquer que les valeurs et les normes de l'Union reposent sur les valeurs universelles que les nations africaines ont elles-mêmes adoptées lorsqu'elles ont rejoint les Nations unies. Cependant, si l'Union veut nouer un véritable partenariat avec les pays africains, il est essentiel de trouver un équilibre entre l'approche normative européenne et le pragmatisme que sous-entend un partenariat équilibré, ainsi qu'un terrain d'entente où les parties peuvent aborder en toute franchise toutes les questions, même les plus épineuses, sans pour autant menacer le fondement même de leur relation. Les analystes et les militants recommandent que l'Union mette en place des dialogues à tous les niveaux, en particulier: (1) entre les communautés; (2) entre les forces de sécurité nationales et les populations, et (3) entre les groupes armés, les communautés et les autorités. Ils recommandent également que les gouvernements des pays du Sahel (notamment au Mali) autorisent les OSC à nouer un dialogue avec les groupes armés et les protègent de toutes représailles de la part des autorités, ce dialogue étant indispensable pour trouver une solution durable aux conflits dans la région<sup>245</sup>, comme cela a pu être observé lors d'autres conflits (comme en Colombie).

De plus, en inscrivant des questions telles que la gestion de la fiscalité et le contrôle des flux financiers illicites<sup>246</sup> au centre des préoccupations en matière de gouvernance d'un partenariat UE-Sahel prolongé, l'on pourrait également aborder le sujet des contrats sociaux. Il serait ensuite possible de soulever les questions de la participation et la liberté politiques, autrement dit, celle du respect des droits de l'homme. La capacité fiscale, qui consiste à pouvoir générer et administrer des recettes publiques sur le territoire national et qui constitue pourtant un élément essentiel de la

<sup>243</sup> Thurston, A.? Escalating conflicts in Burkina Faso (L'escalade des conflits au Burkina Faso), RLS Research Papers on Peace and Conflict Studies in West and Central Africa, janvier 2019, p. 37 et 51.

<sup>244</sup> Voir: ONUDC, [Plate-forme de coopération judiciaire du Sahel: Plate-forme de coopération judiciaire pénale des pays du Sahel](#), sans date.

<sup>245</sup> Bureau européen de liaison pour la construction de la paix, [Conflict dynamics and drivers of peace in the Sahel region: Gathering civil society perspectives: Meeting report](#), Civil Society Dialogue Network Policy Meeting, 6 mars 2020.

<sup>246</sup> «"Au Sahel, je trouve l'Europe un peu longue à se mettre en branle" (général Lecointre)», *B2 Pro*, 22 janvier 2020.

construction de l'État, n'est même pas mentionnée dans la dernière communication de la Commission européenne et du SEAE sur une stratégie pour l'Afrique. Or, la capacité de collecter des recettes nécessaires pour maintenir la stabilité de l'État pourrait asseoir progressivement, si les circonstances s'y prêtent, la légitimité de cet État au travers d'un contrat social durable entre celui-ci et ses citoyens<sup>247</sup>.

Pour les États du Sahel dont les dirigeants prétendent suivre, sans le faire vraiment, les valeurs universelles, il convient de prendre des mesures plus strictes. À ce propos, pour la première fois depuis le début de sa mission, l'observateur indépendant mandaté pour surveiller la mise en œuvre de l'accord de paix au Mali recommande que la communauté internationale envisage des mesures dissuasives ou des sanctions à l'encontre des décideurs s'ils continuent à avoir recours à des manœuvres dilatoires pour retarder le processus de DDR<sup>248</sup>.

## 7.4. Renforcer l'action de l'Union en matière de bonne gouvernance et de développement durable

L'incapacité des armées des pays du Sahel à contrôler la violence est le symptôme d'un problème de gouvernance plus fondamental. L'une des causes profondes de la flambée de violence dans la région tient au fait que ces pays se caractérisent, au mieux, par des gouvernements instables et, au pire, par un échec dans la transition politique et un vide du pouvoir. Le rapport sur le développement humain<sup>249</sup> du programme des Nations unies pour le développement (PNUD) classe systématiquement quatre des cinq pays du Sahel parmi les 10 pays les moins développés. Ainsi, dans son rapport de 2019, le Niger était-il bon dernier (189<sup>e</sup>), précédé par le Tchad (187<sup>e</sup>), le Mali (184<sup>e</sup>) et le Burkina Faso (182<sup>e</sup>)<sup>250</sup>. Des quatre niveaux d'engagement précisés dans la stratégie de l'UE pour le Sahel, c'est la capacité de l'Union à travailler au niveau local qui pêche. Pourtant, c'est là que les besoins se font le plus sentir. Il importe, si l'on veut régler les conflits de longue date, de rétablir la légitimité des gouvernements, qui a été sapée par la prolifération des groupes armés.

Comme l'a montré le chapitre 6 consacré aux défis rencontrés dans le Sahel, c'est au niveau local que ces conflits font le plus de victimes. Les experts ont souligné que c'est essentiellement la pauvreté touchant les communautés agrorurales qui explique la rupture entre ces communautés et les représentants des autorités gouvernementales (comme à l'est du Burkina Faso). Près de 50 millions de personnes au Sahel dépendent de l'élevage pour leur survie, mais la superficie des terres disponibles pour mener cette activité ne cesse de diminuer. Avec le changement climatique, ces communautés agrorurales du Sahel risquent de connaître une dégradation d'environ 80 % de leurs terres agricoles et à une hausse des températures en moyenne 1,5 fois plus rapide que la moyenne mondiale, selon des estimations des Nations unies<sup>251</sup>. Selon l'indice mondial de gestion

<sup>247</sup> Bøås, M., [Une stratégie globale de l'Union pour l'Afrique](#), PE 603.506, département thématique des relations extérieures, direction générale des politiques externes de l'Union, Parlement européen, juin 2020.

<sup>248</sup> The Carter Center, [Mali independent observer releases new report on the implementation of the peace agreement](#) (L'observateur indépendant au Mali publie son nouveau rapport sur la mise en œuvre de l'accord pour la paix), 23 septembre 2019.

<sup>249</sup> Le développement humain s'attache plus à l'amélioration de la vie quotidienne des gens qu'à la croissance économique, dont chacun devrait nécessairement bénéficier. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le [site web du PNUD](#).

<sup>250</sup> PNUD, [Human Development Report 2019, Beyond income, beyond averages, beyond today: Inequalities in human development in the 21st century](#), 2019; lien direct vers les [données du PNUD](#).

<sup>251</sup> Muggah, R., Luengo Cabrera, J., [The Sahel is engulfed by violence. Climate change, food insecurity and extremists are largely to blame](#), Forum économique mondial, 23 janvier 2019.

des risques<sup>252</sup> de l'INFORM, la Mauritanie occupe la deuxième place au rang des pays les plus exposés au risque de sécheresse, ses régions méridionales ayant, en 2019, montré des signes caractéristiques de sécheresse pour la troisième année consécutive. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est particulièrement inquiète du déficit alimentaire dans la région du Sahel en cette période de crise provoquée par la pandémie de coronavirus<sup>253</sup>. Le Parlement européen a souligné «l'importance de s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire persistante que connaissent ces régions, à savoir le peu d'accès à des services de base et à une éducation appropriés, l'extrême pauvreté, le manque de soutien à l'agriculture à petite échelle et à l'élevage, les problèmes d'accès aux terres, la détérioration de l'environnement, la croissance démographique rapide, les défaillances du marché, le recul de la production alimentaire par habitant et la mauvaise gouvernance»<sup>254</sup>.

Ce sentiment d'abandon est instrumentalisé par les groupes armés transnationaux qui sont actifs, au Mali et au Burkina Faso notamment. La pauvreté est la conséquence aussi bien de la restriction pesant sur l'accès aux ressources naturelles que des luttes locales à propos du partage du pouvoir. Le vide créé par les autorités nationales est comblé par les réseaux criminels transnationaux de banditisme et les groupes armés qui cherchent à gagner la confiance des populations locales pour étendre leur contrôle territorial<sup>255</sup>. Les groupes djihadistes armés peuvent garder le contrôle de ces communautés locales parce qu'au-delà du prosélytisme, leurs promesses de croissance économique et d'augmentation de revenus trouvent un écho auprès des populations locales qui ne disposent pas d'autres informations et qui ont le sentiment de ne pas avoir accès aux débouchés leur permettant d'obtenir un emploi ou de gravir l'échelle sociale. Ce déficit de gouvernance au niveau national a eu des conséquences désastreuses sur les initiatives de développement de l'Union; d'abord, parce que l'organisation et l'utilisation à bon escient des fonds dépendent de la collaboration avec les gouvernements locaux et, ensuite, parce que les institutions de l'Union sont rarement capables d'opérer le suivi nécessaire des programmes qu'elles mettent en place<sup>256</sup>.

Dans ce contexte, une stratégie visant à protéger la population civile contre les violences et à gagner leur confiance pourrait s'avérer un moyen efficace de contrer les méthodes, reposant sur la peur et l'exclusion, des groupes extrémistes. Cette stratégie pourrait permettre de créer des régions sécurisées où des formes de politiques autres, plus inclusives, seraient mises en place par l'établissement d'un dialogue entre des représentants de l'État et des acteurs locaux connus pour leur intégrité plus que pour leur opportunisme ainsi que le lancement d'initiatives pour réhabiliter les rebelles et les extrémistes religieux<sup>257</sup>. Dans le cas du Burkina Faso, ce sont les acteurs locaux qui devraient élaborer des solutions adaptées aux circonstances locales puisque c'est au niveau local que le conflit se fait le plus fortement sentir. Les structures de gouvernance paraétatiques émergentes au Burkina Faso sont le fait non seulement des djihadistes, mais aussi de la milice Koglweogo et de divers intérêts commerciaux privés. Plus précisément, en 2017, les civils pris pour

<sup>252</sup> [INFORM](#) est une collaboration entre la Commission européenne et le Comité permanent interorganisations du Groupe de référence sur les risques, l'alerte rapide et la préparation.

<sup>253</sup> Institute for Economics and Peace, [Global Peace Index 2020: Measuring peace in a complex world](#) (Indice de paix mondiale 2020: mesurer la paix dans un monde complexe), juin 2020, p. 65.

<sup>254</sup> Résolution du Parlement européen du 11 décembre 2013 sur l'approche de l'UE sur la résilience et la réduction des risques de catastrophes dans les pays en développement: tirer les leçons des crises de sécurité alimentaire (2013/2110(INI)), [P7\\_TA\(2013\)0578](#).

<sup>255</sup> Hubert, N., [Burkina Faso: un terreau pour la propagation du conflit malien?](#), Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec, juillet 2019.

<sup>256</sup> Lebovich, A., [Halting ambition: EU migration and security policy in the Sahel](#) (Ambition hésitante: la politique de l'Union en matière de migration et de sécurité dans le Sahel), Conseil européen des relations internationales, 25 septembre 2018.

<sup>257</sup> Walther, O., J., [Guerres et conflits au Sahara-Sahel](#), Notes ouest-africaines, n° 10, OCDE, septembre 2017, p. 21.

cibles étaient d'horizons de plus en plus divers et comprenaient, notamment, des chefs ainsi que des responsables et des fidèles chrétiens. Certaines personnes interrogées avaient le sentiment que les djihadistes tentaient délibérément de mettre en lambeaux le tissu social burkinabè, d'abord en ravivant les tensions inter-ethniques, puis en dressant chrétiens contre les musulmans<sup>258</sup>. Pour les populations locales des communautés agrorurales au Burkina Faso, le terrorisme est une source d'insécurité au même titre que le trafic (traite des êtres humains et trafics de drogues ou d'or) et le racket. Évoquant la définition de la sécurité au niveau local au Burkina Faso, Sten Hagberg explique que «[l]eurs perceptions et perspectives de la sécurité vue et vécue par le bas, conditionnent des transformations sociales profondes, dans un contexte où le processus de décentralisation, acté depuis bientôt deux décennies, peine à s'installer durablement dans la gouvernance». Il conviendrait dès lors d'organiser le dialogue en tenant compte du contexte local en matière de sécurité et en associant tous les acteurs concernés, à savoir autant les élus locaux et les responsables religieux que des «citoyens ordinaires», tels que des jeunes et des femmes<sup>259</sup>.

Le gouvernement et ses partenaires internationaux peuvent, au mieux, encourager le dialogue intercommunal et intergénérationnel<sup>260</sup>. La présence de forces étrangères au Burkina Faso et au Mali semble favoriser le recrutement par les djihadistes, qui ont fait de la rhétorique antifranaïse l'un des piliers de leur communication<sup>261</sup>. Dans ce contexte, l'Union pourrait jouer un rôle d'appui envers les autorités locales et le gouvernement, et abandonner son rôle de médiateur entre les parties adverses. Le Parlement européen a également prôné, de façon systématique, le renforcement du volet développement de la stratégie de l'UE pour le Sahel parallèlement à son volet sécurité<sup>262</sup>. Pour obtenir l'accès aux communautés locales, l'Union devra collaborer avec ses partenaires, qui connaissent la langue régionale et la culture locale et entretiennent des relations avec ces communautés. La CEDEAO a par exemple mis au point un cadre régional global afin de promouvoir la bonne gouvernance, la paix et la sécurité en s'appuyant sur son cadre stratégique de prévention des conflits. Elle a également adopté une position commune sur la migration et une stratégie de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée, complétées par un plan d'action (le plan d'action de Praia), qui offre un cadre aux États de l'Afrique de l'Ouest pour les mesures réglementaires et l'action opérationnelle<sup>263</sup>. Dans le même ordre d'idées, Les experts recommandent à l'Union de veiller à ce que les décisions en matière de développement et leur mise en œuvre s'inspirent des apports et des initiatives la société civile afin de rendre l'aide la plus efficace et durable possible. Il serait ainsi bon d'investir davantage dans les initiatives pour la consolidation de la paix lancées par la société civile au niveau local ou national<sup>264</sup>.

Dans le cas du Mali, l'observateur indépendant de l'accord pour la paix au Mali recommande également de rendre le processus de réforme plus transparent. Il invite le gouvernement malien et ses partenaires internationaux à publier un rapport actualisé sur la façon dont sont dépensées les

<sup>258</sup> Thurston, A., Escalating conflicts in Burkina Faso (L'escalade des conflits au Burkina Faso), RLS Research Papers on Peace and Conflict Studies in West and Central Africa, janvier 2019, p. 6.

<sup>259</sup> Hagberg, S., et al., [Renforcer la sécurité par le bas au Burkina Faso?](#), Notes de Recherche du LACET, 2020: 1, Université d'Uppsala, août 2020, p. 8.

<sup>260</sup> International Crisis Group, [The social roots of jihadist violence in Burkina Faso's north](#), 12 octobre 2017.

<sup>261</sup> Thurston, A., Escalating conflicts in Burkina Faso (L'escalade des conflits au Burkina Faso), RLS Research Papers on Peace and Conflict Studies in West and Central Africa, janvier 2019, p. 31.

<sup>262</sup> Résolution du Parlement européen du 14 juin 2012 sur les droits de l'homme et la situation sur le plan de la sécurité dans la région du Sahel (2012/2680(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0263](#); Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur le rapport 2015 de l'Union sur la cohérence des politiques pour le développement (2015/2317(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0246](#).

<sup>263</sup> SEAE, [Stratégie pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel](#), 21 juin 2016, p. 6.

<sup>264</sup> Bureau européen de liaison pour la construction de la paix, [Conflict dynamics and drivers of peace in the Sahel region: Gathering civil society perspectives: Meeting report](#), Civil Society Dialogue Network Policy Meeting, 6 mars 2020.

contributions internationales en soutien à la mise en œuvre de l'accord. Les signataires devraient également accélérer le lancement de la zone de développement nouvellement créée et résoudre leurs différends au sujet du Fonds de développement durable. Les bailleurs de fonds internationaux, dont l'Union, ont largement tenu leurs engagements financiers, à hauteur de 3,5 milliards de dollars américains, annoncés lors de la conférence de Paris de 2015. Toutefois, ce montant concernait en grande partie des projets déjà définis et non de nouveaux financements supplémentaires spécifiquement liés à l'accord. D'une manière générale, l'absence de développement économique depuis 2015 alimente le scepticisme croissant du public à l'égard de l'accord<sup>265</sup>.

---

<sup>265</sup> The Carter Center, [Mali independent observer releases new report on the implementation of the peace agreement](#) (L'observateur indépendant au Mali publie son nouveau rapport sur la mise en œuvre de l'accord pour la paix), 23 septembre 2019.



## Références principales

### Documents de l'Union

Commission européenne, [Réaction face au coronavirus: chronologie de l'action de l'UE](#), 2020.

Commission européenne, [Réaction mondiale face au coronavirus: l'Union octroie une aide humanitaire supplémentaire de 50 millions d'euros](#), direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, 20 mai 2020.

Commission européenne, [L'Union européenne et le G5 Sahel: un partenariat plus que jamais d'actualité](#), avril 2020.

Commission européenne, [Fonds fiduciaire de l'Union: situation actuelle et ressources financières](#), 16 juillet 2020.

Commission européenne, [Opérations européennes de protection civile et d'aide humanitaire de la Commission](#), lundi 22 juin 2020.

Commission européenne, [Une Union plus ambitieuse: les 100 premiers jours](#), communiqué de presse, 6 mars 2020.

Commission européenne, [Discours d'ouverture de la Présidente von der Leyen à l'occasion de la 10<sup>e</sup> réunion en session plénière commission à commission entre l'Union européenne et l'Union africaine](#), à Addis-Abeba, 27 février 2020.

Commission européenne, [Remarques de la Présidence von der Leyen lors de la conférence de presse organisée avec Moussa Faki, président de la commission de l'Union africaine, à la suite de la 10<sup>e</sup> réunion en session plénière commission à commission entre l'Union européenne et l'Union africaine](#), à Addis-Abeba, 27 février 2020.

Commission européenne, [Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique](#), fiche d'information, 17 janvier 2020.

Commission européenne, [Une Union plus ambitieuse: mon programme pour l'Europe par la candidate à la présidence de la Commission européenne](#), orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2019-2024.

Commission européenne, [Rapport annuel 2018 du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique](#), 2019.

Commission européenne, [Opérations européennes de protection civile et d'aide humanitaire de la Commission](#), 13 novembre 2019.

Commission européenne, [Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen et au Conseil, Rapport d'avancement sur la mise en œuvre de l'agenda européen en matière de migration](#), COM(2019) 481 final, 16 octobre 2019.

Commission européenne, [Le partenariat de l'Union européenne avec les pays du G5 Sahel](#), juillet 2019.

Commission européenne, [Force multinationale mixte \(FMM\) de lutte contre Boko Haram](#), 11 avril 2019.

Commission européenne, [L'Union renforce son soutien au développement au Sahel](#), 6 décembre 2018.

Commission européenne, [État de l'Union 2018: vers une nouvelle «Alliance Afrique - Europe» pour approfondir les relations économiques et dynamiser les investissements et l'emploi](#), communiqué de presse, 12 septembre 2018.

Commission européenne, [Le partenariat de l'UE avec le Sahel](#), 23 février 2018.

Commission européenne, [Agenda européen en matière de migration: Sommet de La Valette de 2015 sur la migration](#), 2015.

Commission européenne, [Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions, Un agenda européen en matière de migration](#), COM(2015) 240 final, Bruxelles, 13 mai 2015.

Commission européenne et Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, [Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Vers une stratégie globale avec l'Afrique](#), JOIN(2020) 4 final, 9 mars 2020.

Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, [L'approche globale de l'UE à l'égard des crises et conflits extérieurs](#), référence n°: JOIN/ 2013/ 030 final, 11 décembre 2013.

Conseil européen, Discours du président Charles Michel lors du dîner officiel du sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, 9 février 2020.

Conseil de l'Union européenne, [EUTM Mali: le Conseil proroge la mission de formation, avec un mandat élargi et un budget accru](#), communiqué de presse, 23 mars 2020.

Conseil de l'Union européenne, [EUCAP Le Sahel Mali: mission prolongée jusqu'au 14 janvier 2021, budget de € 67 million adopté](#), 21 février 2019.

Conseil de l'Union européenne, [Sahel: l'UE adopte de nouvelles mesures pour renforcer son soutien à la sécurité dans la région](#), communiqué de presse, 18 février 2019.

Conseil de l'Union européenne, [Conclusions du Conseil sur l'action extérieure de l'Union en matière de lutte contre le terrorisme](#), référence n° 10384/17, Bruxelles, 19 juin 2017.

Conseil de l'Union européenne, [Conclusions du Conseil sur le plan d'action régional en faveur du Sahel pour la période 2015-2020](#), référence n°: 7823/15, 20 avril 2015.

Conseil de l'Union européenne, [3304<sup>e</sup> session du Conseil des affaires étrangères](#), communiqué de presse, 17 mars 2014.

Conseil de l'Union européenne, [Stratégie pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel](#), annexe aux conclusions du Conseil sur la stratégie de l'Union européenne pour la sécurité et le développement au Sahel, 21 mars 2011.

Cour des comptes européenne, [Renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure au Niger et au Mali: des progrès certes, mais lents et limités](#), Rapport spécial n° 15, 2018.

Cour des comptes européenne, [Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union pour l'Afrique: un instrument souple, mais pas assez ciblé](#), rapport spécial n° 32/2018, 5 décembre 2018.

Parlement européen, projet de rapport sur la coopération UE-Afrique en matière de sécurité dans la région du Sahel, l'Afrique de l'Ouest et la Corne de l'Afrique (2020/2002(INI)) (rapporteur: Javier Nart), [AFET PR\(2020\)646966](#), Commission des affaires étrangères, 14 avril 2020.

Parlement européen, [Avis de la Commission du contrôle budgétaire sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2020 \(2019/2028\(BUD\)\)2019/2028\(BUD\)](#), 26 septembre 2019.

Parlement européen, décharge 2017: Budget général de l'UE - 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> FED, [P8 TA\(2019\)0244](#), 26 mars 2019.

Parlement européen, [Le Président du Parlement européen Antonio Tajani conclut sa mission au Niger: davantage de ressources et d'investissements de l'UE sont nécessaires pour soutenir le contrôle des flux migratoires au Niger et au Sahel](#), Niamey, 18 juin 2018.

Parlement européen, [Déclaration suite à la rencontre avec le Premier ministre de la République du Mali](#), Bruxelles, 12 octobre 2017.

Parlement européen, [Assemblée ACP-UE: les armes libyennes menacent la sécurité dans la zone du Sahel](#), Communiqués de presse, 23 novembre 2011.

Service européen pour l'action extérieure, [Le haut représentant/vice-président, M. Josep Borrell, se rend en Éthiopie et au Soudan lors de sa première visite en Afrique](#), 25 février 2020.

Service européen pour l'action extérieure, [Rapport annuel de l'UE \(2019\) sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde](#), 2020.

Service européen pour l'action extérieure, [EUCAP Sahel Niger: un partenariat pour la sécurité au Sahel](#), Niamey, Niger, 2019.

Service européen pour l'action extérieure, [Politique de Sécurité et de Défense Commune: Mission civile EUCAP Sahel Mali](#), février 2019.

Service européen pour l'action extérieure, [L'alliance pour le Sahel va renforcer les travaux de l'Union en faveur de la stabilité et du développement de cette région clé](#), News stories, 14 juillet 2017.

Service européen pour l'action extérieure, [Vision partagée, action commune: une Europe plus forte. Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne](#), Bruxelles, juin 2016.

Service européen pour l'action extérieure, [Stratégie pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel](#), 21 juin 2016.

Service européen pour l'action extérieure, [EU Training Mission in Mali \(EUTM Mali\)](#), 16 juillet 2016.

Service européen pour l'action extérieure, [Stratégie pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel](#), mars 2011.

Service européen pour l'action extérieure, [Vision partagée, action commune: une Europe plus forte: une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne](#), Bruxelles, juin 2016.

Résolution du Parlement européen du 15 janvier 2020 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commun, [P9\\_TA-PROV\(2020\)0009](#).

Résolution du Parlement européen du 12 décembre 2018 sur le rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense communes (2018/2099(INI)), [P8\\_TA\(2018\)0514](#).

Résolution du Parlement européen du 19 décembre 2019 sur les violations des droits de l'homme, y compris de la liberté de religion, au Burkina Faso (2019/2980(RSP)), [P9\\_TA-PROV\(2019\)0106](#).

Résolution du Parlement européen du 5 juillet 2018 sur le mandat pour le trilogue sur le projet de budget 2019 (2018/2024(BUD)), [P8\\_TA\(2018\)0311](#).

Résolution législative du Parlement européen du 5 juillet 2018 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, [P8\\_TA\(2018\)0309](#).

Résolution du Parlement européen du 5 avril 2017 sur la gestion des flux de réfugiés et de migrants: le rôle de l'action extérieure de l'Union (2015/2342(INI)), [P8\\_TA\(2017\)0124](#).

Résolution du Parlement européen du 23 novembre 2016 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune (selon le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur la politique étrangère et de sécurité commune) (2016/2067(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0440](#).

Résolution du Parlement européen du 9 mars 2016 sur les orientations pour le budget 2017 - Section III Commission (2016/2004(BUD)), [P8\\_TA\(2016\)0080](#).

Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur le rapport UE 2015 sur la cohérence des politiques au service du développement (2015/2317(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0246](#).

Résolution du Parlement européen du 7 juin 2016 sur les opérations de soutien de la paix – engagement de l'Union européenne vis-à-vis des Nations unies et de l'Union africaine (2015/2275(INI)), [P8\\_TA\(2016\)0249](#).

Résolution du Parlement européen du 18 décembre 2014 sur la Mauritanie, et en particulier le cas de Biram Dah Abeid (2014/2999(RSP)), [P8\\_TA\(2014\)0107](#).

Résolution du Parlement européen du 3 avril 2014 sur l'approche globale de l'Union et ses répercussions sur la cohérence de l'action extérieure de l'Union, (2013/2146(INI)), [P7\\_TA\(2014\)0286](#).

Résolution du Parlement européen du 11 décembre 2013 sur l'approche de l'UE sur la résilience et la réduction des risques de catastrophes dans les pays en développement: tirer les leçons des crises de sécurité alimentaire (2013/2110(INI)), [P7\\_TA\(2013\)0578](#).

Résolution du Parlement européen du 22 octobre 2013 sur la situation des droits de l'homme dans la région du Sahel (2013/2020(INI)), [P7\\_TA\(2013\)0431](#).

Résolution du Parlement européen du 13 juin 2013 sur la reconstruction et la démocratisation du Mali (2013/2587(RSP)), [P7\\_TA\(2013\)0281](#).

Résolution du Parlement européen du 22 novembre 2012 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune (selon le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur la politique étrangère et de sécurité commune) (12562/2011 – 2012/2138(INI)), [P7\\_TA\(2012\)0455](#).

Résolution du Parlement européen du 14 juin 2012 sur les droits de l'homme et la situation sur le plan de la sécurité dans la région du Sahel (2012/2680(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0263](#).

Résolution du Parlement européen du 20 avril 2012 sur la situation en Mali (2012/2603(RSP)), [P7\\_TA\(2012\)0141](#).

## Documents d'organisations gouvernementales et autres organisations intergouvernementales

CSNU, [Mali: le Conseil de sécurité passe en revue les « progrès importants » et les défis encore à relever, cinq ans après la signature de l'accord de paix](#), communiqué de presse, SC/14211, 11 juin 2020.

HCR, [En 12 mois, les violences au Sahel ont déplacé plus de 700 000 personnes au Burkina Faso](#), 21 février 2020.

Gouvernement suédois, [Task Force Takuba: Launching Ministerial Meeting, Joint Press Statement](#), (Task Force Takuba: lancement de la réunion des ministres, déclaration conjointe pour la presse), Stockholm, 2020.

OCDE, [The Geography of Conflict in North and West Africa](#) (Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest), Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, 2020.

ONUDC, [Plate-forme de coopération judiciaire du Sahel: Plate-forme de coopération judiciaire pénale des pays du Sahel](#), non daté.

PNUD, [Rapport sur le développement humain 2019 - Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent: les inégalités de développement humain au XXIe siècle](#), 2019.

République française, [Task Force Takuba: déclaration politique des gouvernements allemand, belge, britannique, danois, estonien, français, malien, néerlandais, nigérien, norvégien, portugais, suédois et tchèque](#), ministère de la défense, 27 mars 2020.

## Autres documents

Andersson, R., Keen, D., [Partners in crime? The impacts of Europe's outsourced migration controls on peace, stability and rights](#) (Complices? Les répercussions des contrôles des migrations externalisés sur la paix, la stabilité et les droits en Europe), Saferworld, juillet 2019.

Bagayoko, N., [«No simple solutions: The Sahel crisis requires a complex response»](#) (Pas de solution simple: la crise au Sahel nécessite une réponse complexe), The Africa Report, 5 juin 2020.

Bagayoko, N., «La réforme du système de sécurité malien à l'épreuve des mutations du nexus "défense/sécurité intérieure" dans l'espace sahélien», *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, 2019.

Bøås, M., [Une stratégie globale de l'Union pour l'Afrique](#), PE 603.506, département thématique des relations extérieures, direction générale des politiques externes de l'Union, Parlement européen, juin 2020.

Brown, O., [Climate-fragility risk brief: North Africa & Sahel](#) (Risques liés à la fragilité du climat: Afrique du Nord et Sahel), adelphi research gGmbH, avril 2020.

Bureau de liaison européen pour la consolidation de la paix, [Conflict Dynamics and Drivers of Peace in the Sahel Region: Gathering Civil Society Perspectives: Meeting Report](#) (Dynamiques du conflit et vecteurs de paix dans la région du Sahel: rassembler les points de vue de la société civile, rapport de réunion), Civil Society Dialogue Network Policy Meeting, 6 mars 2020.

Campbell, J., [The Islamic State "presence" in the Sahel is more complicated than affiliates suggest](#) (La «présence» de l'État islamique dans le Sahel est plus complexe que ce que les affiliés suggèrent), Africa in Transition, Council on Foreign Relations, 1<sup>er</sup> juin 2018.

Carayol, R., [Mali. Le jeu trouble de l'État avec les milices](#), orientxx, 9 août 2019.

Carrera, S., et al., [Oversight and management of the EU Trust Funds democratic accountability: challenges and promising practices](#) (Vue d'ensemble et gestion du contrôle démocratique des fonds fiduciaires de l'Union: défis et pratiques prometteuses), PE 603.821, département thématique des affaires budgétaires, direction générale des politiques internes de l'Union, Parlement européen, mai 2018.

Chanda, T., [Foreign armies in Africa: towards a strategic competition](#) (Armées étrangères en Afrique: vers une compétition stratégique), RFI, 12 avril 2019.

Charbonneau, B., «Faire la paix au Mali: les limites de l'acharnement contre-terroriste», *Canadian Journal of African Studies* / Revue canadienne des études africaines, 2019.

Cold-Ravnkilde, S. M., Nissen, C., «Schizophrenic agendas in the EU's external actions in Mali» (Programmes névrosés dans les actions extérieures de l'Union au Mali), *International Affairs*, vol. 96, issue 4, juillet 2020, p. 935-953.

[European Union Emergency Trust Fund for Africa: Partnership or Conditionality?](#) (Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique: partenariat ou conditionnalité?), CONCORD Europe, Novembre 2017.

Faleg, G., Palleschi, C., [African Strategies: European and global approaches towards sub-Saharan Africa](#) (Stratégies africaines: les approches mondiale et européenne en faveur des pays d'Afrique subsaharienne), Chaillot Papier 158, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, juin 2020.

Faria, F., [Crisis management in sub-Saharan Africa. The role of the European Union](#) (Gestion de la crise dans l'Afrique subsaharienne: le rôle de l'Union européenne), Occasional Papers n° 51, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, avril 2004.

Fiott, D. (ed.), [The CSDP in 2020: The EU's legacy and ambition in security and defence](#) (La PSDC en 2020: l'héritage de l'Union européenne et ses ambitions en matière de sécurité et de défense), Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, 2020.

Gstohl, S., Lannon, E. (eds), *The neighbours of the European Union's neighbours: Diplomatic and geopolitical dimensions beyond the European Neighbourhood Policy* (Les voisins des voisins de l'Union européenne: dimensions diplomatique et géopolitique au-delà de la politique européenne de voisinage), Routledge, 2014.

Hagberg, S., et al., [Renforcer la sécurité par le bas au Burkina Faso?](#), Notes de recherche du LACET 2020: 1, Uppsala University, août 2020.

Hubert, N., [Burkina Faso: un terreau pour la propagation du conflit malien?](#) Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec, juillet 2019.

Human Rights Watch, [Mali: Events of 2019](#) (Mali: événements 2019), 2020.

Idrissa, R., [Tinder to the Fire: Burkina Faso in the Conflict Zone](#) (Déclencheur: le Burkina Faso en pleine zone de conflit), RLS research papers on peace and conflict studies in West and Central Africa, 02/2019.

International Crisis Group, [CrisisWatch: Tracking Conflict Worldwide](#) (CrisisWatch: surveiller les conflits à l'échelle mondiale), juillet 2020.

International Crisis Group, [The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North](#) (Les racines sociales de la violence djihadiste au Burkina Faso), 12 octobre 2017.

Institute for Economics & Peace, [Global Peace Index 2020: Measuring Peace in a Complex World](#) (Indice de paix mondiale 2020: mesurer la paix dans un monde complexe), juin 2020.

Kipp, D., [From Exception to Rule – the EU Trust Fund for Africa](#) (De l'exception à la règle - le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique), SWP Research Paper 2018/RP 13, Stiftung Wissenschaft und Politik, décembre 2018.

Latek, M., [La mise en œuvre du nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers: Le cas du Niger](#), PE 640.137, EPRS, Parlement européen, septembre 2019.

Lebovich, A., [Halting ambition: EU migration and security policy in the Sahel](#) (Ambition hésitante: la politique de l'Union en matière de migration et de sécurité dans le Sahel), Conseil européen des relations internationales, 25 septembre 2020.



Lilyanova, V., [Implementation of the EU trust funds and the Facility for Refugees in Turkey: Overview](#) (Mise en œuvre du Fonds fiduciaire de l'Union et de la Facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie: vue d'ensemble), PE 649.337, EPRS, Parlement européen, 2020.

Montanaro, L., et Rätty, T., [EU's new €10bn 'peace facility' risks fuelling conflict](#) (Les 10 milliards d'euros supplémentaires versés par l'Union à la facilité pour le soutien à la paix risquent d'alimenter le conflit), *EUobserver*, 27 novembre 2019.

Muggah, R., Luengo Cabrera, J., [The Sahel is engulfed by violence. Climate change, food insecurity and extremists are largely to blame](#) (Le Sahel est plongé dans la violence. Le changement climatique, l'insécurité alimentaire et les extrémistes sont largement mis en cause), Forum économique mondial, 23 janvier 2019.

Normand, N., [Pour un Sahel pacifique et prospère](#), Institut d'études de perspectives du monde méditerranéen, 2018.

Olson, E. L., Gordon, N., [Shifting trafficking routes for illicit narcotics and the importance of Spain-US counter-narcotics cooperation](#) (Dévier les itinéraires du trafic illicite de stupéfiants et expliquer l'importance de la coopération entre l'Espagne et les États-Unis pour lutter contre ce trafic), ARI 79/2018, Elcano Royal Institute, 25 juin 2018.

Pellerin, M., [Les violences armées au Sahara: Du djihadisme aux insurrections](#), Études de l'IFRI, Institut Français des Relations Internationales, novembre 2019.

Peters, I., et al., [Lessons to be learned from the EU crisis response in the extended neighbourhood: EU security sector reform in Afghanistan, Iraq and Mali](#) (Enseignements à tirer d'une réponse à la crise de la COVID dans le voisinage étendu: la réforme européenne du secteur de la sécurité en Afghanistan, en Iraq et au Mali), Freie Universität Berlin, 5 octobre 2018.

Pichon, E., Understanding the EU Strategy in the Sahel (Comprendre la stratégie de l'Union dans le Sahel), EPRS, Parlement européen, août 2020.

Pichon, E., Fardel, T., EU's support to the G5 Sahel: How the EU collaborates with regional groupings on security and development (Soutien de l'Union au G5 Sahel: comment l'Union européenne participe-t-elle au regroupement régional sur la sécurité et le développement), EPRS, Parlement européen, septembre 2020.

Raineri, L. et Strazzari, F., «(B)ordering hybrid security? EU stabilisation practices in the Sahara-Sahel region» (Organiser et limiter la sécurité hybride? La stabilisation des pratiques de l'Union dans la région Sahara-Sahel), *Ethnopolitics*, 2019, vol. 18, no. 5, pp. 553-554.

Saidou, A. K., Burkina Faso: où en est la réforme de l'armée, deux ans après l'insurrection populaire?, Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, 12 janvier 2017.

Sandor, A. et Campana, A. «Les groupes djihadistes au Mali, entre violence, recherche de légitimité et politiques locales», *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, 2019.

Sheriff, A., [The EU Strategy for Security and Development in the Sahel – An indicator for the future of EU External Action?](#) (La stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel - un indicateur sur l'avenir de l'action extérieure de l'Union?), Centre européen de gestion des politiques de développement, 23 septembre 2011.

Smit, T., [Towards a more capable European Union civilian CSDP](#) (Vers une PSDC civile de l'Union plus compétente), SIPRI Policy Brief, Stockholm Peace Research Institute, novembre 2019.

Tobie, A., Sangaré, B., [Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali Adaptations souhaitables des stratégies de rétablissement de la paix](#), Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, octobre 2019.

The Carter Center, [Mali independent observer releases new report on the implementation of the peace agreement](#) (L'observateur indépendant au Mali publie son nouveau rapport sur la mise en œuvre de l'accord pour la paix), 23 septembre 2019.

Thurston, A., «Escalating conflicts in Burkina Faso» (L'escalade des conflits au Burkina Faso), RLS Research Papers on Peace and Conflict Studies in West and Central Africa, 01/2019.



Tull, D. M., «Rebuilding Mali's army: the dissonant relationship between Mali and its international partners» (Reconstruire l'armée malienne: la relation dissonante entre le Mali et ses partenaires internationaux), *International Affairs*, vol. 95, n° 2, mars 2019, p. 405-422.

Service de recherche du Congrès des États-Unis, [Burkina Faso](#), 23 octobre 2019.

Venturi, B., [The EU and the Sahel: A laboratory of experimentation for the security-migration-development nexus](#) (L'Union et le Sahel: un laboratoire d'expérimentation pour le nexus sécurité - migration - développement), document de travail IAI 17/38, Istituto Affari Internazionali, décembre 2017.

Walther, O. J., [Guerres et conflits au Sahara-Sahel](#), Notes ouest-africaines n° 10, OCDE, septembre 2017.

## Annexe I: Chronologie contextualisant le conflit au Sahel<sup>266</sup>

| La montée de l'islamisme au Nigeria (Boko Haram) et en Algérie (Al-Qaida au Maghreb islamique) et ses retombées au Sahel |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Janvier 2004, Nigeria                                                                                                    | Mohamed Yusuf crée Boko Haram, un groupe djihadiste fondé sur le modèle des talibans afghans. Son but est d'établir la charia dans tout le pays et d'abolir le style d'éducation et de vie occidental.                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Septembre 2005, Algérie                                                                                                  | Les Algériens votent par référendum en faveur de la charte pour la paix et la réconciliation nationale, mettant en théorie un terme à la guerre civile en Algérie (150 000 morts depuis 1992). Le président Abdelaziz Bouteflika est le chef de file du processus de paix, soutenu par l'Union européenne et les Nations unies. À la fin de la période de transition, seule la moitié des groupes djihadistes ont été désarmés et réintégrés.               |
| Printemps-été 2007, Algérie                                                                                              | Des attentats terroristes sont orchestrés par l'AQMI et perpétrés en Algérie contre le nouveau régime et le président lui-même.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Janvier 2008-mars 2009, Tchad-RCA                                                                                        | L'Union européenne déploie une opération militaire de transition, EUFOR Tchad/RCA, dans l'est du Tchad et dans le nord-est de la RCA, avec l'accord des gouvernements tchadien et centrafricain. Pour faire face à la crise au Darfour, la mission PSDC visait à protéger les civils en danger, en particulier les réfugiés et les personnes déplacées, à protéger les installations des Nations unies et à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. |
| 1 <sup>er</sup> -27 février 2008, Tchad                                                                                  | Les rebelles tchadiens, soutenus par le régime islamiste du Soudan, mènent une attaque contre N'Djamena. La France intervient. S'ensuit une violente répression à l'encontre des groupes islamistes au Tchad de la part du président Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990. La vaste opération EUFOR Tchad/RCA visant à protéger les victimes du génocide au Darfour qui cherchent refuge au Tchad ne peut être déployée.                                     |
| 4-15 mai 2008, Tchad                                                                                                     | Signature d'un accord de réconciliation entre le Tchad et le régime islamique du Soudan sous les auspices du Qatar. Néanmoins, les groupes rebelles tchadiens hostiles à l'accord lancent une nouvelle attaque sur N'Djamena et sont vaincus par l'armée tchadienne le 8 mai.                                                                                                                                                                               |
| 8-9 février 2009, Tchad                                                                                                  | Normalisation des relations entre le Tchad et le Soudan. Le gouvernement du président tchadien Idriss Déby (au pouvoir depuis 1990) est resté stable jusqu'à aujourd'hui.                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 2008-2009, Algérie                                                                                                       | Reprise des attentats terroristes, y compris des attentats-suicides. Malgré les violences perpétrées par l'AQMI pendant la campagne électorale présidentielle, le président Bouteflika est réélu pour la troisième fois.                                                                                                                                                                                                                                    |
| 30 juillet 2009, Nigeria                                                                                                 | De 2004 à 2009, de violents combats ont éclaté entre des bergers musulmans et des agriculteurs chrétiens dans le nord du Nigeria. Le 30 juillet 2009, l'armée nigérienne encercle le fief de Boko Haram à Maiduguri et tue Mohamed Yusuf. Boko Haram poursuit ses opérations dans le nord du pays.                                                                                                                                                          |
| 8 août 2009, Mauritanie                                                                                                  | Attaque de l'AQMI contre l'ambassade de France. Le régime mis en place par le général Mohamed Ould Abdel Aziz après le coup d'État militaire de 2008 reste stable.                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Juillet 2010, Mali                                                                                                       | Enlèvement et assassinat au Mali d'un travailleur humanitaire français par l'AQMI.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Novembre 2010, Burkina Faso                                                                                              | Blaise Compaoré, qui dirige le Burkina Faso depuis 1987, est réélu à la présidence avec une majorité écrasante (80 % des voix).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

<sup>266</sup> Les principaux lieux mentionnés dans cette chronologie sont repris dans l'«Illustration3: Les opérations européennes et internationales de soutien de la paix dans la région du Sahel, 2020». Les cases de couleur bleue se réfèrent aux opérations menées spécifiquement par l'Union européenne.

| La montée de l'islamisme au Nigeria (Boko Haram) et en Algérie (Al-Qaida au Maghreb islamique) et ses retombées au Sahel |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2010, Niger                                                                                                              | Enlèvement par l'AQMI d'employés d'une entreprise française travaillant dans la mine d'uranium d'Arlit, dans la région d'Agadez, au nord du Niger. Arlit représente l'une des plus grandes réserves d'uranium du Niger et est donc considérée comme d'une importance stratégique.                                                                                  |
| 2011, Niger                                                                                                              | Les groupes djihadistes (principalement l'AQMI) procèdent à de nouveaux enlèvements, capturant des otages qu'ils sont prêts à envisager de libérer uniquement contre de fortes rançons. Cela inclut l'enlèvement, en janvier 2011, de deux otages français à Niamey, la capitale du Niger, et de cinq autres travailleurs français, dans la ville minière d'Arlit. |

| Le printemps arabe et la désintégration de la Libye dans le contexte de l'expansion de l'islamisme |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Janvier-mars 2011, Algérie                                                                         | Des manifestations et des émeutes sont organisées à Alger et à Oran (ainsi qu'en Tunisie et en Égypte) pour protester contre la hausse du coût de la vie (en particulier le prix des produits de base). Le régime lève l'état d'urgence (sauf à Alger) qui était en place depuis la guerre civile (1992).                                                                                                                                                          |
| Mars 2011, Sahel                                                                                   | L'Union européenne adopte une «stratégie pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel», sa toute première stratégie pour la région, qui préconise une approche globale pour relever les défis dans la région. Elle avait pour but de synchroniser les différents instruments politiques de l'Union.                                                                                                                                                |
| 16-25 février 2011, Libye                                                                          | Soulèvement en Libye: protestations à Benghazi, conduisant à des affrontements avec les forces de sécurité qui ont tiré sur la foule. Les protestations ont dégénéré en une rébellion qui s'est étendue à tout le pays, les forces opposées au colonel Mouammar Kadhafi établissant un organe de gouvernement intérimaire, le Conseil national de transition.                                                                                                      |
| 10 mars 2011, Libye                                                                                | La France reconnaît le Conseil national de transition comme l'autorité légitime en Libye.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 17 mars 2011, Libye                                                                                | La résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies (proposée par la France, le Liban et le Royaume-Uni) est adoptée. Cette résolution a constitué la base juridique de l'intervention militaire dans la guerre civile libyenne, exigeant «un cessez-le-feu immédiat» et autorisant la communauté internationale à établir une zone d'exclusion aérienne et à utiliser tous les moyens nécessaires, sauf l'occupation étrangère, pour protéger les civils. |
| 19 mars 2011, Libye                                                                                | Sous la coordination des États-Unis, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis mènent des frappes aériennes contre la Libye. L'OTAN devient responsable de la coordination de l'intervention le 31 mars.                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 26 août 2011, Nigeria                                                                              | Boko Haram proclame qu'il va lutter contre le président chrétien Goodluck Jonathan, élu en avril 2011. Un attentat-suicide est perpétré par Boko Haram contre les Nations unies, à Abuja. Boko Haram est alors décrit comme étant affilié à l'AQMI.                                                                                                                                                                                                                |
| 20 octobre 2011, Libye                                                                             | Chute de Syrte et assassinat du colonel Kadhafi.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 29 octobre 2011, Libye                                                                             | Le Président du Parlement européen, Jerzy Buzek, se rend en Libye pour discuter de la menace islamiste émergente dans la région et de la migration vers l'Union par la Méditerranée.                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Décembre 2011, Nigeria                                                                             | Nouvelle attaque de Boko Haram contre des chrétiens à Abuja. Le bilan des violences perpétrées à l'encontre des chrétiens depuis l'élection du président Jonathan atteint au moins 800 morts, principalement dans le nord du pays.                                                                                                                                                                                                                                 |
| Mars 2012, Libye                                                                                   | Le Conseil national de Cyrénaïque, dans la région orientale de la Libye, déclare la région semi-autonome, signe de tensions territoriales croissantes dans le pays, plus de deux ans après l'assassinat de Mouammar Kadhafi.                                                                                                                                                                                                                                       |

| Guerre civile, intervention militaire et processus de paix au Mali |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Janvier 2012, Mali                                                 | Une nouvelle rébellion touareg a lieu dans le nord du Mali contre le gouvernement central, dirigée par le MNLA dont le chef est le colonel Mohamed Ag Najem. Le MNLA exige la sécession de la région de l'Azawad, traditionnellement reconnue par le gouvernement malien comme étant seulement une entité culturelle. Les experts considèrent que certains des combattants du MNLA ont servi dans l'armée libyenne aux côtés de Kadhafi pendant la guerre civile libyenne de 2011.                                                                                                                     |
| Mars 2012, Mali                                                    | Début de la transition politique. Le capitaine Amadou Haya Sanogo mène un coup d'État qui renverse le président Amadou Toumani Touré.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Avril 2012, Mali                                                   | Une coalition entre le MNLA touareg et l'organisation jihadiste locale Ansar Dine (également connue sous le nom d'Ansar al-Din) prend les principales villes du nord: Tessalit, Kidal, Gao et Tombouctou                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Juin 2012, Mali                                                    | Combat entre anciens alliés. Le MNLA touareg perd Gao au profit de groupes djihadistes affiliés à l'AQMI et Tombouctou au profit du groupe djihadiste local Ansar Dine. Neuf sanctuaires de Tombouctou qui font partie du patrimoine mondial de l'UNESCO sont détruits, tandis que la population locale souffre sous la terreur des nouveaux dirigeants.                                                                                                                                                                                                                                               |
| Juillet-septembre 2012, Mali                                       | La CEDEAO impose des sanctions au Mali et entame des négociations politiques avec les rebelles. Elle demande à ceux qui ont mené le coup d'État d'établir un gouvernement d'union nationale et le retour du président Dioncounda Traoré à titre intérimaire. Le président appelle à une intervention internationale des troupes de la CEDEAO pour reprendre le contrôle, ce que la junte rejette. L'AQMI accuse la France d'avoir l'intention d'envahir le «Mali musulman» et, en réponse, menace de tuer tous les otages. Les États-Unis sont réticents à approuver une telle intervention militaire. |
| Août 2012, Niger                                                   | L'EUCAP Sahel Niger, une mission civile de l'Union européenne, est lancée à Niamey pour aider les forces de sécurité nigériennes dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Septembre 2012, Libye                                              | Les milices salafistes attaquent le consulat américain à Benghazi.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Octobre-novembre 2012, Mali                                        | La résolution 2071 du Conseil de sécurité des Nations unies invite les organisations régionales et internationales, y compris l'Union européenne, à fournir une assistance coordonnée, une expertise, une formation et un soutien pour le développement des forces armées et de sécurité maliennes afin de rétablir l'autorité de l'État. Ceci a été approuvé par la résolution du Parlement européen du 22 novembre 2012.                                                                                                                                                                             |
| Décembre 2012, Mali                                                | Le chef des putschistes, le capitaine Sanogo, arrête le Premier ministre malien Cheick Modibo Diarra, qui s'est positionné en faveur d'une intervention internationale. L'envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel, l'ancien président de la Commission européenne Romano Prodi, déclare qu'il est nécessaire que la communauté internationale détermine et soutienne un centre de décision unique au Mali.                                                                                                                                                                                      |
| 20 décembre 2012, Mali                                             | La résolution 2085 du Conseil de sécurité des Nations unies, proposée par la France, autorise le déploiement d'une mission d'imposition de la paix dirigée par l'Afrique. En réponse, l'UA) déploie la mission internationale de soutien au Mali (MISMA). Elle appelle également les autorités maliennes à engager des négociations avec les groupes armés qui accepteraient de prendre leurs distances avec les organisations terroristes. L'objectif ultime est la restauration complète de l'ordre constitutionnel et de l'intégrité territoriale du Mali.                                          |
| 10 janvier 2013, Mali                                              | Konna, située au centre du Mali entre Mopti et Tombouctou, est reprise par les alliés djihadistes Ansar Dine et AQMI. Konna était considéré comme stratégique en raison de la présence d'un poste de contrôle de l'armée malienne. Cet événement ouvre la voie aux djihadistes du sud du Mali.                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 11 janvier 2013, Mali                                              | Alors que les rebelles menacent d'avancer sur Bamako, l'Algérie autorise les avions français à survoler le Sahara algérien pour bombarder les positions djihadistes dans le nord du Mali (opération Serval menée par les Français) <sup>267</sup> . L'Algérie ferme ses frontières avec le Mali. Les États-                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

<sup>267</sup> Le Tchad a été le seul pays africain à participer militairement à l'opération avec 2 000 hommes. Parmi les autres États membres de l'Union européenne figurent l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les Pays-Bas et la Suède.

| Guerre civile, intervention militaire et processus de paix au Mali |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                    | Unis et le Royaume-Uni, suivis par le Conseil de sécurité des Nations unies, soutiennent à l'unanimité l'intervention française.                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 17 janvier 2013, Mali                                              | L'Union européenne exprime son soutien à l'intervention française dans le nord du Mali.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Fin janvier 2013, Mali                                             | Les forces françaises et maliennes libèrent Gao, Tombouctou et Kidal, le fief touareg. Certains éléments des groupes armés rebelles quittent l'organisation jihadiste locale Ansar Dine. Le MNLA touareg prend également ses distances par rapport aux djihadistes. Néanmoins, les Touaregs sont tenus pour responsables du succès du djihadisme dans la région en 2012 et sont donc soumis à des représailles dans les villes libérées. |
| Janvier 2013, Algérie                                              | Enlèvement sur le site gazier du sud de l'Algérie par le groupe djihadiste dirigé par Mokhtar Belmokhtar (Al-Mourabitoune, un groupe dissident de l'AQMI).                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Février 2013, Mali                                                 | À la demande du Mali, la mission de formation militaire de l'UE au Mali (EUTM Mali) est lancée. Elle a pour but de répondre à la nécessité de renforcer les capacités des forces armées maliennes, avec pour résultat final des forces armées autonomes capables de contribuer à la défense de leur population et de leur territoire.                                                                                                    |
| 9 mars 2013, Nigeria                                               | Le groupe djihadiste radical Ansarul Islam, affilié à Boko Haram, annonce l'assassinat de 7 otages étrangers. Les islamistes ont commis des actes de violence à l'encontre des chrétiens au Nigeria (en particulier dans le nord du pays, à la frontière du Sahel) tout au long de la période 2010-2013. Human Right Watch estime que le nombre de morts entre 2009 et mai 2013 s'élève à au moins 3 600.                                |
| 23 avril 2013, Libye                                               | Attaque de la milice djihadiste contre l'ambassade de France à Tripoli.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Juin 2013, Mali-Burkina Faso                                       | Accord signé entre les groupes armés touareg et le gouvernement malien, à la suite d'un accord entre les différents groupes touareg, effort qui a été mené sous la médiation du Président du Burkina Faso, Blaise Compaoré.                                                                                                                                                                                                              |
| Juillet 2013, Mali                                                 | Une mission de maintien de la paix des Nations unies – la MINUSMA – prend le relais de la MISMA, dans le but de garantir des élections libres et la reconstruction du pays. Le mandat de la MINUSMA comprend des dispositions pour le soutien de l'Union européenne et de l'EUTM Mali.                                                                                                                                                   |
| Septembre 2013, Mali                                               | Le président français François Hollande est l'invité d'honneur de l'intronisation du nouveau président élu du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta.                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

| Faire face aux transitions politiques et à la prolifération des groupes djihadistes dans un environnement violent <sup>268</sup> |                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 5 octobre 2013, Libye                                                                                                            | Opération américaine contre les dirigeants d'Al-Qaida à Tripoli.                                                                                                                                                                                                                        |
| Octobre 2013, Sahel                                                                                                              | La résolution du Parlement européen du 22 octobre 2013 sur la situation des droits de l'homme dans la région du Sahel [(2013/2020(INI)), P7_TA(2013)0431] est adoptée.                                                                                                                  |
| Mai-septembre 2013, Nigeria                                                                                                      | Du 14 au 16 mai 2013, le président nigérian proclame l'état d'urgence au nord du pays et lance une vaste opération militaire contre Boko Haram. En septembre 2013, l'opération militaire nigériane contre Boko Haram pénètre dans Maiduguri, le fief de Boko Haram. Ce dernier riposte. |
| Juin 2013, Mali                                                                                                                  | La résolution du Parlement européen du 13 juin 2013 sur la reconstruction et la démocratisation du Mali [(2013/2587(RSP)), P7_TA(2013)0281] est adoptée.                                                                                                                                |

Des États tiers ont également participé à l'opération Serval, notamment le Canada, les Émirats arabes unis, les États-Unis et le Royaume-Uni.

<sup>268</sup> Pour une cartographie utile des groupes armés actifs en Libye, voir: Glenn, C., [Libya's Islamists: Who they are - and what they want](#), Wilson Center, 8 août 2017; European Council for Foreign Relations, [Mapping armed groups in Mali and the Sahel](#).

| Faire face aux transitions politiques et à la prolifération des groupes djihadistes dans un environnement violent <sup>268</sup> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Octobre 2013, Mali                                                                                                               | Poursuite des attaques jihadistes de l'AQMI à Tombouctou.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Novembre 2013, Libye                                                                                                             | Poursuite des combats entre les milices et l'armée à Tripoli.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 20 février 2014, Libye                                                                                                           | Une vidéo du groupe djihadiste radical EIL/Daech montre des prisonniers coptes égyptiens décapités. Le groupe est présent à Syrte, en Libye, où il accroît son influence.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Février 2014, Mali                                                                                                               | Massacre des Touaregs loyalistes dans le nord de Gao par le groupe djihadiste MUJAO. Deux journalistes français sont tués par l'AQMI à Kidal, en réponse à la «croisade française». La France organise une contre-offensive. Les otages aux mains du groupe djihadiste MUJAO sont libérés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Mai 2014, Niger                                                                                                                  | Attentats-suicides à Agadez perpétrés par le groupe djihadiste MUJAO sous le commandement de Mokhtar Belmokhtar. L'objectif déclaré est de se venger des Français et de leurs alliés qui coopèrent dans la «guerre contre la charia».                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Mai 2014, Nigeria                                                                                                                | Le 17 mai 2014, est organisé le sommet de Paris pour la sécurité, auquel participent les chefs d'État du Nigeria, du Cameroun, du Niger, du Tchad, du Bénin et de la France, ainsi que des représentants des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne. Ils décident de créer une force multinationale contre Boko Haram. Le Conseil de sécurité des Nations unies place Boko Haram sur sa liste d'organisations terroristes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Printemps 2014, Mali-Algérie                                                                                                     | Long processus de dialogue et de négociation à Alger entre le gouvernement malien et six groupes armés opérant dans le nord du Mali.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 25 juin 2014, Libye                                                                                                              | Échec de la transition politique en Libye. Les élections se déroulent dans un climat de violence et de peur. Les laïques remportent une victoire écrasante sur le programme islamiste, qui rejette le résultat. Le Parlement nouvellement élu se réfugie à Tobrouk, dans la région de la Cyrénaïque, à l'est de la Libye, qui est contrôlée par l'Armée nationale libyenne (ANL) et est sous le commandement du maréchal Khalifa Haftar. À l'époque, l'ANL est soutenue par l'Égypte et les Émirats arabes unis et est financée par l'Arabie saoudite.                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 13-29 juillet 2014, Libye                                                                                                        | Violents combats entre la milice de Misrata et la milice de Zintan alliée au maréchal Haftar, l'homme fort de la Cyrénaïque. Les ambassades et les résidents étrangers quittent Tripoli. L'offensive islamiste «Libya Dawn», décrite comme «une coalition difficile», est qualifiée de terroriste par le Parlement élu à Tobrouk. La «Libya Dawn» comprend une ramification des djihadistes d'Al-Qaïda (l'Ansar al-Charia) qui ont combattu Kadhafi dans les années 1990, des membres de la branche libyenne des Frères musulmans, un réseau de commerçants conservateurs (milices) de Misrata, dont les combattants constituent la composante la plus importante des forces de la Libya Dawn, et des tribus berbères et touareg de l'Occident. Cette coalition islamique s'empare de l'aéroport international de Tripoli. |
| Août 2014, Tchad                                                                                                                 | Lancement de l'opération Barkhane, une opération anti-insurrectionnelle, qui est menée par l'armée française contre les groupes islamistes dans la région du Sahel. Elle se compose d'une force française d'environ 5 000 hommes et est basée en permanence à N'Djamena, la capitale du Tchad. L'opération est désormais menée en coopération avec les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), tous les cinq d'anciennes colonies françaises.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Août 2014, Nigeria                                                                                                               | Boko Haram proclame un califat en faisant de Gwoza sa capitale.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Septembre 2014, Algérie                                                                                                          | Un groupe dissident djihadiste de l'AQMI prétendant être affilié à l'organisation salafiste État islamique dans le Grand Sahara kidnappe et assassine un otage français à Tizi Ouzou.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Octobre-novembre 2014, Burkina Faso                                                                                              | Une transition politique est lancée au Burkina Faso. Blaise Compaoré, qui dirige le pays depuis 1987, est chassé du pouvoir et un gouvernement intérimaire est mis en place.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Novembre 2014, Nigeria                                                                                                           | Attaque de Boko Haram contre la grande mosquée de Kano, dans le nord du pays, tuant 120 personnes. Les chefs religieux appellent les communautés locales à organiser leur autodéfense contre Boko Haram, car l'armée nigériane semble incapable de rétablir l'ordre.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |



| Faire face aux transitions politiques et à la prolifération des groupes djihadistes dans un environnement violent <sup>268</sup> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Novembre 2014, Libye                                                                                                             | Bombardement américain de Syrte, le fief du groupe EIL/Daech.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 15 janvier 2015, Mali                                                                                                            | L'EUCAP Sahel Mali, une mission civile de l'Union européenne, est déployée à Bamako, au Mali, à la suite d'une invitation officielle du gouvernement malien en vue d'aider les forces de sécurité intérieure à réaffirmer l'autorité du gouvernement sur l'ensemble du pays.                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Janvier 2015, Nigeria/Tchad                                                                                                      | Boko Haram attaque la ville de Baga, dans la région du lac Tchad. Les soldats de la Force multinationale sont vaincus et des civils sont tués. Le Tchad réagit en déployant une vaste opération militaire de 3 500 soldats à la frontière nigériane et dans le nord du Cameroun.                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Février 2015, Nigeria                                                                                                            | Les attaques de Boko Haram se poursuivent dans la région du lac Tchad, à la frontière entre le Nigeria, le Cameroun et le Niger (à Diffa) faisant des centaines de victimes. Le 7 février 2015, le Nigeria, le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Bénin se réunissent au sommet de Yaoundé sur la sécurité et décident de mener une action commune plus déterminée soutenue par une force multinationale plus importante de 8 700 soldats. L'armée nigériane libère Baga.                                                                      |
| Mars 2015, Nigeria                                                                                                               | Le chef du groupe djihadiste nigérian Boko Haram, Abubakar Shekau, déclare son affiliation au groupe djihadiste radical EIL/Daech. Dans le courant du même mois, l'armée nigériane libère la ville de Gwoza, la «capitale» du califat de Boko Haram.                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 28 mars 2015, Nigeria                                                                                                            | Le général musulman Muhammadu Buhari remplace le président chrétien Goodluck Jonathan. C'est le premier changement démocratique au Nigeria.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Avril 2015, Sahel                                                                                                                | La stratégie de l'Union pour le Sahel est renforcée par l'adoption du plan d'action régional en faveur du Sahel pour la période 2015-2020. La dimension sécuritaire est renforcée, en réponse aux conséquences potentielles de la chute du régime libyen, des rébellions dans le nord du Mali et de la montée de l'EIL/Daech.                                                                                                                                                                                                                  |
| 15 juin 2015, Tchad                                                                                                              | Attentat-suicide à N'Djamena attribué à Boko Haram-EIL/Daech. Le Tchad s'engage dans la lutte contre les groupes djihadistes au Mali et au Nigeria.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Mai-juin 2015, Mali                                                                                                              | Un accord de paix est conclu entre le gouvernement malien et deux coalitions de groupes armés qui se battent contre le gouvernement et l'un contre l'autre: la CMA et la plateforme des groupes armés <sup>269</sup> . Le nouvel accord de paix, «accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger», est officiellement signé le 15 mai 2015 par le gouvernement du Mali, la plateforme des groupes armés et deux groupes faisant partie de la CMA. Les autres groupes de la CMA signeront l'accord le 20 juin 2015. |
| Juin 2015, Algérie                                                                                                               | Deuxième visite à Alger du président français François Hollande. La priorité est la lutte contre la menace terroriste.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Juillet 2015, Algérie                                                                                                            | L'AQMI tend une embuscade aux militaires algériens.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Été 2015, Algérie                                                                                                                | Début d'une transition politique en Algérie conduisant à des changements au sein de l'«État profond» algérien: Le général Toufik, chef du renseignement, et le général Hassan, chef de la lutte antiterroriste, sont démis de leurs fonctions, arrêtés et condamnés pour l'organisation de groupes armés et leur participation à la contrebande d'armes. La sécurité intérieure et le renseignement sont placés sous le contrôle direct de la présidence.                                                                                      |
| Septembre 2015, Burkina Faso                                                                                                     | Fin de la transition politique avec un coup d'État manqué mené par une unité militaire autonome controversée, formée sous le président Blaise Compaoré, dans le but de renverser le gouvernement intérimaire. Ce gouvernement de transition avait été formé à la suite du soulèvement burkinabè de 2014, lorsqu'un mouvement populaire a renversé le président de longue date Compaoré, qui était lui-même arrivé au pouvoir après le coup d'État de 1987.                                                                                     |

<sup>269</sup> La coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) s'inspire du MNLA, moteur de l'insurrection touareg de janvier 2012, et poursuit toujours un programme quasi séparatiste. L'autre groupe, la plateforme des groupes armés, est un ensemble disparate de mouvements armés, largement décrits comme pro-gouvernementaux, mais issus de diverses circonscriptions et animés par des programmes locaux différents.

| Faire face aux transitions politiques et à la prolifération des groupes djihadistes dans un environnement violent <sup>268</sup> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                  | Roch Marc Christian Kaboré est élu, devenant ainsi le premier président non intérimaire du Burkina Faso en 49 ans à n'avoir eu aucun lien avec l'armée.                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Novembre 2015, Mali                                                                                                              | Attaque terroriste à l'hôtel Radison Blu à Bamako.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Janvier 2016, Burkina Faso                                                                                                       | Première grande attaque terroriste d'AQMI dans le centre de Ouagadougou, où des hommes armés ont ouvert le feu sur un hôtel et un café très fréquentés par les étrangers. L'attaque a été revendiquée conjointement par l'AQMI (un réseau régional dirigé par l'Algérie) et une ramification connue sous le nom de MUJAO/Al-Mourabitoune.                                                                                  |
| 4-7 janvier 2016, Libye                                                                                                          | Attaques perpétrées par le groupe djihadiste radical EIL/Daech contre des cibles stratégiques (le terminal pétrolier Al-Sidra, dans la région du Croissant pétrolier, et le camp d'entraînement de la police d'Al-Jahfal, à Zliten).                                                                                                                                                                                       |
| Février 2016, Libye                                                                                                              | Nouvelles opérations américaines contre l'EIL/Daech à Syrte et à l'ouest de Tripoli.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Février 2016, Algérie                                                                                                            | Pour apaiser les tensions sociales et politiques, une nouvelle Constitution algérienne est adoptée. Le berbère est déclaré langue officielle. Le nombre de mandats présidentiels est limité.                                                                                                                                                                                                                               |
| Mars 2016, Niger                                                                                                                 | Réélection du président Mahamadou Issoufou, en poste depuis 2011. Il a été décrit par <i>The Economist</i> comme «un allié fidèle de l'Occident» <sup>270</sup> .                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Juin 2016, Mali                                                                                                                  | À la suite d'un accord entre le gouvernement et les rebelles au Mali et vu le contexte sécuritaire toujours difficile, des appels sont lancés pour renforcer la MINUSMA, clarifier son mandat et la rendre plus robuste.                                                                                                                                                                                                   |
| 1 <sup>er</sup> août 2016, Libye                                                                                                 | Importantes frappes aériennes américaines contre l'EIL/Daech, en réponse aux demandes du gouvernement libyen de Tripoli (GNA) soutenu par les Nations unies.                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 5 décembre 2016, Libye                                                                                                           | Chute du fief de l'EIL/Daech aux mains du GNA.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 3 février 2017, Libye                                                                                                            | Accord entre le GNA et l'Union européenne sur le contrôle des migrations. Les garde-côtes libyens et les milices sous l'autorité du GNA à Tripoli vont recevoir 200 millions d'euros pour gérer les camps de transit des migrants d'Afrique subsaharienne.                                                                                                                                                                 |
| Printemps 2017, Algérie                                                                                                          | Nouvelles manifestations et troubles sociaux suscités par la mauvaise situation économique. Nouvelle «purge politique» dans le secteur algérien de la sécurité. La société nationale de pétrole et de gaz (Sonatrach) est placée sous le contrôle de la présidence. Les conflits d'intérêts entre Sonatrach et la société française Total sont résolus, ouvrant la voie à l'amélioration des relations franco-algériennes. |
| Mars 2017, Libye                                                                                                                 | Violents combats entre l'ANL et la milice de Misrata, la troisième force de la guerre civile libyenne, pour le contrôle des terminaux d'exportation de pétrole.                                                                                                                                                                                                                                                            |

| Unification des groupes djihadistes, régionalisation des conflits et activisme international |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mars 2017, Mali-Niger                                                                        | Unification des groupes et organisations djihadistes sous un nouveau nom, Jamaat Nosrat el-Islam wal-Muslimin (groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, GSIM), connu sous le nom de Nosrat el-Islam. La nouvelle organisation regroupe l'organisation locale Ansar Dine, le Front de libération du Macina (actif au Mali), l'AQMI et le MUJAO/Al-Mourabitoune du djihadiste algérien Mokhtar Belmokhtar. |
| Juillet 2017, Libye                                                                          | Libération de Benghazi qui était occupée depuis la révolution par des milices djihadistes (dont l'EIL/Daech en Libye et l'Ansar al-Charia) par l'Armée nationale libyenne (avec le soutien de l'Égypte, de la Russie, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis).                                                                                                                                       |

<sup>270</sup> «The eyes in Africa's skies: Taking on West Africa's terrorists», *The Economist*, 26 novembre 2016.

| Unification des groupes djihadistes, régionalisation des conflits et activisme international |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Juillet 2017, Sahel                                                                          | Mise en place d'une force antiterroriste transfrontalière, la Force conjointe du G5 Sahel, regroupant des contributions du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Juillet 2017, France                                                                         | Réunion des dirigeants libyens du GNA et de l'ANL à La Celle Saint-Cloud, près de Paris, pour explorer un nouveau cessez-le-feu et un accord de paix.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Août 2017, Burkina Faso                                                                      | Nouvel attentat terroriste djihadiste dans le centre de Ouagadougou. À l'époque, les analystes estimaient que la violence djihadiste dans le nord était la cause de 700 décès et du déplacement de 500 000 personnes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 14 novembre 2017, Libye                                                                      | CNN révèle l'existence de marchés d'esclaves à Tripoli où sont vendus les migrants subsahariens. L'Union européenne est attaquée pour avoir coopéré avec le GNA à Tripoli, en particulier par les organisations de défense des droits de l'homme qui critiquent le programme de migration UE-GNA en Libye <sup>271</sup> .                                                                                                                                                                                                                               |
| Décembre 2017, Niger                                                                         | Le président français Emmanuel Macron se rend à Niamey pour manifester son soutien à l'opération française «Barkhane» et à la Force conjointe du G5 Sahel. Le président rend également hommage au travail des centres de transit pour le contrôle des migrations ouverts au Niger sous les auspices de l'Union européenne. L'objectif est de démanteler le modèle commercial de la traite des êtres humains.                                                                                                                                             |
| Janvier 2018, Algérie                                                                        | Visite du président français Macron à Alger. La priorité reste la lutte contre le terrorisme.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Février 2018, Algérie                                                                        | Nouvelle vague d'expulsions de migrants subsahariens.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Février 2018, Nigeria                                                                        | Nouvel enlèvement par Boko Haram dans une école de l'État de Yobe, une région qui s'étend de Kano à Maiduguri. Boko Haram reste actif depuis 2015 dans la région du lac Tchad.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Mars 2018, Burkina Faso                                                                      | Attaques contre l'ambassade de France et le quartier général de l'armée burkinabè par le Nosrat el-Islam.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Printemps 2018, Mali                                                                         | Attaques du Nosrat el-Islam à Gao et dans la région de Mopti, où se trouve un aéroport international.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 28 mai 2018, Libye                                                                           | Sommet de Paris sur le cessez-le-feu et le processus de paix en Libye.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Juin 2018, Nigeria                                                                           | De nouveaux combats entre musulmans et chrétiens sur l'utilisation des terres dans le centre du pays commencent. En réponse, un couvre-feu a été instauré.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Juin-octobre 2018, Algérie                                                                   | De nouvelles purges politiques dans le secteur algérien de la sécurité, avec la séquestration du général de division Abdelghani Hamel, chef du ministère de l'intérieur, et de tous les agents de la sécurité nationale qui lui sont directement liés. Dans le passé, le général Hamel avait été considéré comme le successeur naturel du président Bouteflika. Une épidémie de choléra est déclarée, la première depuis le début de la guerre civile (1992), faisant apparaître la profonde crise économique et sociale dans une grande partie du pays. |
| 5 septembre 2018, Libye                                                                      | Le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés avertit que la Libye ne peut être considérée comme un lieu sûr pour accueillir des migrants. L'Aquarius refuse de remettre les personnes sauvées en mer aux garde-côtes libyens sous l'autorité du GNA à Tripoli.                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Janvier 2019, Niger                                                                          | De nouvelles attaques djihadistes à la frontière nigérienne avec le Mali.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Janvier-août 2019, Algérie                                                                   | Fin de la transition politique. Fin de l'ère Bouteflika sous la pression de grosses manifestations et l'influence de l'armée. Le frère du président et ses deux Premiers ministres successifs sont arrêtés et accusés de corruption dans les industries pharmaceutique et automobile.                                                                                                                                                                                                                                                                    |

<sup>271</sup> Voir, par exemple, [No escape from hell: EU policies contribute to abuse of migrants in Libya](#), 21 janvier 2019.

| Unification des groupes djihadistes, régionalisation des conflits et activisme international |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 4 avril 2019, Libye                                                                          | Reprise de la guerre civile. De nouvelles attaques de l'ANL contre Tripoli et le GNA, qui accuse la France de soutenir l'ANL.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 19 avril 2019, Libye                                                                         | La Maison Blanche soutient l'ANL, qui a de «bons antécédents» dans la lutte contre les groupes djihadistes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 18 juin 2019, Strasbourg                                                                     | Le Conseil de l'Europe appelle les États membres à ne pas envoyer les migrants secourus en mer aux garde-côtes libyens sous l'autorité du GNA à Tripoli, en raison des violations des droits de l'homme.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Mars-avril 2019, Mali                                                                        | Un violent conflit entre les groupes ethniques peuls et dogons, principalement, s'intensifie et conduit au massacre de la communauté peule, au centre du Mali, une région où les ressources naturelles sont rares. D'autres villages à majorité peule près d'Ogossagou, dans la région de Mopti, sont menacés et certains seraient attaqués. Les Dogons sont devenus des groupes paramilitaires équipés d'armes de guerre.                                                                                                            |
| Avril 2019, Mali                                                                             | Le président du Haut Conseil islamique du Mali appelle à des manifestations contre la mauvaise gouvernance du président Keïta et la mobilisation française au Mali. Le Premier ministre démissionne.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Mai 2019, Burkina Faso                                                                       | Opération française contre le groupe djihadiste Front de libération du Macina qui est affilié au Nosrat el-Islam et qui opère entre le Bénin et le Burkina. Des otages sont relâchés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 26-30 juin 2019, Libye                                                                       | La Turquie livre de nouveaux équipements militaires et offre une assistance au GNA à Tripoli. L'ANL reconnaît sa défaite et menace d'aggraver la crise.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Juillet 2019, Niger                                                                          | Le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, se rend à Niamey pour discuter de la nécessité de disposer de plus de ressources pour contrôler les flux migratoires vers le Niger et le Sahel.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Août 2019, Burkina Faso                                                                      | Attaques djihadistes contre la caserne de Koutougou, dans le département du nord-ouest du Burkina Faso. Il s'agit de l'une des attaques les plus meurtrières perpétrées contre les militaires dans l'histoire du Burkina Faso.                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Novembre 2019, Burkina Faso                                                                  | Les djihadistes ont tendu une embuscade à un convoi transportant des travailleurs de l'orpailleur canadien Semafo, à Boungou, dans l'est du Burkina, tuant et blessant de nombreux civils.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 27 novembre 2019                                                                             | Accord entre Ankara et le GNA à Tripoli. Des équipements militaires et une force de réaction rapide ont été promis au GNA en échange de la délimitation des frontières dans la Méditerranée orientale, où se trouvent des gisements de gaz et qui sont contestées avec la Grèce, Chypre et Israël.                                                                                                                                                                                                                                    |
| Décembre 2019, Burkina Faso                                                                  | La résolution du Parlement européen du 19 décembre 2019 sur les violations des droits de l'homme, y compris de la liberté de religion, au Burkina Faso [(2019/2980(RSP)), P9_TA-PROV(2019)0106] est adoptée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Décembre 2019, Éthiopie                                                                      | Au cours des 100 premiers jours de son mandat, la présidente de la Commission européenne, M <sup>me</sup> von der Leyen, organise sa première visite officielle dans un pays extérieur à l'Union européenne, à Addis-Abeba, dans un geste symbolique destiné à montrer l'attention accrue que l'Europe porte à l'Afrique. Elle est accompagnée de 21 commissaires européens, ce qui représente la plus grande délégation du Collège jamais envoyée dans un pays tiers. La situation au Sahel est également au centre des discussions. |
| Décembre 2019, Burkina Faso                                                                  | Violente attaque djihadiste contre la ville d'Arbinda, dans le nord du Burkina Faso. La détérioration de la sécurité a incité le gouvernement à déclarer l'état d'urgence dans plusieurs provinces du nord du pays, à la frontière du Mali, d'où la violence a débordé.                                                                                                                                                                                                                                                               |

| Unification des groupes djihadistes, régionalisation des conflits et activisme international |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Décembre 2019, Niger                                                                         | Attaques répétées contre Inates (une ville qui borde le Mali, le Niger et le Burkina) par le groupe EIL/Daech (d'idéologie salafiste).                                                                                                                                                                                                                                           |
| 2 janvier 2020, Libye                                                                        | La Turquie envoie des troupes pour soutenir le GNA à Tripoli.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 8 janvier 2020, Libye                                                                        | Le président russe Poutine et le président turc Erdogan appellent à un cessez-le-feu en Libye                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 19 mars 2020, Libye                                                                          | La conférence de Berlin sur la Libye appelle à un cessez-le-feu, déclare une liste de 55 points de conclusions, crée un comité de suivi militaire 5+5 GNA+ANL, et un comité international de suivi pour suivre les progrès dans le processus de paix.                                                                                                                            |
| Janvier 2020, Mali                                                                           | Frustrés par l'insécurité, les manifestants inondent les rues de Bamako, la capitale, appelant l'armée française à quitter ses anciennes colonies, réclamant la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta ainsi que des réformes politiques et économiques. Au moment où nous écrivons ces lignes, ces manifestations se poursuivent.                                        |
| Juin 2020, Mali                                                                              | Le chef de l'AQMI, l'Algérien Abdelmalek Droukdel, est tué par les troupes françaises, au nord du Mali, à la frontière avec l'Algérie. La mort de l'un des principaux dirigeants du mouvement Al-Qaida dans la région du Sahel et du Sahara au cours des 20 dernières années est considérée comme un tournant possible dans la lutte contre les groupes islamistes de la région. |
| 19 août 2020, Mali                                                                           | Après deux mois de protestations, un coup d'État contre le président Ibrahim Boubacar Keïta a lieu et entraîne sa démission. Au moment où nous écrivons ces lignes, les conséquences de ces événements sont encore incertaines.                                                                                                                                                  |

Source: basé principalement sur l'Encyclopædia Universalis, France, 2020, pour l'[Algérie](#), le [Burkina Faso](#), le [Tchad](#), la [Libye](#), le [Mali](#), la [Mauritanie](#), le [Niger](#) et le [Nigeria](#).





---

La présente étude thématique, la troisième de la collection «Paix et sécurité», porte sur la contribution de l'Union européenne (UE) à la résolution des conflits au Sahel, au rétablissement de la stabilité et à l'instauration de la paix dans la région. Chaque année, les études publiées dans cette collection examinent les résultats obtenus par l'Union dans le domaine de la paix et de la sécurité dans une région donnée.

La présente étude fait le point sur la mobilisation de l'Union au Sahel, en particulier depuis l'élaboration de sa première stratégie spécifique à la région en 2011. L'Union a adopté une stratégie globale et intégrée en vue de relever les nombreux défis en matière de politique, de sécurité et de défense, d'aide humanitaire, de développement et d'environnement auxquels font face les cinq pays concernés, à savoir le Tchad, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie et le Niger. La présente évaluation expose tout d'abord les dynamiques locales et géopolitiques complexes qui sous-tendent les conflits au Sahel. Elle examine ensuite les différents aspects de la stratégie de l'Union visant à soutenir la paix dans la région, dans un paysage international déjà encombré. Elle analyse de l'engagement du Parlement européen dans les conflits au Sahel, étudie les défis auxquels l'Union et d'autres acteurs internationaux ont fait face dans la région du Sahel et propose des solutions pour renforcer l'efficacité de l'action de l'Union.

Une étude distincte publiée en parallèle donne un aperçu de l'action actuelle de l'Union en matière de paix et de sécurité et un troisième présente l'indice Normandie pour la paix 2020. Ces études ont été rédigées en vue de leur présentation au Forum mondial Normandie pour la paix, qui se tiendra en octobre 2020.

---

Publication de l'Ex-Post Unité Évaluation  
EPRS | Service de recherche du Parlement européen

Ce document a été préparé à l'attention des Membres et du personnel du Parlement européen comme documentation de référence pour les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu du document est de la seule responsabilité de l'auteur et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement.



ISBN: 978-92-846-7011-6  
DOI: 10.2861/97004  
CAT: QA-02-20-611-FR-N